|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **NATIONS UNIES** |  | **EP** |
|  |  | **UNEP**(DTIE)/Hg/INC.7/22/Rev.1 |
| EP | **Programme des Nations Unies pour l’environnement** | Distr. générale 4 novembre 2016  Français Original : anglais |

Comité de négociation intergouvernemental   
chargé d’élaborer un instrument international   
juridiquement contraignant sur le mercure

Septième session

Mer Morte (Jordanie), 10-15 mars 2016

Rapport du Comité de négociation intergouvernemental chargé d’élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure sur les travaux de sa septième session

Introduction

1. Le Comité de négociation intergouvernemental chargé d’élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure a été créé par application de la section III de la décision 25/5 du Conseil d’administration du Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE). Par cette décision, le Conseil d’administration est convenu qu’un instrument juridiquement contraignant relatif au mercure devait être élaboré et a demandé au Directeur exécutif du PNUE de créer un comité intergouvernemental de négociation qui serait chargé de l’établir.
2. Conformément au mandat qui lui a été confié, le Comité de négociation intergouvernemental a déjà tenu six sessions : à Stockholm du 7 au 11 juin 2010; à Chiba (Japon) du 24 au 28 janvier 2011; à Nairobi du 31 octobre au 4 novembre 2011; à Punta del Este (Uruguay) du 27 juin au 2 juillet 2012; à Genève du 13 au 18 janvier 2013; et à Bangkok du 3 au 7 novembre 2014. À sa cinquième session, le Comité s’est accordé sur le texte d’un instrument international juridiquement contraignant – la Convention de Minamata sur le mercure – devant être adopté par une conférence de plénipotentiaires.
3. À la suite de la cinquième session du Comité, à l’invitation du Gouvernement japonais et à la demande du Conseil d’administration du PNUE (décision 27/12), le Directeur exécutif du PNUE a convoqué la Conférence de plénipotentiaires relative à la Convention de Minamata sur le mercure à Kumamoto (Japon) les 10 et 11 octobre 2013. Le 10 octobre 2013, la Conférence a adopté la Convention de Minamata sur le mercure, laquelle est ouverte à la signature depuis le 11 octobre 2013. La Conférence a également adopté un certain nombre de résolutions, notamment une résolution relative aux dispositions provisoires pour la période comprise entre l’ouverture de la Convention à la signature et son entrée en vigueur, ainsi qu’une résolution sur les dispositions financières.
4. Au paragraphe 3 de la résolution relative aux dispositions provisoires, la Conférence de plénipotentiaires a invité le Directeur exécutif du PNUE « à convoquer, entre le moment où la Convention sera ouverte à la signature et la date d’ouverture de la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention, autant de sessions supplémentaires du Comité de négociation intergouvernemental [...] que nécessaire pour faciliter l’entrée en vigueur rapide de la Convention et son application effective dès son entrée en vigueur ». La Conférence de plénipotentiaires a également assigné au Comité un certain nombre de tâches, énoncées aux paragraphes 5 à 8 de la résolution relative aux dispositions provisoires et aux paragraphes 2, 3 et 6 de la résolution relative aux dispositions financières.
5. La sixième session du Comité s’est tenue conformément au paragraphe 3 de la résolution relative aux dispositions provisoires pour permettre au Comité de commencer les travaux prévus aux paragraphes 5 à 8 de ladite résolution et aux paragraphes 2, 3 et 6 de la résolution relative aux dispositions financières. La septième session du Comité a été convoquée afin que celui-ci termine les travaux dont il a la charge en application des paragraphes susmentionnés et de préparer ainsi la tenue de la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Minamata.

I. Ouverture de la session

1. La septième session du Comité de négociation intergouvernemental, qui s’est tenue au Centre des congrès Roi Hussein Bin Talal (mer Morte, Jordanie) du 10 au 15 mars 2016, a été ouverte le jeudi 10 mars à 10 h 35. M. Jacob Duer, Coordonnateur principal du secrétariat provisoire de la Convention de Minamata sur le mercure, faisait office de maître de cérémonie.
2. Des allocutions de bienvenue ont été prononcées par M. Fernando Lugris, Président du Comité, M. Ibrahim Thiaw, Directeur exécutif adjoint du PNUE, et M. Taher Shakhashir, Ministre jordanien de l’environnement, qui représentait S. M. le Roi Abdallah II bin al Hussein. Les participants ont visionné une vidéo présentant les travaux entrepris en Jordanie pour protéger et préserver l’environnement et instaurer une économie respectueuse de l’environnement, ainsi qu’une autre vidéo sur les sites historiques et culturels du pays. Ils ont en outre eu la chance d’assister à un spectacle de chants et de danses traditionnels et d’entendre un exposé présenté par sept jeunes Jordaniens portant sur un projet de protection de l’environnement mis en œuvre par des jeunes, qui avait contribué à faire connaître les problèmes environnementaux et à faire évoluer les mentalités et les comportements à cet égard.
3. Dans son allocution, M. Lugris a remercié le Gouvernement et le peuple jordaniens de leur accueil chaleureux; le Ministre jordanien de l’environnement et son équipe du travail remarquable qu’ils avaient accompli pour faciliter l’organisation de la session en cours; le PNUE de son appui indéfectible au processus de négociation de la Convention; et tous les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les organisations de la société civile et d’autres parties qui avaient continué de s’employer à lutter contre la menace que représentait la pollution par le mercure à l’échelle mondiale.
4. Après être revenu sur les réalisations accomplies à chacune des sessions du Comité, le Président du Comité a félicité les 15 pays ayant ratifié la Convention de Minamata depuis la sixième session du Comité, notant que la Convention pourrait entrer en vigueur dès la fin de l’année, et a engagé les autres pays à faire de leur mieux la ratifier le plus tôt possible afin de pouvoir assister aux réunions de la Conférence des Parties en qualité de Parties et, ainsi, jouer un rôle dans l’élaboration et la mise en œuvre de la Convention. Il a également félicité le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE du rôle essentiel qu’il jouait s’agissant d’aider les pays en matière de renforcement des capacités, de transfert de technologie et de sensibilisation; de fournir des connaissances scientifiques spécialisées concernant les questions techniques; et de favoriser la collaboration entre les parties prenantes.
5. Concernant la dernière réunion du Comité, M. Lugris a invité les participants à se pencher plus avant sur la question du renforcement de la Convention, les engageant à cette fin à étudier différentes modalités de coopération et les moyens de dégager des synergies avec d’autres activités menées dans le cadre de grands accords conclus dans les domaines des produits chimiques et des déchets ou d’autres instruments, en particulier le Programme de développement durable à l’horizon 2030 et l’Accord de Paris sur les changements climatiques, ajoutant que cela permettrait de tirer des avantages réciproques sur les plans technique, politique et financier. Il a en outre vivement engagé le Comité à faire fond sur les progrès accomplis à sa sixième réunion et pendant l’intersession concernant les principaux problèmes techniques, politiques et opérationnels devant être réglés avant l’entrée en vigueur de la Convention et a prié les participants de ne pas se disperser, de faire preuve de souplesse et de rester fidèle à l’« esprit de Minamata » de coopération, de bonne foi et de labeur afin d’ouvrir la voie à la pleine application de l’instrument dans le monde.
6. Dans son allocution, M. Thiaw a rappelé que les scientifiques œuvraient depuis 60 ans, à savoir depuis le dépistage des premiers cas de la maladie de Minamata, à comprendre le mécanisme d’empoisonnement au mercure et ses implications du point de vue de la santé humaine, de la pauvreté, des modes de consommation et de production, de la sécurité et de la croissance économique, ajoutant que l’empoisonnement au mercure demeurait un problème véritablement mondial qui touchait les enfants comme les adultes, les chercheurs d’or artisanaux d’Afrique, d’Asie et du Pacifique et d’Amérique latine, mais aussi les populations du Nord exposées aux effets nocifs du mercure rejeté dans l’environnement et l’atmosphère du fait des activités de construction, de combustion du charbon et de crémation. Selon l’orateur, il subsistait des lacunes importantes en termes de connaissances concernant l’ampleur exacte des émissions de mercure et il faudrait mener une action concertée entre les secteurs public et privé pour contrôler, faire cesser et interdire le commerce et l’utilisation de mercure et de ses composés; pour assurer une gestion rationnelle des déchets et le traitement des sites contaminés; et pour partager les données d’expérience et les technologies utiles.
7. Faisant observer que la quasi-totalité des 17 objectifs de développement durable récemment adoptés comprenaient des cibles fondamentales en matière de lutte contre la pollution environnementale liée aux substances chimiques et aux déchets, M. Thiaw a insisté sur le fait que ces questions ne pouvaient pas être traitées isolément par un seul pays, une seule région ou une seule partie prenante. Il a cité le Roi Abdallah II bin al Hussein, selon lequel le développement durable était un « cercle vertueux [qui] participe et profite de la stabilité et de la croissance économiques » et qui exige « une coopération au niveau mondial et, souvent, des choix difficiles »; ces choix, a-t-il dit, étaient pris en compte dans les travaux du Partenariat mondial sur le mercure du PNUE et dans le champ d’application et la visée de la Convention de Minamata. L’orateur a expliqué que pour assurer la réussite du Programme de développement durable à l’horizon 2030, il faudrait mener des activités d’envergure concernant toutes les substances dangereuses recensées dans les conventions relatives aux produits chimiques et aux déchets ainsi que dans l’Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et la Convention de Minamata. S’inspirant des réalisations accomplies dans le cadre d’autres conventions, comme le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d’ozone, la Convention de Minamata jouerait son rôle à travers une approche éprouvée faisant intervenir la science, la politique générale et l’action.
8. Rappelant que 23 pays avaient ratifié la Convention, M. Thiaw a, comme M. Lugris, invité les autres pays à ratifier l’instrument dans les plus brefs délais afin qu’il puisse entrer en vigueur avant la fin de l’année et que la communauté internationale puisse s’intéresser à sa mise en œuvre. Selon lui, les participants à la réunion en cours représentaient les millions de personnes de par le monde qui étaient exposées à la pollution par le mercure pendant toute leur vie. Au cours de la semaine, ils allaient mener des négociations difficiles à propos des détails techniques et des questions de financement et de gouvernance sur lesquels il fallait qu’ils s’entendent afin de parvenir à un instrument mondial qui non seulement ouvrirait la voie à d’autres réunions internationales, comme la deuxième session de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement, mais aussi produirait des résultats tangibles sur le terrain permettant de résoudre un problème meurtrier qui ne pouvait plus être passé sous silence.
9. Dans son allocution, M. Shakhashir a souhaité la bienvenue aux participants au nom de S. M. le Roi Abdallah II bin Al Hussein, qui avait dirigé avec succès des réformes politiques et socioéconomiques dans son pays en transformant les difficultés en possibilités, notamment par la mise en œuvre d’une feuille de route pour le développement et l’adoption de lois et réglementations visant à promouvoir davantage les valeurs que sont l’impartialité et la transparence ainsi que les principes de justice et d’égalité. Se penchant sur les événements dans la région, il a estimé qu’il fallait impérativement mener une action concertée à l’échelle internationale afin d’éliminer le fléau que constituait l’extrémisme, qui avait eu de vigoureuses répercussions sur la Jordanie, sachant qu’accueillir plus d’un million de réfugiés constituait un fardeau considérable pour un pays aux ressources limitées et avait de graves incidences dans les domaines de l’éducation, de la santé et de l’eau en particulier.
10. Grâce à une utilisation optimale de ses ressources naturelles et conformément aux plans de développement durable qu’elle avait mis en place, la Jordanie s’était toujours efforcée de préserver l’environnement et d’améliorer la qualité de vie, qui était reconnue comme un droit humain, soucieuse qu’elle était du bien-être des générations futures. Parmi les initiatives menées dans ce sens, on pouvait notamment citer la mise en place de législations et d’organismes de protection de l’environnement, la formation du personnel compétent et la fourniture des équipements nécessaires, la création d’un fonds de protection de l’environnement et la mise en œuvre d’activités de sensibilisation à l’environnement. Des stratégies avaient également étaient élaborées en vue de favoriser, entre autres, l’écologisation de l’économie, de s’attaquer aux problèmes des déchets et de promouvoir les énergies renouvelables. Dans cette même optique, l’orateur a également mis en avant les mesures spécifiques prises dans les domaines du développement durable, de la désertification, des changements climatiques, de la pollution de l’air et de la diversification des sources d’énergie.
11. La session en cours mettait en évidence le principe fondamental de la Convention de Minamata et, assurément, de tous les instruments relatifs au contrôle des substances chimiques dangereuses et à la sécurité de l’environnement, qui faisait partie intégrante de la sécurité publique. La Jordanie, qui était parmi les premiers pays à ratifier la Convention, en 2015, s’était dotée d’un programme ambitieux comprenant une panoplie de mesures concrètes, législatives et autres mesures de mise en œuvre, qu’il a brièvement décrites. En conclusion, il s’est dit optimiste que la session déboucherait sur des résultats décisifs qui permettraient de promouvoir le cadre international régissant le contrôle du mercure en associant de manière efficace et souple les législations nationales et les accords internationaux fondés sur les meilleurs pratiques et les succès obtenus dans la gestion du mercure, de la production de cette substance à son élimination.

II. Questions d’organisation

A. Participation

1. Les représentants des Parties ci-après ont participé à la réunion : Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de),   
   Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d’Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Équateur, Érythrée, Espagne, État de Palestine, États-Unis d’Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d’), Iraq, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, l’ex-République de Macédoine, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République centrafricain, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Togo, Tonga, Tunisie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe et l’ Union européenne.
2. Les organismes et institutions spécialisées ci-après des Nations Unies étaient représentés : Fonds pour l’environnement mondial, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Organisation mondiale de la Santé, Organisation mondiale du Travail, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l’environnement.
3. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées : Africa Institute, Centre du charbon propre de l’Agence internationale de l’énergie, Commission de l’Union africaine.
4. Les secrétariats des accords multilatéraux sur l’environnement ci-après étaient représentés : Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international et Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.
5. Un certain nombre d’organisations non gouvernementales étaient représentées. Leurs noms figurent dans la liste des participants qui fait l’objet du document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/10.

B. Adoption de l’ordre du jour

1. Le Comité a adopté l’ordre du jour ci-après, sur la base de l’ordre du jour provisoire paru sous la cote UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/1 :

1. Ouverture de la session.

2. Questions d’organisation :

1. Adoption de l’ordre du jour;
2. Organisation des travaux.

3. Travaux préparatoires en vue de l’entrée en vigueur de la Convention de Minamata sur le mercure et de la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention :

a) Éléments nécessaires à l’application effective de la Convention dès son entrée   
en vigueur;

b) Questions qui, conformément à la Convention, doivent faire l’objet d’une décision de la Conférence des Parties à sa première réunion;

c) Points devant être adoptés à titre provisoire par le Comité en attendant leur adoption officielle par la Conférence des Parties à sa première réunion;

d) Activités visant à faciliter l’entrée en vigueur rapide de la Convention et son application effective dès son entrée en vigueur.

4. Rapport sur les activités menées par le secrétariat provisoire au cours de la période précédant l’entrée en vigueur de la Convention :

a) Activités menées au niveau des régions et des pays pour faciliter la mise en œuvre;

b) Activités menées en coopération avec d’autres acteurs concernés;

c) Financement du secrétariat et des activités.

5. Questions diverses.

6. Adoption du rapport.

7. Clôture de la session.

C. Organisation des travaux

1. Conformément à une proposition faite par le Président à la suite de consultations avec le Bureau, le Comité a décidé qu’il se réunirait chaque jour de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures et que des petits groupes seraient constitués si nécessaire. Il a également décidé que seul l’anglais serait utilisé au sein de ces groupes et que, compte tenu des besoins des petites délégations, pas plus de deux de ces groupes se réuniraient en même temps.
2. Le Comité a également décidé d’organiser ses travaux conformément à la proposition formulée par le Président dans sa note de scénario (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/2) et comme expliqué dans l’ordre du jour annoté (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/1/Add.1), notamment en ce qui concerne l’ordre dans lequel il examinerait les points inscrits à son ordre du jour. Ainsi, il a décidé, entre autres, que, dans le cadre de l’examen du point 3 de l’ordre du jour, les sous-points 3 a) à 3 c) seraient traités ensemble par rapport aux différents articles de la Convention qui feraient l’objet d’un examen à la session en cours, en procédant article par article. Il examinerait ensuite le sous-point 3 d), également au regard des différents articles de la Convention qui feraient l’objet d’un examen à la session en cours, en procédant article par article.

D. Déclarations d’ordre général

1. Une fois que l’organisation des travaux a été convenue, le Président a invité les représentants à prononcer des déclarations générales sur les travaux à entreprendre durant la session en cours et, en particulier, sur les progrès accomplis vers la ratification de la Convention et les progrès accomplis depuis la sixième session du Comité. Des déclarations ont été prononcées, d’abord au nom des groupes régionaux, puis par des représentants de différents pays, d’organisations intergouvernementales et d’organisations non gouvernementales.
2. Tous les représentants qui sont intervenus ont remercié le Gouvernement jordanien pour la chaleureuse hospitalité témoignée à leur endroit.
3. Le représentant s’exprimant au nom des États arabes a déclaré que les décisions adoptées à la session en cours donneraient une forte impulsion à la mise en œuvre de la Convention et faciliteraient les travaux de la première réunion de la Conférence des Parties. Les diverses orientations soumises à l’examen du Comité constituaient un point de départ qui permettrait d’avoir foi en la Convention et favoriseraient sa mise en œuvre rapide. S’agissant des questions financières, il a fait observer que le programme relatif aux substances chimiques et aux déchets ne bénéficiait pas d’un financement important au niveau international et il importait qu’il se voie accorder un plus grand appui. Les ressources financières devaient donc être gérées d’une manière efficace pour que les pays soient en mesure de s’acquitter de leurs obligations. En conséquence, les orientations à l’intention du Fonds pour l’environnement mondial (FEM) qu’on prévoyait d’adopter devraient, selon lui, faciliter l’accès aux ressources financières du FEM. Pour conclure, il a engagé les pays qui ne l’avaient pas encore fait à ratifier dès que possible la Convention.
4. Le représentant prenant la parole au nom de l’Union européenne et de ses États membres a affirmé que la septième session du Comité était cruciale en ce qu’elle serait la dernière occasion de faire en sorte que tous les documents dont l’établissement avait été demandé par la Conférence de plénipotentiaires soient finalisés et, s’il y avait lieu, adoptés à titre provisoire en temps voulu pour l’entrée en vigueur de la Convention et la première réunion de la Conférence des Parties. Le Comité devait toujours, selon lui, parvenir à un accord concernant un certain nombre de questions sur lesquelles la Conférence était tenue, en vertu de la Convention, d’adopter des décisions à sa première réunion. Il a conclu en déclarant que l’Union européenne avait entamé la procédure législative nécessaire pour permettre la ratification de la Convention.
5. Le représentant s’exprimant au nom des États d’Asie et du Pacifique a indiqué que la région représentait la part la plus importante de la consommation et des émissions atmosphériques de mercure au niveau mondial et la mise en œuvre de la Convention dans la région était essentielle pour sa mise en œuvre au niveau mondial. Il était important de parvenir à un accord à la session en cours sur autant de questions que possible pour l’entrée en vigueur de la Convention, en particulier en ce qui concernait les orientations proposées et autres instruments qui permettraient sa mise en œuvre efficace. Les pays de la région s’étaient réunis à Jakarta en janvier 2016 et s’étaient accordés sur les questions présentant le plus d’intérêt pour la région. Selon l’orateur, les orientations sur le recensement des stocks et des sources de mercure devraient fournir des options sur la base desquelles chaque Partie pourrait fonder ses propres décisions. Il s’est félicité des efforts entrepris dans le cadre du Partenariat mondial sur le mercure du PNUE pour la préparation du projet d’orientations sur l’élaboration des plans d’action nationaux en ce qui concerne l’extraction artisanale et à petite échelle d’or, relevant que de nombreux habitants de la région travaillaient dans ce secteur, et il a fait observer que les orientations sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales préparées par le groupe d’experts créé par la Conférence de plénipotentiaires devraient inclure les choix techniques pour répondre aux divers besoins des différents pays et souligner le lien entre les options techniques et les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ces options. Les divers pays de la région incluaient des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés qui faisaient face à des défis complexes et considérables. Un mécanisme de financement efficace était, selon lui, crucial pour l’efficacité de la Convention et les orientations à l’intention du FEM devraient prévoir l’utilisation efficace et rationnelle des ressources de la Caisse du FEM de manière à faciliter l’accès à ces dernières et à répondre aux besoins des pays en développement. La région attendait également avec beaucoup d’intérêt la mise en place rapide du programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique prévu à l’article 13 de la Convention; de nombreux pays, a-t-il dit, ne disposaient pas des capacités nécessaires pour suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre, et il était essentiel de renforcer les capacités requises pour l’établissement des rapports nationaux. Les évaluations initiales prévues par la Convention de Minamata donneraient l’occasion de favoriser le renforcement des capacités et la collecte de données pertinentes dans de nombreux pays de la région. Outre la surveillance et l’établissement d’inventaires au niveau national qui, selon lui, devraient concilier l’utilité des données avec la charge de travail liée à leur obtention, la collecte des données aux niveaux régional et mondial serait indispensable pour l’évaluation de l’efficacité de la Convention. La région se félicitait de l’offre du Gouvernement suisse d’accueillir le secrétariat permanent de la Convention de Minamata à Genève et examinerait les options possibles sur le plan des modalités et des synergies. Enfin, il a fait savoir que la région était favorable à la prise de décisions par consensus sur les questions de fond.
6. La représentante s’exprimant au nom des États d’Amérique latine et des Caraïbes a relevé que puisque la session en cours serait la dernière du Comité, celui-ci devrait s’attacher à préparer la mise en œuvre de la Convention et à faire avancer les choses en vue de la première réunion de la Conférence des Parties. Elle a félicité ceux des pays de cette région qui avaient ratifié la Convention et a salué les progrès faits par les autres pays. Elle a également exhorté les pays des autres régions à accélérer leurs processus de ratification afin d’assurer l’entrée en vigueur rapide de la Convention. Malgré le fait que les divers documents d’orientation prévus pour adoption ne seraient pas juridiquement contraignants, il convenait qu’ils ne sortent pas du cadre de la Convention et évitent de la réinterpréter. La région était fermement décidée à appliquer la Convention, en particulier les articles 14 et 16, et en faisait la promotion par le biais d’ateliers thématiques et, depuis 2014, de l’inscription de la Convention de Minamata à l’ordre du jour de l’Organe directeur de l’Organisation internationale du travail (OIT). La participation de toutes les organisations intergouvernementales susceptibles d’appuyer les pays dans la mise en œuvre de la Convention, dont l’Organisation mondiale de la santé (OMS), l’Organisation panaméricaine de la santé, l’OIT et l’Organisation mondiale des douanes, revêtait également une grande importance. Elle a ajouté que les centres régionaux joueraient un rôle important dans la fourniture d’aide aux pays pour la mise en œuvre de la Convention et que l’application de mesures de renforcement des capacités, d’assistance technique et de transfert de technologies tenant compte des réalités nationales était cruciale pour la mise en œuvre de la Convention au niveau des pays.
7. Concernant le financement et l’article 13 de la Convention, elle a rappelé que le mécanisme de financement se composait de deux parties dont la deuxième, le programme international spécifique, devrait être clairement distinguée du Programme spécial d’appui au renforcement des institutions nationales aux fins de la mise en œuvre de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international, de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, de la Convention de Minamata et de l’Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, que l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement avait adopté. En outre, la Convention devrait disposer d’un financement stable, en dehors de ceux auxquels les autres conventions se rapportant aux produits chimiques et aux déchets avaient accès, et suffisant pour assurer la mise en œuvre au niveau national de la Convention dans les pays en développement. La présentation de rapports en application de l’article 21 de la Convention aurait une incidence importante sur l’évaluation de l’efficacité de celle-ci et nécessiterait un renforcement des capacités. Les rapports établis au titre de la Convention devraient par ailleurs compléter ceux soumis dans le cadre des autres conventions relatives aux produits chimiques et aux déchets et leur fréquence devrait être déterminée sur la base de l’expérience acquise sous les autres conventions.
8. Le représentant s’exprimant au nom des États d’Afrique s’est félicité de la mise au point des projets de document d’orientation dont le comité était saisi et a déclaré que la région attendait avec impatience leur adoption provisoire, ajoutant que les formulaires de consentement à l’importation et à l’exportation, de demande de dérogation et de communication de données avaient besoin d’être révisés. Il a pris acte des orientations fournies au FEM concernant le soutien à accorder aux pays qui avaient exprimé le souhait d’adhérer à la Convention. Le programme international spécifique devrait accorder un accès privilégié aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement d’Afrique, entre autres en offrant de l’aide en matière d’établissement de propositions de financement, une réduction des exigences au plan du cofinancement et un élargissement considérable des critères de recevabilité des projets. L’évaluation des pays au regard des conditions à remplir devrait être aussi souple que possible et adaptée à tous les pays du continent. Le programme devrait disposer d’un mécanisme durable de mobilisation de ressources, veiller à la complémentarité et éviter les chevauchements avec d’autres arrangements et cadres existants, mettre à profit les leçons apprises, et s’investir aux niveaux national et régional. Le PNUE devrait en être l’institution d’accueil. La question des sites contaminés était un grand sujet de préoccupation pour la région et le respect des obligations en la matière serait un problème, étant donné que les déchets municipaux et dangereux, y compris ceux de mercure, y étaient souvent mélangés. Il convenait de mettre au point des orientations complètes sur les sites contaminés, qui devraient être examinées à la première réunion de la Conférence des Parties. Pour finir, il a remercié tous les partenaires qui avaient apporté leur soutien à l’Afrique au cours des négociations et a exprimé sa reconnaissance pour les activités menées en vue de permettre aux pays de devenir Parties et, par la suite, d’appliquer la Convention.
9. Le représentant s’exprimant au nom des États d’Europe centrale et orientale a noté que la préparation des documents requis pour la première réunion de la Conférence des Parties pouvait, et devrait, être achevée à la session en cours. Il a fait savoir que quasiment tous les pays de la région avaient signé la Convention et s’employaient à la ratifier et que de nombreuses activités étaient en cours pour les aider dans ce domaine et dans la mise en œuvre effective, efficace et rapide de la Convention. Beaucoup de travail restait à faire, mais la bonne préparation des documents dont était saisi le comité à la réunion en cours constituait un important point de départ pour la mise en place d’un système qui permettrait à tous les pays d’appliquer la Convention. Il a conclu en remerciant le Gouvernement tchèque d’avoir accueilli, vers le début de l’année 2016, une réunion destinée à aider les pays de la région à se préparer pour la réunion en cours.
10. Des déclarations ont été ensuite prononcées par les représentants de différents pays.
11. De nombreux représentants ont rendu compte des efforts faits par leur pays pour ratifier la Convention de Minamata. Deux de ces pays devaient déposer sous peu leur instrument de ratification et plusieurs autres devaient adhérer à la Convention plus tard dans l’année.
12. Bon nombre de représentants ont donné un aperçu des mesures prises par le gouvernement de leur pays pour faciliter la mise en œuvre rapide de la Convention, lesquelles comprenaient la réalisation d’évaluations initiales, l’organisation de campagnes de sensibilisation, et l’adoption de législations et d’instruments de planification pour lutter contre le problème de la pollution par le mercure dans des secteurs comme, par exemple, l’extraction artisanale et à petite échelle d’or, les autres filières du secteur minier, l’incinération de déchets dangereux, l’éclairage, la santé, la médecine dentaire et les sites contaminés par du mercure. Plusieurs représentants ont remercié les gouvernements et organisations intergouvernementales partenaires qui avaient appuyé leurs efforts de ratification et de mise en œuvre de la Convention.
13. Plusieurs représentants ont exprimé l’opinion qu’il était essentiel de fournir une assistance financière et technique aux pays en développement pour leur permettre d’appliquer la Convention, l’un d’entre eux ajoutant qu’une telle assistance susciterait de nouvelles ratifications et deux autres qu’il fallait rester fidèle aux principes de la Déclaration de Rio sur l’environnement et le développement, en particulier au principe 7 sur les responsabilités communes mais différenciées, tandis qu’un troisième a noté qu’il convenait de n’accepter aucune exigence ou proposition dépassant le cadre de la Convention de Minamata.
14. Trois représentants ont brièvement décrit les actions menées par le gouvernement de leur pays pour aider les pays en développement à ratifier et mettre en œuvre la Convention de Minamata, lesquelles ont consisté à appuyer, entre autres, le renforcement des capacités de lutte contre l’utilisation de mercure dans l’extraction artisanale et à petite échelle d’or dans des pays d’Amérique latine, d’Asie et d’Afrique; l’élaboration du projet d’orientations sur l’établissement de plans d’action pour réduire et, si possible, éliminer l’utilisation de mercure dans l’extraction artisanale et à petite échelle d’or; la collaboration avec des partenaires dans la région de l’Asie et du Pacifique pour développer les capacités techniques nationales de surveillance des émissions de mercure produites par les centrales électriques au charbon et renforcer les capacités de surveillance du mercure; l’organisation de manifestations parallèles de haut niveau se rapportant au mercure au cours des sessions de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement; l’organisation de formations à la prévention de la pollution par le mercure; le partage de connaissances et de données d’expérience dans des domaines tels que la surveillance du mercure et l’établissement d’inventaires nationaux; et la fourniture d’assistance technique en matière de renforcement des capacités de gestion du mercure.
15. Plusieurs représentants ont fait part de leurs attentes concernant la session en cours qui, a-t-on dit, devrait préparer le terrain en vue d’un déroulement réussi de la première réunion de la Conférence des Parties. Au nombre de ces attentes figuraient l’adoption provisoire de divers documents d’orientation; la finalisation des règles de gestion financière et du projet de mémorandum d’accord entre la Conférence des Parties à la Convention et le Conseil du Fonds pour l’environnement mondial; des débats approfondis et une communauté de vues sur l’institution d’accueil pour le programme international spécifique et sur la question des déchets; la mise en route des travaux intersessions sur le stockage provisoire écologiquement rationnel, la surveillance et l’évaluation de l’efficacité, et les sites contaminés; et le passage en temps voulu du mécanisme de financement de la Convention de Minamata à la phase opérationnelle, y compris la finalisation des arrangements concernant le programme international spécifique. Un représentant a exprimé la crainte que la portée de deux des projets de document d’orientation qu’il était prévu d’examiner à la réunion en cours dépasse le cadre de la Convention et s’est déclaré disposé à participer aux travaux des groupes de contact chargés de se pencher sur ces deux documents.
16. M. Juan Miguel Cuna (Philippines), Coprésident du Groupe consultatif du Partenariat mondial sur le mercure du PNUE, a rendu compte des résultats de la septième réunion du Groupe, qui s’est tenue en Jordanie le 8 mars 2016. Lors de cette réunion, les participants avaient fait rapport sur une multitude d’activités menées par le Partenariat en vue d’appuyer la ratification et la mise en œuvre effective de la Convention de Minamata; souligné le rôle du Partenariat en matière de partage de l’information, de sensibilisation et d’information; et exprimé leur appui à l’élargissement de la gestion des connaissances dans le cadre du Partenariat. La réunion avait débouché sur le renouvellement de l’engagement des partenaires à renforcer les synergies et la collaboration à l’appui des mesures visant à réduire les risques liés au mercure; à intensifier les efforts déployés par le Partenariat sur le plan de la communication et de l’information; et à travailler en étroite collaboration avec le Comité de négociation intergouvernemental afin d’aider les pays dans l’action menée pour ratifier et mettre en œuvre la Convention.
17. Des représentants d’organisations intergouvernementales ont ensuite fait des déclarations. Le représentant de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) a décrit les activités menées par l’OMS en vue de mettre en œuvre la résolution WHA67.11 de l’Assemblée mondiale de la Santé, intitulée « Conséquences pour la santé publique de l’exposition au mercure et aux composés du mercure : le rôle de l’OMS et des ministères de la santé publique dans la mise en œuvre de la Convention de Minamata », notamment la tenue d’ateliers régionaux destinés à faciliter la mise en œuvre de la Convention. Il a exhorté le Comité à ne pas perdre de vue que l’avenir des travaux de la Convention ayant trait à la santé dépendrait de la disponibilité de ressources financières pour la mise en œuvre des dispositions de la Convention relatives à la santé qui, a-t-il dit, sous-tendaient la mise en œuvre de bon nombre d’autres articles de la Convention. Il a appelé l’attention sur le projet d’orientations pour l’élaboration de stratégies de santé publique concernant l’extraction artisanale et à petite échelle d’or, qui serait examiné à la session en cours, et sur les nouvelles orientations par étapes de l’OMS pour l’élaboration de stratégies nationales visant à éliminer les thermomètres et sphygmomanomètres au mercure utilisés par les services de santé.
18. Le représentant de l’OIT a déclaré que le Conseil d’administration de l’OIT avait chargé le Bureau international du Travail (BIT) d’aider les États membres à mettre en œuvre la Convention de Minamata dans les domaines relevant du mandat de l’OIT, en particulier la santé et la sécurité des travailleurs. Le Service de l’inspection du travail et de la sécurité et santé au travail de l’OIT était investi de cette tâche, qui comprenait un appui aux pays dans le cadre de la Convention de 1990 sur les produits chimiques (no 170) et de la Convention de 1995 sur la sécurité et la santé dans les mines (no 176), au titre de laquelle une enquête générale était menée qui, pour la première fois, comporterait des statistiques sur l’extraction artisanale et à petite échelle d’or et les activités d’exploitation minière artisanale et à petite échelle dans le cadre du Programme international de l’OIT pour l’abolition du travail des enfants.
19. Le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a déclaré que le PNUD soutenait actuellement 42 pays en développement et en transition dans leurs efforts visant à réduire et éliminer l’utilisation et les émissions de mercure, avec un portefeuille total de 22 millions de dollars de subventions versées par le FEM. Le PNUD appuyait également les efforts faits par 19 pays pour préparer les évaluations initiales prévues par la Convention de Minamata, et aidait des pays à réduire les émissions de mercure provenant des activités minières artisanales et à petite échelle, des procédés industriels et des produits contenant du mercure tels que les lampes fluorescentes compactes et les thermomètres.
20. Des représentants d’organisations non gouvernementales ont également fait des déclarations. Deux ont décrit les activités menées par leurs organisations en faveur de la ratification et de la mise en œuvre rapide de la Convention, ce auquel ils ont demandé aux gouvernements de procéder sans délai. L’un d’entre eux a déclaré que l’adoption de la Convention était un jalon historique mais qu’elle exigeait la mise en place d’un cadre opérationnel efficace, qui déboucherait sur des réductions quantifiables de l’utilisation, du commerce et des émissions de mercure à l’échelle mondiale. Le deuxième a dit qu’il était urgent de définir des orientations pour l’identification et la gestion des sites contaminés par le mercure, et de garantir des ressources financières suffisantes pour permettre aux pays qui en avaient besoin de gérer ces sites de manière durable; il a soutenu que l’adoption à titre provisoire de ces orientations à la séance en cours permettrait de lever un obstacle à la ratification de la Convention par de nombreux pays. Selon lui, il était également nécessaire que les orientations concernant les plans d’action nationaux visant à réduire et, si possible, éliminer l’utilisation du mercure dans les activités minières artisanales et à petite échelle prennent en compte les plans d’action locaux afin de garantir la mise en œuvre des plans nationaux au niveau local. Le représentant d’une troisième organisation non gouvernementale a décrit les progrès accomplis partout au monde sur la voie d’une médecine dentaire sans mercure, laissant entendre que celle-ci serait bientôt une réalité.

III. Travaux préparatoires en vue de l’entrée en vigueur   
de la Convention de Minamata sur le mercure   
et de la première réunion de la Conférence des Parties   
à la Convention

1. Comme indiqué à la section II. C relative à l’organisation des travaux de la session en cours, le Comité a décidé d’examiner simultanément les points 3 a) (Éléments nécessaires à l’application effective de la Convention dès son entrée en vigueur), 3 b) (Questions qui, en vertu de la Convention, doivent faire l’objet d’une décision de la Conférence des Parties à sa première réunion) et 3 c) (Points devant être adoptés à titre provisoire par le Comité en attendant leur adoption officielle par la Conférence des Parties à sa première réunion) de l’ordre du jour au regard des différents articles de la Convention, en procédant article par article, et de se pencher ensuite sur le point 3 d) (Activités visant à faciliter l’entrée en vigueur rapide de la Convention et son application effective dès son entrée en vigueur), également au regard des différents articles de la Convention, en procédant article par article.

A. Points 3 a) à 3 c) de l’ordre du jour

1. Article 3 : Sources d’approvisionnement en mercure et commerce

1. Présentant ce sous-point, la représentante du secrétariat a donné un aperçu des informations figurant dans les documents UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/3, relatif à un projet d’orientations destinées à aider les Parties à remplir les formulaires requis en vertu de l’article 3, UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/4, relatif au projet d’orientations sur le recensement des stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que des sources d’approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an, et UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/5, qui récapitulait les communications adressées par les gouvernements et les autres acteurs concernés sur la question de savoir si des orientations supplémentaires, au-delà de celles figurant dans les documents UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/3 et UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/4, étaient nécessaires conformément au paragraphe 12 de l’article 3.
2. Elle a indiqué que le Comité pourrait, à la session en cours, souhaiter :
   1. Adopter, à titre provisoire, en attendant leur adoption officielle par la Conférence des Parties à sa première réunion, les orientations pour aider les Parties à remplir les formulaires requis au titre de l’article 3;
   2. Adopter, à titre provisoire, en attendant son adoption officielle par la Conférence des Parties à sa première réunion, le projet d’orientations sur le recensement des stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que des sources d’approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an;
   3. Examiner la compilation de communications figurant dans le document publié sous la cote UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/5 et décider si de nouvelles orientations étaient nécessaires conformément au paragraphe 12 de l’article 3.

a) Projet d’orientations pour aider les Parties à remplir les formulaires requis   
au titre de l’article 3

1. Au cours du débat qui a suivi, les représentants qui ont pris la parole, dont certains s’exprimaient au nom d’un groupe de pays, se sont dits généralement en faveur du projet d’orientations visant à aider les Parties à remplir les formulaires requis en vertu de l’article 3 (UNEP(DTIE)Hg/INC.7/3), mais ont déclaré souhaiter étudier, dans le cadre d’un groupe de contact, les améliorations qui pourraient y être apportées. Au nombre des améliorations figuraient la proposition que le secrétariat soit mis en copie de la correspondance portant sur les transactions, afin qu’il lui soit plus facile de mener à bien toute compilation qui pourrait être entreprise des informations relatives au commerce du mercure; que le libellé des orientations soit affiné et clarifié; que les références aux États parties et non parties soient clarifiées; que les destinataires de notifications au niveau des pays soient recensés; et que les orientations soient alignées sur les objectifs de la Convention. Un représentant, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a déclaré qu’en dépit de leur caractère juridiquement non contraignant, les orientations devraient être conformes aux dispositions de la Convention, et ne devraient pas réinterpréter cette dernière.
2. Le représentant de la Suisse a présenté un document de séance élaboré par la Norvège et la Suisse, afin qu’il soit examiné par le Comité. Le document de séance proposait des modifications pour améliorer la clarté du projet d’orientations visant à aider les Parties à remplir les formulaires requis en vertu de l’article 3 et pour communiquer des informations sur les conséquences du consentement donné par un pays à l’importation de mercure, eu égard à ses obligations au titre de la Convention. Le représentant de la Norvège a ajouté que le niveau général d’information figurant dans les orientations était suffisant mais que davantage d’informations étaient requises concernant le consentement spécifique et général, et qu’il était important que les Parties importatrices disposent d’un accès facile aux orientations et aux informations sur les conséquences du consentement à l’importation de mercure.
3. Le représentant de l’Union européenne et de ses États membres s’est félicité des orientations visant à aider les Parties à remplir les formulaires requis en vertu de l’article 3, disant qu’elles couvraient toutes les questions utiles relatives au commerce et n’exigeaient que des changements limités. Il a présenté un document de séance proposant, entre autres, que les formulaires A à D soient séparés du formulaire E, et qu’un point de contact spécifique soit désigné qui serait chargé de recevoir les consentements à l’importation, outre le point de contact prévu au titre de l’article 17 de la Convention.
4. Suite à la présentation du document de séance, un représentant qui s’exprimait au nom d’un groupe de pays a déclaré que les correspondants nationaux nommés en vertu de l’article 17 devraient faire office de points de contact de référence s’agissant du commerce du mercure.
5. Le Comité a décidé de créer un groupe de contact sur les questions techniques, coprésidé par Mme Katerina Sebkova (République tchèque) et Mme Leticia Carvalho (Brésil), pour examiner et, le cas échéant, modifier le projet d’orientations destinées à aider les Parties à remplir les formulaires requis au titre de l’article 3 figurant dans le document paru sous la cote UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/3, en tenant compte des débats en plénière et des documents de séance présentés par la Norvège, la Suisse et l’Union européenne.
6. À une séance ultérieure, le coprésident du groupe de contact a fait savoir que le groupe était parvenu à un accord sur une version révisée du projet d’orientations pour aider les Parties à remplir les formulaires requis au titre de l’article 3, qui était présentée dans un document de séance.
7. Le Comité a adopté la version révisée du projet d’orientations à titre provisoire en attendant qu’elle soit formellement adoptée par la Conférence des Parties à sa première réunion. Elle est reproduite dans l’annexe I du présent rapport.

b) Orientations pour aider les Parties à recenser les stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que les sources d’approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an

1. Le représentant de l’Union européenne et de ses États membres a présenté un document de séance proposant des modifications en vue d’améliorer les orientations pour aider les Parties à recenser les stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que les sources d’approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/4). Ces modifications portaient sur la manière de calculer si les seuils de 50 et 10 tonnes métriques avaient été dépassés; la manière de faire la distinction entre les stocks et les sources d’approvisionnement; et la manière de gérer la question des minerais métalliques et des activités connexes d’extraction et de transformation. Un représentant, appuyé par d’autres, a demandé la suppression de l’alinéa d) du paragraphe 15 concernant le nettoyage de combustibles fossiles tels que le gaz naturel comme une source possible de stocks produisant du mercure, arguant que le pétrole et le gaz avaient été longuement discutés pendant la négociation de la Convention et exclus de la Convention et de ses annexes telles qu’adoptées.
2. Au cours du débat consécutif sur cette question, les représentants ont largement félicité secrétariat pour le travail accompli sur le plan de l’élaboration des orientations, certains déclarant qu’elles étaient bien conçues, qu’elles aideraient les Parties à s’acquitter de leurs obligations au titre de la Convention et qu’elles rendraient possible une évaluation de l’importance des stocks de mercure et des sources d’approvisionnement en mercure au niveau mondial. Un représentant, après avoir laissé entendre que lesdites orientations répondraient aux préoccupations de son pays qui, en tant que point de transbordement, s’inquiétait des quantités de mercure entrant sur son territoire dans le cadre d’échanges commerciaux, a prié le PNUE de mettre à profit les plateformes régionales de coordination axées sur le commerce de produits chimiques dangereux et de métaux lourds pour examiner les problèmes de cette nature.
3. De nombreux représentants ont mis en avant des suggestions de domaines dans lesquels le projet d’orientations pourrait être amélioré, dont la souplesse nécessaire pour tenir compte des différentes situations et capacités nationales; la clarification du fait qu’il incombe aux pays producteurs de déterminer l’offre mondiale de mercure dans le cadre de la Convention, les renvois à l’article 10 de la Convention; et les informations sur ce que le consentement à l’importation de mercure comporte pour les pays. Un représentant a demandé des éclaircissements supplémentaires sur les entrepôts en régime suspensif, compte tenu des éventuelles difficultés associées à l’identification d’entités juridiques, et dit qu’il était nécessaire de définir de manière plus précise les termes « déchets de mercure » et « extraction de métaux ferreux ».
4. Plusieurs représentants, dont un s’exprimant au nom d’un groupe de pays, ont donné à entendre qu’en dépit du caractère juridiquement non contraignant qu’elles revêtiraient, les orientations prévues pour adoption devraient cadrer avec les dispositions de la Convention, ajoutant que l’ébauche actuelle allait au-delà des exigences de la Convention. Un représentant a fait remarquer que les orientations devraient être considérées comme un document dynamique, qui ferait l’objet de révisions fondées sur l’expérience des Parties.
5. Le représentant d’une organisation non gouvernementale a émis l’opinion que les pays qui comptaient de nombreuses petites sources produisant collectivement plus de 10 tonnes métriques de mercure par an devraient être encouragés à rendre compte de la quantité totale produite. Le représentant d’une autre organisation non gouvernementale a ajouté qu’il faudrait compter parmi les stocks individuels les quantités de mercure et de composés du mercure se trouvant sous le contrôle d’une entité économique ou juridique afin d’empêcher la dissimulation des volumes réels détenus; que les installations mobiles de traitement de déchets qui récupéraient 10 tonnes ou plus de mercure par an devraient être considérées comme des sources d’approvisionnement; et que le mercure confisqué provenant de cargaisons illicites et de stocks entreposés dans des installations abandonnées devrait figurer dans la catégorie « stocks orphelins » et inclus dans les inventaires nationaux.
6. Le Comité a chargé le groupe de contact sur les questions techniques d’examiner et, le cas échéant, de modifier le projet d’orientations en vue d’un examen plus poussé en plénière, en tenant compte des débats en plénière et du document de séance présenté par l’Union européenne.
7. À une séance ultérieure, le coprésident du groupe de contact a fait savoir que le groupe était parvenu à un accord sur une version révisée du projet d’orientations pour aider les Parties à recenser les stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que les sources d’approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an, qui était présentée dans un document de séance.
8. Le Comité a adopté la version révisée du projet d’orientations à titre provisoire, en attendant qu’elle soit formellement adoptée par la Conférence des Parties à sa première réunion. Elle est reproduite dans l’annexe II du présent rapport.

c) Compilation de communications sur la question de savoir si des orientations   
supplémentaires sont nécessaires, conformément au paragraphe 12 de l’article 3   
de la Convention de Minamata

1. Une représentante a relevé que si certaines questions n’étaient pas traitées dans d’autres documents d’orientation, des orientations supplémentaires pourraient être nécessaires, conformément au paragraphe 12 de l’article 3 de la Convention, sur la question de savoir s’il fallait recenser les composés du mercure par poids total ou par teneur en mercure; comment inscrire les mélanges de deux ou plusieurs composés; et si le seuil de 50 tonnes métriques s’appliquait aux composés individuels ou à la somme totale de tous les composés. Elle a proposé que la question soit ajoutée à l’ordre du jour du groupe de contact sur les questions techniques. Un représentant a fait valoir qu’aucune orientation supplémentaire ne serait nécessaire jusqu’à ce qu’on ait établi les versions définitives des orientations pour remplir les formulaires requis au titre de l’article 3 et des orientations pour recenser les stocks de mercure et les sources d’approvisionnement en mercure n’avaient pas été établies, et acquis de l’expérience dans l’utilisation des formulaires. Le représentant d’une organisation non gouvernementale a déclaré qu’il convenait, en vertu de l’article 18 de la Convention, de fournir des renseignements sur, entre autres, le consentement écrit non seulement au Secrétariat, mais aussi sur le site Web de la Convention en vue de faciliter l’analyse par les chercheurs et autres intéressés.
2. Le Comité a chargé le groupe de contact sur les questions techniques d’examiner la question de savoir si des orientations supplémentaires étaient nécessaires une fois que le groupe aurait mené à bien ses travaux sur le projet d’orientations pour remplir les formulaires requis en vertu de l’article 3 et pour recenser les stocks de mercure et les sources d’approvisionnement en mercure, en tenant compte des débats en plénière.
3. Le coprésident du groupe de contact a, par la suite, fait savoir que le groupe avait examiné une proposition du Japon concernant le calcul des quantités de mercure et de composés du mercure. Compte tenu du caractère technique du sujet et du nombre d’autres travaux dont il avait été chargé, le groupe de contact n’avait pas disposé de suffisamment de temps pour examiner la proposition en détail mais avait conclu que la question était importante et méritait un examen plus approfondi.
4. Le Comité a pris note du rapport du coprésident du groupe de contact.

2. Article 8: Émissions

1. Présentant ce sous-point, la représentante du Secrétariat a résumé les informations figurant dans les documents pertinents, qui comprenaient un rapport du groupe d’experts techniques chargé de l’élaboration des orientations prévues à l’article 8 de la Convention (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/6) ainsi que quatre projets d’orientations préparés par le groupe, concernant les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.1), l’aide nécessaire aux Parties pour mettre en œuvre les mesures énoncées au paragraphe 5 de l’article 8, en particulier en ce qui concerne la détermination des objectifs et la fixation des valeurs limite d’émission (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.2), les critères que les Parties pourraient établir conformément au paragraphe 2 b) de l’article 8 (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.3), et l’établissement d’inventaires des émissions (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.4).
2. Elle a noté que le Comité pourrait, à la session en cours, souhaiter faire bon accueil aux projets d’orientations, les adopter à titre provisoire et les transmettre à la Conférence des Parties pour adoption officielle à sa première session. Leur examen et leur adoption provisoire permettraient aux Parties et autres pays de les utiliser pendant la période intérimaire pour entreprendre des activités au titre de l’article 8 de la Convention.
3. Après cette introduction, les coprésidents du groupe d’experts techniques, M. Adel Shafei Osman (Égypte) et M. John Roberts (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord), ont indiqué la composition du groupe et présenté les quatre projets d’orientations produits par celui-ci.
4. M. Osman a précisé que le groupe avait été constitué de manière à représenter pleinement toutes les régions et qu’il était composé de parties prenantes, de représentants des milieux universitaires et d’experts spécialisés dans les rejets de mercure et la réglementation de cette substance, ainsi que de représentants des industries concernées et de la société civile. Le groupe avait bénéficié du soutien du Secrétariat conjoint des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm et du Partenariat mondial sur le mercure du PNUE.
5. M. Roberts a ensuite présenté dans leurs grandes lignes les orientations sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales, déclarant que le groupe d’experts s’était inspiré, entre autres, des informations présentées par les pays, l’industrie et les organisations non gouvernementales concernées, et qu’il tenait compte des observations reçues sur l’ébauche distribuée aux pays et autres intéressés en juillet 2015 (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/1). Il a souligné qu’il convenait d’avoir à l’esprit que les meilleures techniques disponibles pour une installation donnée seraient dictées par les conditions locales. Le projet d’orientations décrivait tout un éventail de techniques auxquelles les pays pouvaient recourir s’ils le jugeaient bon, sans contrainte aucune. Le groupe d’experts recommandait ces orientations au Comité pour adoption à titre provisoire, en attendant leur adoption officielle par la Conférence des Parties.
6. Le projet d’orientations concernant l’appui aux Parties dans la mise en œuvre des mesures énoncées au paragraphe 5 de l’article 8 concernait les installations construites avant l’entrée en vigueur de la Convention et avait pour but d’aider les Parties à choisir comment s’acquitter de leur obligation de contrôler les émissions provenant de ces sources. Conformément à son mandat, le groupe d’experts techniques s’était limité à l’étude des techniques et pratiques disponibles pour contrôler et réduire les rejets dans l’atmosphère et n’avait donc pas inclus d’informations sur l’appui se trouvant à la disposition des Parties au titre des articles 13 et 14.
7. S’agissant du projet d’orientations concernant les critères que les Parties pourraient établir conformément à l’alinéa 2 b) de l’article 8 de la Convention, il a rappelé que cet alinéa autorisait les Parties à définir des critères pour identifier les « sources pertinentes » de mercure total relevant de l’article 8 pour chacune des catégories de sources énumérées à l’Annexe D de la Convention, tant que ces critères représentaient au moins 75 % des émissions de chaque catégorie de sources. Les Parties pouvaient ainsi exclure les sources relativement peu importantes de mercure total, qui pourraient sinon s’avérer difficiles et coûteuses à identifier.
8. S’agissant du projet d’orientations sur l’établissement d’inventaires des émissions, il a estimé qu’il pourrait être utile, du point de vue des Parties, d’établir de tels inventaires avant de ratifier la Convention, ou avant son entrée en vigueur, afin de pouvoir évaluer l’ampleur des travaux nécessaires pour être en conformité avec l’article 8, ajoutant que les orientations s’appliquaient, certes, exclusivement aux sources visées par cet article, mais qu’elles pouvaient être utiles comme base de référence pour l’établissement d’inventaires des rejets dans le sol et dans l’eau.
9. Pour terminer, il a signalé que les projets d’orientations reposaient sur les meilleures informations disponibles; qu’ils devaient être considérés comme des documents souples qui évolueraient avec l’expérience et à mesure que de meilleures données deviendraient disponibles et que la technologie avancerait; et qu’il importait que la Conférence des Parties mette en place un dispositif pour leur examen et mise à jour périodiques.
10. Au cours du débat qui a suivi, les représentants ont été unanimes à saluer les travaux effectués par les experts pour élaborer les projets d’orientations demandés à l’article 8 de la Convention, qui ont été diversement qualifiés de clairs, complets, équilibrés et ciblés. Beaucoup ont rappelé que les projets d’orientations ne revêtaient aucun caractère obligatoire et qu’ils devaient évoluer compte tenu des nouveaux développements, de nombreux intervenants soulignant le besoin de souplesse pour tenir compte des contextes locaux et des spécificités particulières. L’adoption provisoire des projets d’orientations et leur adoption définitive par la Conférence des Parties à sa première réunion ont recueilli l’assentiment général. Plusieurs représentants, dont l’un s’exprimait au nom d’un groupe de pays, ont dit que les projets d’orientations facilitaient les efforts des pays en vue de la ratification et d’une mise en œuvre rapide de la Convention.
11. S’agissant du projet d’orientations concernant les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.1), un représentant a fait observer que l’application des mesures relativement sophistiquées de contrôle des émissions décrites dans ce document dépendrait en grande partie des capacités techniques et de la situation économique de chaque pays. Un autre a demandé si les niveaux de performance indiqués pour les installations de production de clinker, nouvelles ou anciennes, étaient des chiffres indicatifs pour l’ensemble du secteur. Un représentant a fait remarquer que les normes de surveillance des émissions de mercure devraient être les mêmes pour toutes les régions et tous les pays; que les orientations ne fournissaient aucune information sur les coûts d’exploitation des systèmes de surveillance continue des émissions; et que des instructions devraient être préparées pour les nouvelles techniques de surveillance des émissions de mercure énumérées dans la section 6 des orientations.
12. S’agissant des projets d’orientations figurant dans les documents UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.2, UNEP(DTIE)/INC.7/6.Add.3 et UNEP(DTIE)/INC.7/6.Add.4, ce même représentant a estimé, respectivement, que les valeurs limites d’émission devraient être fixées à un minimum ou à un maximum et être assorties de critères permettant de suivre les progrès; que les études de cas pertinentes devraient être mentionnées en référence dans l’annexe des orientations sur les critères que les Parties pourraient élaborer en application du paragraphe 2 b); et que la méthode à suivre pour l’établissement des inventaires des émissions demandés dans l’article 8 de la Convention devrait être totalement transparente.
13. Quant à la section C du projet d’orientations concernant les critères que les Parties pourraient établir conformément au paragraphe 2 b) de l’article 8 (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.3), un représentant a estimé que le chiffre de 75 % des émissions de chacune des catégories de sources énumérées à l’Annexe D devrait être considéré comme un critère à appliquer au départ afin d’éviter les difficultés de mise en œuvre qui pourraient survenir s’il était considéré comme un critère dynamique. La représentante d’une organisation non gouvernementale a dit que l’obligation de contrôler au moins 75 % des émissions d’une catégorie de sources donnée pourrait exiger que les sources à contrôler au sein de cette catégorie soient revues périodiquement pour faire en sorte qu’elles soient gérées continuellement et efficacement dans la durée, afin de tenir compte de la clôture d’installations existantes et de la construction de nouvelles installations. S’agissant du projet d’orientations figurant dans le document UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.4, elle a suggéré l’ajout d’une phrase à l’effet que la méthode employée pour identifier les données devant figurer dans les inventaires soit indiquée et incluse dans la base de données accessible au public.
14. Une représentante, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a souligné le caractère juridiquement non contraignant des projets d’orientations, qui devaient toujours être considérés, selon elle, à la lumière des dispositions de la Convention sur les meilleures techniques disponibles, et de l’article 8. Elle a suggéré de consigner également la liste des nouvelles techniques dans une annexe et a noté que le projet d’orientations élaboré pour l’article 8 pourrait aussi être utile dans le cadre de l’article 9.
15. De nombreux représentants ont fait valoir que le recours aux meilleures techniques disponibles et aux meilleures pratiques environnementales exigerait un soutien financier, un renforcement des capacités et un transfert de technologies en faveur des pays en développement et en transition; l’un deux, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a signalé que les technologies énumérées dans le projet d’orientations devaient être accessibles à tous les pays sur la base de leur propre évaluation des besoins et quels que soient les coûts; un autre, s’exprimant également au nom d’un groupe de pays, a rappelé que les centres régionaux avaient un rôle essentiel à jouer dans le transfert de technologies. Une représentante a déclaré que le document présenté n’avait pas d’utilité directe dans le contexte de son pays, étant donné qu’il ne comportait pas les informations techniques nécessaires.
16. Un représentant s’est inquiété du fait que la question du brûlage à l’air libre, un sujet de grave préoccupation dans sa région, n’était pas traitée. En réponse, le Président a rappelé que, comme demandé par le Comité à sa cinquième session, un rapport sur la question serait établi pour présentation à la Conférence des Parties à sa première réunion.
17. Un autre représentant a suggéré que, pour plus de commodité, l’Outil pour l’identification et la quantification des rejets de mercure, mis au point par le PNUE, soit transféré du site du PNUE au site de la Convention de Minamata.
18. Le représentant d’une organisation non gouvernementale a suggéré de faire figurer une stratégie globale de gestion des déchets dans le projet d’orientations et de mentionner les sources d’énergie renouvelable ainsi que les mesures prises à leur endroit dans les orientations concernant les centrales électriques au charbon.
19. À l’issue du débat, le Comité a convenu que les coprésidents du groupe d’experts techniques devraient faciliter la tenue de discussions informelles entre les parties concernées au sujet des aspects conceptuels du projet d’orientations, de son application pratique et des questions techniques soulevées.
20. Par la suite, le coprésident du groupe a rendu compte des résultats des consultations officieuses, et a présenté un document de séance contenant en annexe des propositions de modifications à apporter au projet d’orientations concernant les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.1), au projet d’orientations sur les critères que les Parties pourraient établir conformément au paragraphe 2 b) de l’article 8 (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.3), et au projet d’orientations concernant l’établissement d’inventaires des émissions (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.4), qui, si elles étaient adoptées par le comité et incorporées dans les documents d’orientation par le secrétariat entraîneraient également des modifications des documents d’orientation, qu’il a proposé de confier au secrétariat.
21. Il a également récapitulé un certain nombre de points abordés en plénière et au cours des consultations officieuses. Plusieurs des problèmes soulevés étaient pris en compte dans les propositions de modification, en particulier celui de la clarification du caractère non obligatoire des orientations, mais certains n’avaient pas pu être traités en raison de l’absence des informations techniques nécessaires. Il a souligné que les documents d’orientation s’appuyaient sur les informations actuellement disponibles mais qu’ils avaient un caractère dynamique et devaient faire l’objet de révisions et de mises à jour, le cas échéant, conformément au paragraphe 10 de l’article 8. Plusieurs Parties ont souligné l’importance de mettre à jour les orientations pour tenir compte des situations qui n’étaient pas couvertes par les orientations sous leur forme actuelle.
22. Il a rappelé qu’en plénière et au cours des consultations officieuses, un certain nombre de Parties avaient fait état de la nécessité de renforcer les capacités et de dispenser des formations afin de donner à toutes les Parties la possibilité de tirer profit des orientations et d’appliquer l’article 8 de la Convention, et qu’il a été suggéré d’en informer les organismes d’exécution pour qu’ils soient conscients de cette nécessité et qu’ils puissent en tenir compte dans les propositions de projet. Il a noté que le secrétariat prévoyait d’organiser des séminaires en ligne sur l’application de l’article 8 et sur d’autres sujets, ajoutant que, comme mentionné dans les orientations, la définition des meilleures techniques disponibles permettait aux Parties de tenir compte de leur propre situation nationale, y compris leurs faiblesses sur les plans technique et financier, et que les pays se trouvant dans l’incapacité de donner effet aux principales mesures de contrôle pour des raisons techniques ou financières avaient la possibilité d’obtenir un appui en vertu des articles 13 et 14 de la convention.
23. Il a fait savoir que plusieurs Parties s’étaient déclarées préoccupées par le brûlage à l’air libre, qui était une source importante d’émissions de mercure. Rappelant qu’à sa cinquième session, le Comité avait demandé au PNUE de recueillir des informations sur le sujet dans le cadre de sa mise à jour de l’évaluation mondiale du mercure et d’en rendre compte à la Conférence des Parties à sa première réunion, il a suggéré au Comité d’encourager les Parties à fournir des informations au secrétariat afin de faciliter la présentation d’un rapport sur le sujet à la Conférence des Parties à sa première réunion. Il a ajouté que le projet d’orientations sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales énonçait de façon claire que le brûlage à l’air libre était considéré comme une « mauvaise pratique environnementale » devant être découragée. Un certain nombre de Parties avaient également exprimé des inquiétudes concernant les émissions, une question importante qui ne relevait pas du mandat du groupe d’experts mais dont la Conférence des Parties devrait s’occuper.
24. À la suite du rapport du coprésident, le Comité a adopté à titre provisoire, en attendant leur adoption officielle par la Conférence des Parties à sa première réunion, le projet d’orientations concernant les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.1), le projet d’orientations sur les critères que les Parties pourraient établir conformément au paragraphe 2 b) de l’article 8 (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.3), et le projet d’orientations concernant l’établissement d’inventaires des émissions (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.4), tels que modifiés selon les propositions figurant dans l’annexe du document de séance, ainsi que le projet d’orientations concernant l’aide nécessaire aux Parties pour mettre en œuvre les mesures énoncées au paragraphe 5 de l’article 8, en particulier en ce qui concerne la définition des objectifs et la des valeurs limites d’émission (UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.2), sans aucune modification. Les modifications à apporter aux documents UNEP(DTIE)/INC.7/6/Add.1, Add.3 et Add.4 sont présentées dans l’annexe III du présent rapport.

3. Article 13 : Ressources financières et mécanisme de financement

1. Présentant ce sous-point, le représentant du secrétariat est revenu sur les informations figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/7 contenant le projet de mémorandum d’accord entre la Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure et le Conseil du FEM; le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/8 relatif au projet d’orientations à l’intention du FEM sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales et les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières, et sur une liste indicative de catégories d’activités qui pourraient bénéficier du soutien de la Caisse du FEM; le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/9 contenant un rapport des coprésidents du groupe de travail spécial d’experts sur le financement créé à la sixième session du Comité de négociation intergouvernemental; et le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/6 contenant un rapport du Directeur exécutif du PNUE sur les options et les modalités de gouvernance dans le cadre du PNUE en qualité d’institution hôte du programme international spécifique.
2. Le représentant du secrétariat a ajouté qu’à la session en cours, le Comité souhaiterait   
   peut-être :
   1. Examiner le projet de mémorandum d’accord entre la Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure et le Conseil du FEM, l’approuver à titre provisoire et le transmettre au Conseil du FEM, pour examen, avant que la Conférence des Parties l’examine et l’adopte officiellement à sa première réunion;
   2. Se pencher sur le projet d’orientations à l’intention du FEM sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales et les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières, et sur une liste indicative de catégories d’activités qui pourraient bénéficier du soutien de la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial, en vue de son adoption officielle à la première réunion de la Conférence des Parties;
   3. Transmettre le projet d’orientations à l’intention du FEM afin de guider la septième reconstitution de la Caisse du FEM en ce qui concerne la Convention de Minamata;
   4. Examiner le rapport des coprésidents du groupe de travail spécial d’experts et le rapport du Directeur exécutif du PNUE et élaborer une proposition concernant l’institution hôte du programme international spécifique et d’autres dispositions connexes, afin que la Conférence des Parties l’examine et, éventuellement, l’adopte à sa première réunion.
3. La représentante du FEM a ensuite présenté les travaux menés par le Fonds à l’appui de la Convention de Minamata entre juillet 2014 et octobre 2015. Le FEM était attaché au succès de la Convention et aidait les pays dans les activités qu’ils menaient en vue de sa ratification et de sa mise en œuvre rapides, conformément à la résolution relative aux dispositions financières figurant dans l’Acte final de la Conférence de plénipotentiaires. Pour faire suite aux orientations données par le Comité à sa sixième session, le Conseil du FEM avait approuvé la révision des conditions requises en janvier 2015, afin de permettre aux pays non signataires qui prenaient des mesures concrètes aux fins de la ratification de la Convention de bénéficier de l’appui du Fonds pour la préparation des premières évaluations et des plans d’action nationaux visant à réduire et éliminer l’utilisation du mercure dans le secteur de l’extraction minière artisanale et à petite échelle d’or. En novembre 2015, le FEM avait contribué à l’élaboration de 74 évaluations initiales et de 13 plans d’action nationaux. Sur cette période, il avait affecté 24,6 millions de dollars – soit 17 % des 141 millions de dollars destinés aux projets relatifs au mercure pendant la sixième période de reconstitution (juillet 2014- juin 2018) – à divers projets portant sur la gestion des déchets du mercure dans le secteur de la santé, la réduction de la production et de l’utilisation de mercure dans les procédés de fabrication, et les activités habilitantes et le renforcement des capacités. Ces projets devaient permettre d’éliminer 360 tonnes de mercure, soit environ un tiers de l’objectif de 1 000 tonnes fixé pour cette période de reconstitution. Depuis novembre 2015, le FEM avait aidé huit autres pays à mettre au point des évaluations initiales et des plans d’action nationaux, et le Conseil avait été prié d’approuver environ 10 millions de dollars dans le cadre du dernier plan de travail pour les projets d’appui à la mise en œuvre rapide de la Convention.

a) Projet de mémorandum d’accord entre la Conférence des Parties à la Convention   
de Minamata sur le mercure et le Conseil du Fonds pour l’environnement mondial

1. Les représentants ont largement appuyé l’adoption à titre provisoire du projet de mémorandum d’accord entre la Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure et le Conseil du FEM figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/7, mais deux représentants ont proposé des amendements. L’un d’entre eux, qui a demandé que ses observations soient retranscrites dans le présent rapport, a estimé qu’il était essentiel d’assurer la transparence et l’objectivité des procédures et décisions régissant l’accès aux ressources financières internationales et au transfert de technologies au titre de la Convention, afin d’éviter toute politisation du processus décisionnel. Le représentant d’une organisation non gouvernementale a déclaré que les informations concernant les projets financés par le FEM devraient être aisément accessibles.
2. Il a été convenu que les Parties intéressées tiendraient des consultations informelles sur le projet de mémorandum d’accord et feraient rapport au Comité sur les résultats de ces consultations lors d’une séance ultérieure.
3. À l’issue des consultations informelles, le Comité s’est accordé sur une version révisée du projet de mémorandum, qu’il a décidé de soumettre au Conseil du FEM, pour examen, avant qu’elle ne soit examinée et formellement adoptée par la Conférence des Parties à sa première réunion. La version révisée du projet de mémorandum d’accord figure dans l’annexe IV du présent rapport.

b) Projet d’orientations à l’intention du Fonds pour l’environnement mondial sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales et les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières, et sur une liste indicative de catégories d’activités qui pourraient bénéficier du soutien de la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial

1. Plusieurs représentants ont proposé des remaniements du projet d’orientations à l’intention du FEM sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales et les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières, et sur une liste indicative de catégories d’activités qui pourraient bénéficier du soutien de la Caisse du FEM.
2. Une représentante, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a déclaré que le FEM devrait continuer de travailler en coordination avec les autres accords multilatéraux sur l’environnement relatifs aux produits chimiques et aux déchets en vue de recenser et d’appuyer les projets produisant des retombées positives pour tous les instruments. Elle a proposé d’ajouter à la liste indicative une nouvelle catégorie C, qui serait consacrée aux objectifs de la Convention en matière de santé. Cette liste était en outre prescriptive dans une certaine mesure et les catégories devraient s’articuler autour des domaines permettant de réduire globalement les quantités de mercure.
3. Plusieurs représentants ont précisé que les orientations devraient être achevées à temps pour pouvoir être examinées lors des négociations relatives à la septième reconstitution de la Caisse du FEM, qui commenceraient au début de 2017. Une représentante, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a déclaré que 141 millions de dollars avaient été alloués aux activités liées au mercure pour la sixième période de reconstitution du FEM, mais qu’il en faudrait plus une fois la Convention entrée en vigueur. Elle a ajouté que l’ensemble des dispositions de la Convention étaient contraignantes, et non seulement ses mesures de réglementation; que le mécanisme de financement devrait être robuste et devrait prodiguer son aide d’une manière globale permettant aux Parties de s’acquitter de leurs obligations; et que le programme international spécifique était essentiel à la réalisation des objectifs de la Convention et devrait donc être défini comme il se devait.
4. Un représentant, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a déclaré que les orientations devraient s’inspirer des orientations provisoires pour la période de transition, qui avaient été approuvées à la sixième session du Comité. Plusieurs représentants estimaient que même après l’entrée en vigueur de la Convention, les pays non parties qui s’efforçaient de bonne foi de ratifier la Convention et d’en mettre en œuvre les dispositions dans l’attente de la ratification devraient pouvoir bénéficier de l’aide du FEM.
5. Un représentant a déclaré que le FEM devrait s’intéresser principalement aux projets qui étaient menés à l’initiative des pays, exigeaient des fonds relativement importants et étaient de portée régionale ou intersectorielle. Un autre représentant a souscrit à l’idée que le projet d’orientations devrait donner la priorité aux projets visant à aider les Parties à s’acquitter des obligations créées par la Convention sans limiter toutefois l’appui à ces projets et a affirmé qu’il devrait également préciser que les activités menées dans le cadre de la Convention relèveraient du mandat du FEM. Selon un représentant, les orientations à l’intention du FEM devraient être claires et cohérentes et devraient permettre d’établir des priorités en vue de l’application effective de la Convention; que les ressources disponibles pour les activités liées aux produits chimiques et aux déchets devraient être utilisées le plus rationnellement possible; et que les orientations provisoires que le Comité avaient adoptées à sa sixième session devraient rester en vigueur jusqu’à la première réunion de la Conférence des Parties.
6. Le Secrétaire exécutif du secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm a rappelé qu’aux paragraphes 8 et 9 de sa décision SC-7/21, la Conférence des Parties à la Convention de Stockholm avait prié le Secrétariat, agissant en consultation avec le secrétariat du FEM, de répertorier des éléments d’orientation que la Conférence des Parties à la Convention de Stockholm pourrait donner au FEM, qui présentaient un intérêt s’agissant de certaines priorités des conventions de Bâle et de Rotterdam, et d’en faire rapport au Comité à sa septième session. On trouverait dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/8 des renseignements sur les progrès accomplis dans les activités de recensement de ces éléments ainsi qu’une feuille de route pour 2016. L’annexe de ce document dressait une première liste non exhaustive d’exemples d’activités financées par le FEM dans le cadre de la Convention de Stockholm qui présentaient également un intérêt pour certaines priorités des conventions de Bâle et de Rotterdam.
7. Le représentant d’une organisation non gouvernementale a déclaré que parmi les activités pouvant bénéficier d’un financement devraient figurer celles qui étaient visées aux articles 16, 18, 20 et 22; qu’il devrait être créé une disposition prévoyant une évaluation des besoins pour faciliter l’examen des orientations; que les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement devraient pouvoir accéder en priorité au mécanisme de financement, par exemple en abaissant les exigences relatives au cofinancement, en aidant à élaborer des propositions de financement et en autorisant une certaine latitude concernant les conditions d’octroi. Le représentant d’une autre organisation non gouvernementale a émis l’opinion que des ressources financières devraient être disponibles pour les décharges contaminées situées dans les petits États insulaires en développement, notamment pour leur maîtrise à court terme et leur décontamination à moyen terme. Un autre représentant a déclaré qu’il fallait prévoir davantage de fonds pour l’éducation et l’information du public.
8. À l’issue de ses débats, le Comité a créé un groupe de contact, coprésidé par M. Greg Filyk (Canada) et Mme Gillian Guthrie (Jamaïque), pour examiner les questions financières. Le groupe a été prié d’établir une version révisée du projet d’orientations à l’intention du FEM figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/8, compte tenu des débats menés en plénière.
9. À une séance ultérieure, le coprésident du groupe de contact a présenté un document de séance contenant une version révisée du projet d’orientations. Attirant l’attention sur le texte entre parenthèses traitant de l’admissibilité des pays qui n’avaient pas encore ratifié la Convention à recevoir l’appui du FEM pour des activités habilitantes, il a indiqué que le groupe de contact recommandait au Comité d’encourager les pays en développement et en transition qui n’avaient pas encore demandé un tel appui de le faire avant la première réunion de la Conférence des Parties. Le groupe a également recommandé d’inviter le PNUE à faire parvenir le projet d’orientations au FEM pour guider la septième reconstitution de la Caisse du FEM.
10. Le Comité a adopté la version révisée du projet d’orientations à titre provisoire, en attendant son adoption officielle par la Conférences des Parties à sa première réunion. Il a également invité le PNUE à faire parvenir les orientations adoptées au FEM, pour examen, et a vivement engagé les Parties qui n’avaient pas encore ratifié la Convention et avaient besoin de l’appui du FEM pour des activités habilitantes de présenter des demandes à cet effet avant la première réunion de la Conférence des Parties. Les orientations adoptées à titre provisoire figurent dans l’annexe V du présent rapport.

c) Rapport des coprésidents du groupe de travail spécial d’experts sur le financement créé à la sixième session du Comité de négociation intergouvernemental

1. M. Filyk, s’exprimant en sa qualité de coprésident du groupe de travail spécial d’experts sur le financement créé par le Comité à sa sixième session, ainsi qu’en son nom et au nom de l’ autre coprésident, Mme Guthrie, a rendu compte des travaux de la réunion du groupe qui s’est tenue en octobre 2015, brossant à grands traits les informations figurant dans le rapport de la réunion établi par le coprésident (UNEP(DTIE)/Hg.INC.7/9). Notant qu’il était important que les Parties remplissant les conditions voulues bénéficient d’une assistance financière dans l’exécution de leurs obligations au titre de la Convention, il a rappelé que le mécanisme de financement se composait de la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial et du programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique et que ce dernier avait pour but de soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique, était placé sous la direction de la Conférence des Parties, à laquelle il rendait compte, et était alimenté par des contributions volontaires. L’institution d’accueil et la durée du programme étaient des questions devant faire l’objet d’une décision de la Conférence des Parties à sa première réunion. Résumant brièvement les principaux points du rapport du coprésident, qui comportait à l’annexe une proposition concernant l’institution qui accueillerait le programme ainsi que des orientations sur le fonctionnement et la durée de ce programme, il a souligné que bien qu’il vise à mettre en évidence certains éléments des débats, notamment les domaines consensuels, il avait été établi par les coprésidents et ne constituait pas un document négocié ou convenu par le groupe.
2. Tous les représentants qui sont intervenus ont félicité le groupe de travail spécial d’experts. Plusieurs représentants ont indiqué que le rapport des coprésidents du groupe fournissait une base solide pour un examen plus approfondi et pour mettre au point une proposition concernant l’institution qui accueillerait le programme international spécifique. De nombreux représentants se sont déclarés favorables au choix du PNUE en tant qu’institution hôte du programme.
3. De nombreux représentants ont évoqué le rôle du programme international spécifique en tant qu’élément du mécanisme de financement, compte tenu en particulier des besoins spécifiques des pays en développement dans leurs efforts pour mettre en œuvre la Convention. Des représentants ont dit que le programme devrait être aisément accessible, solide et robuste et devrait fonctionner aussi longtemps que la Convention serait en vigueur; qu’il devrait coopérer avec le FEM et d’autres organismes chargés du programme relatif aux produits chimiques et aux déchets et financer toutes les activités non financées par le FEM, en particulier lorsque les pays en développement avaient du mal à accéder aux ressources financières; qu’il devrait être doté d’un mécanisme durable de mobilisation des ressources, veiller à la complémentarité et éviter les chevauchements d’activités avec d’autres mécanismes et cadres existants, en mettant à profit les enseignements tirés et en complétant les mécanismes financiers existants dans le domaine des produits chimiques et des déchets; qu’il devrait s’investir aux niveaux national et régional, encourager le transfert de technologies et la coopération Sud-Nord et Sud-Sud; qu’il devrait régulièrement faire l’objet d’un examen pour s’assurer qu’il atteint ses objectifs; qu’il devrait être implanté à proximité du secrétariat de la Convention pour que la Conférence des Parties puisse facilement fournir des orientations; qu’il devrait faire fond sur des structures existantes et disposer d’une administration légère et efficace pour permettre d’y avoir accès facilement et dans les délais voulus; qu’il était la structure la plus appropriée pour soutenir les activités au niveau national étant donné que le renforcement des capacités et des institutions figuraient parmi les priorités les plus importantes du programme; qu’il devrait être sous-tendu par une stratégie efficace et cohérente de mobilisation des ressources; et qu’il devrait être mis en place dès que possible.
4. À l’issue des débats, le Comité a décidé de charger le groupe de contact sur les questions financières de poursuivre les travaux sur la question dans le but d’achever l’élaboration d’une proposition pour le programme international spécifique, en se fondant sur les résultats de la réunion du groupe spécial d’experts figurant dans l’annexe au rapport du coprésident, et en prenant notamment en considération les options disponibles pour accueillir le programme au sein du PNUE, qui étaient présentées dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/6.
5. À une séance ultérieure, la coprésidente du groupe de contact a présenté un document de séance contenant, pour examen par la Conférence des Parties à sa première réunion, un projet de décision désignant le PNUE comme institution d’accueil du programme international spécifique et comportant en annexe les détails des arrangements correspondants ainsi que des orientations sur les conditions à remplir par le programme, sa portée, son fonctionnement, ses ressources et sa durée. Certaines parties du texte concernant les services du PNUE qui hébergeraient le programme (le service des produits chimiques et des déchets de la Division Technologie, Industrie et Économie ou le secrétariat de la Convention de Minamata), la durée de celui-ci et le type d’organe directeur qu’ il aurait (un organe exécutif, un bureau ou comité, ou aucun), figuraient entre crochets pour indiquer qu’elles n’avaient pas fait l’objet d’un accord et qu’elles devaient être décidées par la Conférence des Parties à sa première réunion. La coprésidente a également attiré l’attention sur un schéma représentant les options de gouvernance disponibles pour les différentes possibilités d’implantation du programme au sein du PNUE. Le groupe de contact a estimé que des informations supplémentaires sur les arrangements envisageables en matière de gouvernance étaient nécessaires et, en conséquence, a recommandé de demander au secrétariat d’établir, pour examen à la première réunion de la Conférence des Parties, une analyse de ces arrangements indiquant, pour chaque option, qui est-ce qui devrait se charger de l’examen technique et quelles seraient les implications sur les plans financier et juridique (y compris l’établissement d’un mémorandum d’accord entre le PNUE comme institution hôte et la Conférence des Parties) et en termes de temps. Le groupe de contact a également recommandé de faire figurer le schéma dans le présent rapport.
6. Le Comité a approuvé le projet de décision pour examen et adoption éventuelle par la Conférence des Parties à sa première réunion et a adopté les recommandations du groupe de contact concernant l’analyse à effectuer par le secrétariat et l’inclusion en annexe du schéma présentant les options de gouvernance envisageables pour les différentes possibilités d’implantation du programme. Le projet de décision et le schéma sont reproduits dans l’annexe VI du présent rapport.

4. Article 21 : Établissement de rapports

1. La représentante du secrétariat a présenté ce sous-point, exposant dans leurs grandes lignes les informations figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/10, qui contenait un projet de formulaire de présentation des rapports visés à l’article 21 de la Convention, tel que modifié par le Comité à sixième session, et le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/11, dans lequel se trouvaient une compilation d’informations sur la fréquence de présentation de rapports au titre d’autres accords multilatéraux sur l’environnement, dont les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, et les données disponibles sur les taux de présentation de rapports dans le cadre d’autres accords.
2. Elle a noté que le Comité pourrait, à la session en cours, souhaiter adopter à titre provisoire le projet de formulaire de présentation de rapports, en attendant son adoption officielle par la Conférence des Parties à sa première réunion, et s’entendre sur la fréquence de présentation des rapports.
3. Au cours du débat qui a suivi, bon nombre des participants, dont l’un s’exprimait au nom d’un groupe de pays, ont relevé qu’une communication efficace des informations sur les mesures prises par les Parties pour appliquer la Convention était essentielle pour déterminer l’état général d’avancement de la mise en œuvre, assurer l’évaluation de l’efficacité de la Convention visée à l’article 22 et vérifier le respect de toutes les dispositions de la Convention par les Parties. Selon plusieurs représentants, dont l’un s’exprimait au nom d’un groupe de pays, il convenait d’arrêter définitivement le formulaire dès que possible. Un représentant a estimé que les plus importantes des données à recueillir étaient celles qui montraient les résultats obtenus par la Partie et les difficultés auxquelles elle avait fait face dans l’accomplissement de ses obligations, en particulier au titre des articles 3, 5, 7, 8 et 9. Un autre a fait remarquer que les données communiquées par les Parties aideraient les pays à déterminer leurs besoins en matière de gestion du mercure et à adapter leur législation nationale en conséquence, et qu’elles contribueraient à l’établissement d’un consensus national concernant la ratification de la Convention.
4. Deux représentants, dont un s’exprimait au nom d’un groupe de pays, ont avancé l’idée d’indiquer dans le formulaire que les Parties pouvaient soumettre des informations dont la Convention n’exigeait pas la communication, étant clairement entendu que celles qui choisissaient de ne pas le faire ne se trouveraient pas en situation de non-respect. Un représentant s’exprimant au nom d’un groupe de pays a fait observer que les questions relatives à la production de mercure figurant dans le formulaire pourraient ne pas permettre d’obtenir suffisamment de données pour calculer l’offre mondiale. Un autre a noté que le formulaire devrait chercher à obtenir des données pertinentes pour les sites contaminés.
5. De nombreux représentants ont demandé que le projet de formulaire soit simplifié, faisant valoir qu’il était trop détaillé et pouvait imposer une charge trop importante aux Parties qui étaient des pays en développement, ce qui pouvait avoir des effets négatifs sur le taux de présentation de rapports. Plusieurs représentants ont relevé qu’il importait d’éviter les chevauchements avec d’autres rapports et de supprimer les questions redondantes et longueurs inutiles du texte du projet de formulaire; les représentants se sont largement accordés à dire qu’il était possible de réduire la charge de travail des Parties en alignant le formulaire sur ceux utilisés dans le cadre d’autres conventions.
6. Plusieurs représentants, dont deux s’exprimaient au nom de groupes de pays, ont indiqué que les Parties qui étaient des pays en développement avaient besoin d’un renforcement de leurs capacités et d’orientations pour remplir les formulaires de présentation de rapports, qui pouvaient leur être fournis par l’intermédiaire des centres régionaux des conventions de Bâle et de Stockholm et du programme international spécifique.
7. De nombreux représentants, dont un s’exprimant au nom d’un groupe de pays et un autre s’exprimant au nom d’une organisation non gouvernementale, ont été d’avis que le format gagnerait, du point de vue de l’efficacité et de la simplicité, à être disponible en version électronique permettant de sauvegarder les données saisies et de les réutiliser d’un cycle de rapports à l’autre, un représentant ajoutant toutefois que des exemplaires imprimés devraient également être prévus au cas où des difficultés techniques se feraient jour.
8. Le Secrétaire exécutif du Secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm a exposé la manière dont les conférences des Parties aux conventions de Bâle et de Stockholm avaient résolu les problèmes de présentation de rapports, entre autres en réorganisant le contenu et la structure des formulaires de communication des données; en rendant le système électronique connexe plus convivial, grâce à un pré-remplissage des cases avec les données de cycles précédents; en élaborant des documents d’orientation; et en menant des activités de renforcement des capacités, d’assistance personnalisée et de partage des leçons apprises.
9. Plusieurs représentants, dont un s’exprimant au nom d’un groupe de pays, ont demandé que les formulaires soient rendus disponibles dans les six langues officielles de la Convention.
10. Concernant la fréquence de présentation des rapports, la plupart des représentants, y compris deux qui s’exprimaient au nom de groupes de pays, ont manifesté leur préférence pour un cycle quadriennal qui, selon l’un, serait plus pratique pour les Parties faisant face à des difficultés aux plans technique et financier. Un représentant qui s’exprimait au nom d’un groupe de pays a suggéré d’adopter, comme toutes les conventions traitant de produits chimiques et de déchets, un cycle annuel pour les rapports sur les flux commerciaux. Un autre représentant a proposé un cycle de deux ans, ce auquel un troisième a ajouté que les rapports généraux ne devraient également être présentés que tous les deux ans, une fois qu’on avait soumis le premier rapport, quatre ans après l’entrée en vigueur de la Convention. Le représentant d’une organisation non gouvernementale a été d’avis que le cycle de présentation des rapports généraux devrait correspondre avec celui de trois ans adopté pour les rapports sur l’extraction artisanale et à petite échelle d’or. Un représentant a toutefois fait remarquer que la superposition des échéances de présentation des rapports qui résulterait d’un alignement du cycle sur ceux des autres conventions pourrait créer une charge supplémentaire pour les Parties qui étaient des pays en développement et avoir un effet négatif sur les taux de présentation de rapports. Un autre représentant a laissé entendre qu’on pouvait améliorer ces taux en permettant aux Parties qui ne disposaient pas de la totalité des données pour un cycle donné de ne communiquer que celles qu’elles avaient en main et de présenter le reste au cours du cycle suivant. Il était important, selon lui, de trouver un équilibre entre efficacité et faisabilité. Le représentant d’une organisation non gouvernementale a noté que la présentation des rapports devrait se faire à des intervalles aussi rapprochés que possible pour éviter que les informations ne présentent des lacunes.
11. Le Comité a mis en place un groupe de contact sur la présentation de rapports, coprésidé par Mme Silvija Kalnins (Lettonie) et M. David Kapindula (Zambie) pour examiner plus avant et modifier le projet de formulaire de présentation de rapports et établir un consensus sur la fréquence de présentation des rapports, en tenant compte des débats en plénière.
12. Le coprésident du groupe de contact a, par la suite, présenté une version révisée du projet de formulaire de communication d’informations que le groupe de contact avait élaborée, signalant que certaines parties du texte étaient placées entre crochets pour indiquer qu’elles n’avaient pas fait l’objet d’un accord. Le Comité a décidé que la version révisée du projet de formulaire de communication d’informations figurant dans l’annexe VII du présent rapport servirait de base pour la poursuite des travaux sur la question.

5. Article 22 : Évaluation de l’efficacité

1. Présentant ce sous-point, le représentant du secrétariat est revenu sur les informations figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/12, qui contenait une compilation et une analyse des moyens permettant d’obtenir des données de surveillance pour évaluer l’efficacité de la Convention.
2. Il a noté qu’à la session en cours, le Comité souhaiterait peut-être :
   1. Prendre note de l’analyse établie par le secrétariat, en particulier en ce qui concerne les types d’informations dont il a été signalé qu’elles étaient disponibles;
   2. Examiner plus avant la disponibilité de données de surveillance et l’analyse des moyens d’obtenir de telles données, y compris les mécanismes permettant de déterminer la comparabilité des données;
   3. Prier le secrétariat d’œuvrer de concert avec le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE et d’autres partenaires concernés, notamment l’OMS, en vue de déterminer comment les mécanismes décrits dans les communications pourraient contribuer à la fourniture de données de surveillance comparables;
   4. Prier le secrétariat d’élaborer un rapport sur les questions susmentionnées afin que la Conférence des Parties l’examine à sa première réunion.
3. Le représentant du Japon a présenté un document de séance que le Japon et les États-Unis d’Amérique avaient élaboré dans le but d’amorcer une réflexion sur la surveillance et l’évaluation de l’efficacité de la Convention. Ce document contenait une proposition visant à créer un groupe d’experts techniques chargé de mettre au point un projet de méthode de surveillance mondiale destinée à éclairer l’évaluation de l’efficacité de la Convention.
4. La proposition a remporté l’adhésion de nombreux représentants, dont deux s’exprimant au nom de groupes de pays et d’autres prenant la parole au nom d’organisations non gouvernementales; la plupart des représentants ont préconisé de procéder, dans un premier temps, à un examen plus poussé de la question dans le cadre d’un groupe de contact. Parmi les éléments jugés pertinents pour les travaux du groupe d’experts techniques qu’il était proposé de créer figuraient les rapports soumis en application des articles 21 et 15 de la Convention; les rapports concernant le renforcement des capacités, l’assistance technique et le transfert de technologies; les données de surveillance provenant de sources fiables, telles que le Système mondial d’observation du mercure et le Programme de surveillance et d’évaluation de l’Arctique; et les données d’expérience sur l’évaluation de l’efficacité dans le cadre d’autres dispositifs relatifs aux produits chimiques et aux déchets. Deux représentants ont suggéré au secrétariat de faciliter le processus de consultation en sollicitant des observations sur les conclusions du groupe et en produisant une synthèse que la Conférence des Parties examinerait à sa première réunion, faisant valoir, avec le soutien du représentant d’une organisation non gouvernementale, que la participation active du service de recherche sur la propagation atmosphérique et le devenir du mercure du Partenariat mondial sur le mercure du PNUE ne pourrait être que bénéfique au processus dans son ensemble.
5. Un représentant d’une autre organisation non gouvernementale a été d’avis que les membres du groupe d’experts techniques proposé devraient représenter toutes les régions géographiques et couvrir l’éventail complet des disciplines utiles à l’évaluation de l’efficacité, tandis qu’un autre représentant d’une organisation non gouvernementale a estimé que les réunions du groupe devraient être ouvertes aux observateurs.
6. Plusieurs représentants, dont un s’exprimant au nom d’un groupe de pays, ont jugé qu’il convenait de définir des données de référence aux fins de l’évaluation de l’efficacité en s’appuyant sur les évaluations mondiales du mercure et les autres sources d’information visées dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/12, et que les détails afférents à la définition de ces données de référence devraient faire l’objet d’un accord à la session en cours. Un représentant, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a affirmé qu’il était essentiel de disposer de solides données scientifiques produites par les pays en développement et en transition pour assurer la pleine mise en œuvre de la Convention et qu’une assistance technique serait nécessaire pour les produire. Allant dans ce sens, un représentant a indiqué qu’il fallait veiller à ce que les données soient à la fois fiables et représentatives et à ce que les Parties à la Convention en assument la responsabilité. Un autre a mentionné les bonnes pratiques applicables dans le cadre d’autres conventions, dont on pourrait utilement s’inspirer.
7. Une représentante a recommandé, à la lumière de l’expérience acquise par son pays, que la communauté scientifique participe au processus et un représentant a recommandé que soient instaurés des mécanismes de collaboration avec les pays voisins sur les questions relatives au mercure. Un représentant s’exprimant au nom d’une organisation non gouvernementale a estimé que la collecte et le traitement des données devraient être transparents.
8. Un représentant a jugé que, puisque l’évaluation de l’efficacité, la fréquence de la communication d’informations et les formulaires prévus à l’article 3 étaient liés, ces questions devraient être examinées ensemble. Un autre a demandé des informations au sujet des paramètres prioritaires de surveillance du mercure dans l’air, dans le sol, dans l’eau et dans les produits alimentaires et a posé la question de savoir quelles maladies causées par le mercure devraient faire l’objet d’un suivi par les pays. Il a par ailleurs insisté sur l’utilité des données de surveillance mondiales pour la formulation de politiques et réglementations concernant le mercure à l’échelon national.
9. Le représentant de l’OMS a fait part de la compétence de son organisation pour produire et collecter des données de surveillance intéressant la Convention dans des domaines tels que la biosurveillance humaine et les concentrations de mercure dans les produits alimentaires. L’OMS estimait que des orientations étaient nécessaires pour faire en sorte que les données à utiliser pour évaluer l’efficacité de la Convention soient comparables, valides et utiles du point de vue de la santé. Elle contribuerait avec plaisir au rapport qu’il était envisagé de produire pour examen par la Conférence des Parties.
10. Le Secrétaire exécutif du secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm a évoqué l’évaluation de l’efficacité de la Convention de Stockholm qui, du point de vue des arrangements institutionnels, s’était effectuée avec des groupes organisateurs régionaux et un groupe mondial de surveillance, sur la base d’un plan mondial de surveillance, d’un document d’orientation et d’un plan de mise en œuvre. Les activités de surveillance avaient été menées par un ensemble de partenaires stratégiques
11. Une représentante, s’exprimant au nom des pays de sa région, a demandé la tenue d’un atelier régional sur les concentrations de mercure dans les milieux côtiers et marins en vue de l’établissement de valeurs de référence pour la région, étant donné qu’aucune information scientifique sur ce sujet n’existait. Elle a lancé un appel à la fourniture d’un soutien financier pour cet atelier et a laissé entendre que les résultats obtenus pourraient être partagés avec les Parties à la Convention, la Commission baleinière internationale, les autorités nationales et le grand public.
12. Un représentant d’une organisation non gouvernementale a suggéré que le secrétariat établisse un rapport sur les options envisageables pour obtenir des données concernant les taux de mercure et de composés du mercure dans les différents compartiments de l’environnement et chez les populations vulnérables.
13. À l’issue de ses débats, le Comité a décidé que le groupe de contact sur la communication d’informations devrait examiner plus avant la question de l’évaluation de l’efficacité à la lumière des débats menés en plénière. Le groupe a été chargé d’élaborer un plan pour aider la Conférence des Parties à mettre au point des arrangements en vue de l’obtention des informations devant servir à évaluer l’efficacité de la Convention.
14. Lors d’une séance ultérieure, le coprésident du groupe de contact a présenté un document de séance contenant une proposition de plan pour aider la Conférence des Parties à mettre en place, à sa première réunion, des arrangements pour l’obtention de données de surveillance comparables dans le but de faciliter l’évaluation de l’efficacité.
15. Le comité a approuvé le plan et demandé qu’un soutien supplémentaire soit fourni par le FEM afin de faciliter les progrès dans la collecte des données nécessaires pour la surveillance rigoureuse, fondée sur des données scientifiques, de l’efficacité de la Convention. Le plan approuvé figure dans l’annexe VIIIdu présent rapport.

6. Article 23 : Conférence des Parties

1. Présentant ce sous-point, le représentant du secrétariat a récapitulé les informations figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/13, qui contenait le projet de règlement intérieur de la Conférence des Parties, et dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/14, qui contenait le projet de règles de gestion financière de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires. Il a rappelé qu’à sa sixième session, le Comité s’était accordé sur le projet de règlement intérieur, sauf en ce qui concernait l’article 45, qui portait sur la prise de décision par vote en absence d’un consensus. Les paragraphes 1 et 3 de l’article 45 étaient toujours entre crochets, indiquant l’absence d’accord. Le premier avait trait à l’utilisation du vote en dernier recours au cas où la Conférence des Parties ne parviendrait pas à dégager un consensus sur des questions de fond; le deuxième concernait la prise de décision sur le fait de savoir si une question était une question de procédure ou de fond. Concernant le projet de règles de gestion financière, il a indiqué que plusieurs dispositions figuraient entre crochets parce que le Comité n’avait pas disposé de suffisamment de temps pour les traiter à sa sixième session.
2. Il a noté que le Comité pourrait, à la session en cours, souhaiter examiner et approuver le projet de règlement intérieur et le projet de règles de gestion financière afin que la Conférence des Parties les examine et les adopte éventuellement à sa première réunion.

a) Projet de règlement intérieur

1. S’agissant du projet de règlement intérieur, il a généralement été convenu que tous les efforts possibles devraient être faits pour adopter les décisions sur des questions de fond par consensus. Des opinions divergentes ont toutefois été exprimées sur la question de savoir si le vote devrait être utilisé en dernier recours lorsqu’un consensus ne pouvait être atteint. De nombreux représentants, dont deux s’exprimant au nom d’un groupe de pays, ont fait observer que le vote devrait être permis en pareil cas, plusieurs déclarant que des règles de vote étaient nécessaires pour assurer l’efficacité de la Convention et éviter les situations du genre de celles survenues dans le cadre d’autres conventions sur les produits chimiques et les déchets, où une partie pouvait empêcher l’adoption de décisions requises pour promouvoir les objectifs de la Convention. Un représentant a déclaré que, si les efforts pour parvenir à un consensus sur une question de fond échouaient, l’adoption d’une décision à la majorité des deux tiers ou des trois quarts refléterait toujours un accord largement représentatif sur la question.
2. De nombreux autres représentants ont déclaré que les décisions sur les questions de fond ne devraient être prises que par consensus, plusieurs d’entre eux faisant remarquer que la prise de décision par consensus avait bien fonctionné dans le cadre du Comité et d’autres conventions sur les produits chimiques et les déchets et était importante pour garantir la prise en compte des préoccupations de toutes les Parties, en particulier au tout début de la mise en œuvre de la Convention de Minamata, lorsqu’un petit nombre de Parties se prononceraient sur des questions clés qui auraient des incidences pour les Parties dans un avenir lointain.
3. En ce qui concernait la question de savoir si une question était de fond ou de procédure, de nombreux représentants, dont deux s’exprimant au nom d’un groupe de pays, étaient d’avis que la question devrait être tranchée par le Président de la Conférence des Parties, dont la décision pouvait être contestée et mise aux voix. Deux représentants qui ont plaidé en faveur de la prise de décision par consensus ont laissé entendre que si l’on s’interrogeait sur la question de savoir si une question était de procédure ou de fond, elle devrait être considérée comme une question de fond.
4. Plusieurs commentaires ont été émis concernant l’article 44, sur le vote.
5. Lors d’une séance ultérieure, le président a demandé au représentant du secrétariat de faire rapport sur les conclusions des consultations informelles sur le projet de règlement intérieur qui avaient été tenues à sa demande après l’examen de ce projet en plénière.
6. Le représentant du secrétariat a rappelé que lors des débats en plénière sur le projet de règlement intérieur, certains représentants de différentes régions avaient exprimé des préoccupations concernant le paragraphe 2 de la règle 44 et le paragraphe 2 de la règle 35, qui concernaient respectivement les droits de vote des organisations d’intégration économique régionale et la manière dont ces organisations seraient comptées pour l’établissement d’un quorum. Les consultations informelles sur ces deux dispositions avaient fait clairement apparaître une divergence de vues entre, d’une part, certaines délégations de différentes régions, et d’autre part, une organisation d’intégration économique régionale et ses États membres sur la question de savoir si ces organisations devraient être autorisées à voter au nom de leurs États membres absents au moment du vote ou si seuls les États membres présents au moment du vote devraient être comptés pour l’établissement d’un quorum.
7. Plutôt que de rouvrir le débat en plénière et conscients du fait que des débats similaires étaient en cours dans d’autres cadres, les représentants avaient décidé de poursuivre les consultations informelles sur ces deux questions au cours de la période précédant la première réunion de la Conférence des Parties en espérant vivement parvenir à un accord commun d’ici là. Ceux qui avaient exprimé des craintes au sujet des dispositions susmentionnées se sont réservé le droit, s’ils le jugeaient nécessaire, de proposer des amendements au projet de règlement intérieur précisant que les organisations d’intégration économique régionale ne pouvaient voter qu’au nom de leurs États membres présents au moment du vote et que seul le nombre total de leurs États membres présents pourrait être pris en compte pour l’établissement d’un quorum. Les représentants de l’organisation d’intégration économique régionale et de ses États membres avaient pour leur part noté que le paragraphe 2 de l’article 44 était une citation directe du paragraphe 2 de l’article 28 de la Convention de Minamata et que le règlement intérieur de nombreux accords multilatéraux sur l’environnement contenait des dispositions comparables à celles du paragraphe 2 de l’article 35.
8. Le Comité a pris note des informations présentées par le représentant du secrétariat.

b) Projet de règles de gestion financière

1. De l’avis général, le projet de règles de gestion financière figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/14 constituerait un bon point de départ pour les débats. Il était essentiel que le projet de règles de gestion financière soit adopté à titre provisoire à la session en cours pour que le secrétariat puisse préparer un budget qui serait soumis à la Conférence des Parties pour examen à sa première réunion.
2. Plusieurs représentants, dont deux s’exprimant au nom d’un groupe de pays, ont fait part de leurs attentes concernant les règles de gestion financière. Ils ont laissé entendre que les règles devraient assurer la viabilité du fonctionnement du secrétariat; devraient être transparentes et permettre une gestion financière efficace de la Convention; devraient être compatibles avec les règles de gestion financière des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm qui, selon un représentant, seraient de nature à favoriser la cohérence, la simplicité et la clarté et, selon un autre, contribueraient à renforcer les synergies entre les conventions relatives aux produits chimiques et aux déchets; devraient tenir compte des modifications apportées aux règles de gestion financière à l’échelle du système des Nations Unies, notamment les nouvelles Normes comptables internationales pour le secteur public et les règles de gestion financière du Programme des Nations Unies pour l’environnement; et devraient accorder une attention particulière à la situation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement.
3. Deux représentants, dont un s’exprimant au nom d’un groupe de pays, ont suggéré de supprimer dans le texte du projet de règles le terme « volontaire » figurant entre crochets pour décrire les contributions, déclarant qu’il n’était pas nécessaire et qu’il n’était pas conforme à l’objectif visant à assurer un financement durable aux fins de la Convention. Le représentant s’exprimant au nom d’un groupe de pays a également proposé de supprimer le terme « arriérés » employé dans le projet de règles. Une représentante a exprimé l’avis qu’une fois que les Parties auraient adopté par consensus un barème indicatif des quotes-parts, elles devraient s’acquitter de leurs obligations financières dans les délais prévus, principe qui devrait être énoncé dans les règles de gestion financière.
4. À la suite des débats, le Comité a créé un groupe de contact, coprésidé par M. Andrew McNee (Australie) et M. Mohammed Khashashneh (Jordanie), pour examiner les règles et questions juridiques. Le groupe examinerait le projet de règles de gestion financière figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/14, en vue d’établir une version révisée tenant compte des débats précédents, qui serait ensuite examinée en séance plénière.
5. Lors d’une séance ultérieure, le coprésident du groupe de contact a présenté un document de séance contenant une version révisée du projet de règles de gestion financière. Il a annoncé que le groupe avait pu s’entendre sur de nombreuses questions et a noté que certaines parties du texte avaient été placées entre crochets pour montrer qu’elles n’avaient pas fait l’objet d’un accord : certaines servaient à marquer l’emplacement de futures décisions sur le programme international et les accords spécifiques avec le pays qui accueillerait le secrétariat, tandis que d’autres correspondaient à des questions non réglées sur les contributions et la situation particulière des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement. Le groupe de contact n’avait pas pu se pencher dans le temps disponible sur un certain nombre de propositions techniques du PNUE concernant l’harmonisation des règles de gestion financière avec celles d’autres entités du système des Nations Unies et avait conclu qu’il convenait de les examiner la prochaine fois que la question du projet de règles serait abordée.
6. Le Comité a pris note du projet révisé de règles de gestion financière présenté par le groupe de contact, en notant qu’elles reflétaient les débats du groupe de contact. Le projet présenté par le groupe de contact figure dans l’annexe IX du présent rapport.

7. Article 24 : Secrétariat

1. Présentant ce sous-point, le représentant du secrétariat a rappelé les informations figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/15, qui contenait un rapport sur la manière dont le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement assurerait le secrétariat permanent de la Convention de Minamata sur le mercure, y compris une analyse des possibilités, se penchant, entre autres, sur l’efficacité, les coûts et les avantages, les différentes propositions d’implantation pour le secrétariat, le fusionnement du secrétariat avec celui des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, et le parti à tirer du secrétariat provisoire; le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/16, qui présentait une analyse des offres d’hébergement du secrétariat permanent de la Convention de Minamata; et le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/5, qui exposait l’offre du Gouvernement suisse pour l’accueil du secrétariat permanent de la Convention de Minamata à Genève.
2. Le représentant du secrétariat a expliqué que le premier document présentait deux grandes propositions qui avaient été élaborées en étroite collaboration avec le Secrétaire exécutif des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. La première consistait à fusionner le secrétariat provisoire de la Convention de Minamata avec celui des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm et la deuxième à continuer d’utiliser le secrétariat provisoire. Deux possibilités étaient envisagées dans le cadre de la première proposition : un fusionnement immédiat et complet du secrétariat provisoire avec celui des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm; ou bien la création à titre provisoire d’une nouvelle section consacrée à la Convention de Minamata au sein du secrétariat des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, le fusionnement complet étant prévu ultérieurement. Dans le cadre de la proposition visant à continuer d’utiliser le secrétariat provisoire, la possibilité était envisagée de constituer un secrétariat permanent autonome, avec notamment plusieurs choix pour son implantation physique. Les besoins en personnel et les frais associés ont été étudiés pour chaque possibilité et chaque choix d’implantation. Le représentant du secrétariat a suggéré au Comité d’examiner le document à la session en cours.
3. Le Secrétaire exécutif des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm s’est brièvement adressé au comité et a rappelé que les secrétariats des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm avaient fusionné il y a déjà quatre ans, expliquant que cela avait permis aux trois conventions de fonctionner bien plus efficacement. Si la Conférence des Parties à la Convention de Minamata décidait de confier la gestion de ses opérations au secrétariat, celui-ci accorderait à la Convention de Minamata toute l’attention et les soins qu’elle méritait. Le Secrétaire exécutif a également proposé de répondre à toutes les questions du Comité.
4. Au cours du débat qui a suivi, le Comité a tout d’abord examiné la proposition du Directeur exécutif relative à la manière dont il exercerait les fonctions de secrétariat permanent de la Convention de Minamata Convention, puis s’est penché sur l’offre du Gouvernement suisse d’accueillir le secrétariat.

a) Proposition du Directeur exécutif relatif à la manière dont il exercerait les fonctions de secrétariat permanent de la Convention de Minamata sur le mercure

1. De nombreux représentants ont rappelé que la décision concernant les fonctions et la structure du secrétariat revêtait une importance capitale et devrait passer par une analyse rigoureuse des diverses possibilités par la Conférence des Parties lors de sa première réunion. Disposés à participer à un dialogue constructif en vue de faciliter l’adoption d’une décision, d’aucuns ont insisté pour que celle-ci soit prise en fonction de critères et de faits objectifs, tels que le rapport coût-efficacité et la nécessité d’une coopération et d’une coordination renforcées entre conventions relatives aux produits chimiques et aux déchets. En outre, il a été généralement conclu que, quelle que soit la décision retenue, le secrétariat devrait être fort, efficace et utile, avec comme mission de mieux faire connaître la Convention de Minamata et le secteur des produits chimiques et des déchets.
2. De nombreux représentants se sont prononcés en faveur d’un fusionnement du secrétariat de la Convention de Minamata avec le secrétariat actuel des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, expliquant qu’un tel fusionnement permettrait d’appuyer au mieux la Convention de la manière la plus économique possible et d’accroître sa visibilité, et aiderait à optimiser la coopération et la coordination entre les quatre conventions, à garantir la cohérence institutionnelle, politique et programmatique au sein du groupe des produits chimiques et des déchets, et à réduire les frais administratifs dans le cadre d’une gestion commune, ce qui renforcerait l’aptitude des Parties à s’acquitter de leurs obligations au titre de chaque convention. Un représentant a suggéré de fusionner les secrétariats des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, le Service Substances chimiques et Déchets de la Division Technologie, Industrie et Économie du PNUE et l’Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques en une puissante institution intégrée, mais en leur laissant une certaine indépendance, en vue de développer la gestion rationnelle des produits chimiques au niveau mondial et d’appliquer une démarche axée sur les synergies aux différents programmes et conventions traitant de produits chimiques et de déchets.
3. Un certain nombre de représentants ont suggéré que le secrétariat soit implanté à Genève afin de favoriser la coopération et la coordination avec les autres conventions dans le groupe des produits chimiques et des déchets. Ils ont cependant déclaré qu’il convient de ne pas fusionner totalement le secrétariat de la Convention de Minamata avec celui des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, et qu’un fusionnement complet ne devrait être envisagé que plus tard. Un représentant a fait part du soutien de son pays pour l’option 1 b) dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/15, à savoir, la constitution à titre provisoire d’une nouvelle section consacrée à la Convention de Minamata au sein du secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, un fusionnement complet des secrétariats étant prévu ultérieurement.
4. De nombreux représentants se sont déclarés favorables à un secrétariat indépendant qui permettrait notamment de mieux faire connaître la Convention de Minamata dans le monde, de se servir de l’expérience du secrétariat provisoire, de continuer de coopérer et de collaborer avec le secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, de renforcer la capacité des Parties à appliquer la Convention et de disposer de personnel pouvant se consacrer entièrement à la Convention. Un représentant a expliqué que l’expérience récente du processus de synergies dans le groupe des produits chimiques et des déchets ne s’était pas soldée par des gains notables pour les conventions qui y avaient participé, limitant également les fonds et les ressources humaines auxquels les parties avaient eu accès. Ce représentant s’est dit préoccupé par le fait que le fusionnement du secrétariat de la Convention de Minamata avec celui des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm risquait d’exacerber cette tendance.
5. Une représentante qui s’est déclarée favorable à un secrétariat autonome a expliqué que la position de son pays résultait de deux questions principales, à savoir, quelle formule de secrétariat permettrait au mieux d’atteindre les objectifs de la Convention de Minamata et quelle formule présenterait le meilleur rapport coût-efficacité. Au sujet de la première question, cette représentante a rappelé la nécessité de s’assurer que la convention bénéficie d’une grande visibilité et d’un soutien politique maximum, surtout à ses débuts, afin d’encourager de nouvelles ratifications et de s’assurer que les Parties reçoivent l’appui dont elles avaient besoin, et elle a fait part de son inquiétude au sujet de la proposition de fusionnement du secrétariat de la convention avec celui des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, laissant penser que seulement 20 % du temps du Secrétaire exécutif serait consacré à la Convention de Minamata, ce qui, selon elle, serait insuffisant. Concernant la deuxième question, appuyée par plusieurs autres représentants, elle a demandé à recevoir des informations supplémentaires, sous la forme d’une version révisée du document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/15, sur les coûts totaux de fonctionnement d’un secrétariat robuste pour chacune des formules proposées dans le document, y compris les frais d’organisation des réunions dans les différents sites envisagés. Un représentant a notamment demandé qu’une étude supplémentaire soit menée sur les coûts et les avantages associés au choix de Nairobi comme ville d’accueil du secrétariat, où se trouvait déjà le secrétariat de l’ozone. Pour conclure, cette représentante a déclaré que les débats sur la proposition de fusionnement du secrétariat de la convention avec celui des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm devraient se cantonner aux questions administratives et ne pas couvrir les synergies politiques ni les autres aspects relatifs au secteur des produits chimiques et des déchets.
6. S’agissant des fonctions du secrétariat présentées en annexe du document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/15, un représentant, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, était d’avis qu’il fallait faire une distinction dans le texte entre la fonction du secrétariat consistant à fournir aux Parties une assistance d’ordre général, et celle visant à faciliter la prestation de services d’assistance technique et de renforcement des capacités, qui était plus spécifique et consommait plus de ressources, ce qui exigerait de la rattacher à toute décision relative au programme international spécifique. Un autre représentant a proposé de modifier le paragraphe 21 de l’annexe pour rappeler que le secrétariat devait jouer un rôle central, plutôt qu’éventuel, dans les efforts des Parties en matière d’échanges d’informations relatives aux avancées technologiques et aux autres méthodes de réduction et d’élimination de l’usage du mercure et de composés du mercure.
7. Répondant aux observations, le représentant de la Suisse a déclaré qu’un secrétariat intégré à Genève coûterait dans les environs de 2,2 millions de dollars et serait par conséquent une option économique. Concernant le coût des lieux d’implantation du secrétariat examinés dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/15, les frais de voyage augmenteraient considérablement si le secrétariat n’était pas à Genève, car le personnel devrait se rendre dans cette ville pour participer aux nombreuses activités relatives aux produits chimiques et aux déchets qui s’y tenaient; il faudrait également y ajouter le coût de la location des salles de réunion, qui étaient gratuites à Genève. Le choix de Genève pour l’implantation du secrétariat présentait d’autres avantages, notamment la disponibilité de consultants compétents et la possibilité pour le personnel du secrétariat de rencontrer leurs collègues d’autres organisations travaillant sur les produits chimiques et les déchets, ainsi que des représentants des gouvernements basés à Genève, dont beaucoup possédaient de l’expertise dans ces domaines et pouvaient leur faire part des difficultés rencontrées par leurs pays pour mettre en œuvre la Convention.
8. S’agissant d’assurer la visibilité de la Convention de Minamata et d’obtenir un appui vigoureux des Parties, le meilleur moyen d’atteindre ces deux objectifs était d’intégrer la Convention au sein d’une structure solide plutôt que d’établir une nouvelle structure isolée, les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm ayant gagné en force et en visibilité en s’unissant et en mettant en commun leurs compétences et leur expertise. Enfin, pour ce qui était de la deuxième option présentée dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/15, concernant l’utilisation du secrétariat provisoire, elle ne pourrait en fait pas s’accompagner de la poursuite des dispositions applicables au secrétariat provisoire, car l’organe directeur du PNUE avait décidé qu’une fois la Convention entrée en vigueur, son secrétariat devrait être indépendant du Service substances chimiques et déchets du PNUE, où se trouvait le secrétariat provisoire. Cette deuxième solution exigerait par conséquent l’établissement d’une structure totalement indépendante et autonome.
9. À l’issue de ces débats, le président a fait savoir que le secrétariat réviserait le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/15, en tenant compte des débats ci-dessus, pour examen par la Conférence des Parties à sa première réunion.

b) Pays d’accueil du secrétariat – offre du Gouvernement suisse

1. Après la présentation de ce point par le représentant du secrétariat, le représentant de la Suisse a exposé l’offre de son gouvernement d’accueillir le secrétariat permanent de la Convention de Minamata, décrite dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/5.
2. Cette offre, motivée par l’attachement profond du Gouvernement suisse à la Convention de Minamata, qu’il avait soutenue dès le début, comprenait deux volets. Le premier prévoyait la fourniture par la Suisse de bureaux gratuits à la Maison internationale de l’environnement, de salles de réunion gratuites et d’un libre accès au marché de l’emploi suisse pour les conjoints des membres du personnel, ainsi qu’un versement initial de 100 000 CHF pour la consolidation de l’infrastructure du secrétariat. Le deuxième englobait, outre les avantages prévus dans le premier volet, le paiement d’une contribution annuelle du pays hôte de 2,5 millions CHF, dont 2 millions CHF à des fins non déterminées et 500 000 CHF réservés au financement d’un poste destiné à appuyer l’intégration du secrétariat ainsi qu’aux activités conjointes des quatre conventions, si la Conférence des Parties décidait d’implanter le secrétariat au sein de la structure des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. Si ce deuxième volet de l’offre s’appliquait, la Conférence des Parties à la Convention de Minamata pourrait se servir de la contribution à des fins non déterminées de la Suisse comme contribution au budget de base de la Convention, abaissant ainsi le niveau de contribution des Parties, et pour aider à financer les frais de voyage des participants des pays en développement aux réunions de la Convention, auquel cas il convenait d’incorporer les dispositions correspondantes dans les règlements financiers de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires.
3. En outre, que la Convention de Minamata soit établie comme une entité indépendante ou intégrée au sein du Secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, les Conférences des Parties des quatre conventions pourraient décider de tenir des réunions conjointes ou non. La Suisse était d’avis que la Conférence des Parties devrait tenir des réunions séparées les premières années de la Convention de Minamata, car ce traité était nouveau et exigerait toute l’attention des Parties.
4. Lors des débats qui ont suivi, tous les représentants qui ont pris la parole ont exprimé leurs profonds remerciements au Gouvernement suisse pour sa généreuse offre d’accueillir le secrétariat et pour son soutien de longue date aux conventions relatives aux produits chimiques et aux déchets. De nombreux représentants se sont dits favorables à l’implantation du secrétariat à Genève.
5. Plusieurs représentants ont réaffirmé leur soutien à la proposition de fusionner le secrétariat de la Convention de Minamata et le Secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, ce qui, selon eux, renforcerait la Convention.
6. De nombreux représentants ont demandé à la Suisse d’affiner sa proposition, en particulier concernant la condition associée au deuxième volet de l’offre. Selon plusieurs d’entre eux, il fallait mieux expliquer ce point, et notamment la manière dont il s’appliquerait en cas d’intégration partielle et non totale au sein du Secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. La Suisse souhaiterait peut-être en outre réexaminer cet aspect de son offre, car l’option d’un secrétariat indépendant à Genève pourrait être préférable, en particulier au cours des premières années d’existence de la Convention de Minamata. Ils ont également demandé davantage d’explications sur les aspects financiers de la proposition, et notamment sur le montant de la contribution de la Suisse au Fonds d’affectation spéciale de la Convention de Minamata.
7. Plusieurs représentants ont demandé à la Suisse de garder à l’esprit qu’il importait de continuer à créer des synergies entre les conventions relatives aux produits chimiques et aux déchets, mais qu’il importait également d’établir un secrétariat indépendant qui accorderait toute son attention à la Convention de Minamata et aux grands défis que sa mise en œuvre posait aux Parties. Un représentant a fait observer que la Convention de Minamata pourrait évidemment tirer parti des synergies entre les instruments relatifs aux produits chimiques et aux déchets, mais a exhorté la Suisse à mettre au point des mécanismes pour faire en sorte que la Convention ne soit pas reléguée à un statut inférieur par rapport aux trois autres conventions.
8. Répondant aux observations, le représentant de la Suisse a remercié les intervenants d’avoir demandé des précisions sur les contributions du pays hôte au budget de base de la Convention de Minamata, qui seraient définies dans les règles de gestion financière de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires. En réponse aux observations concernant la nécessité de garantir l’indépendance de la Convention de Minamata et à l’idée avancée par un représentant que la décision d’intégrer le secrétariat au sein du Secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et Stockholm était une décision politique qu’il ne fallait pas lier à la contribution financière annoncée dans le deuxième volet de l’offre du Gouvernement suisse, il a indiqué que l’intégration proposée était une décision administrative visant à accroître l’efficacité de la Convention de Minamata et n’influerait pas sur son indépendance juridique, politique ou financière. Pour conclure, il a assuré aux représentants que le Gouvernement suisse mettrait tout en œuvre pour faire en sorte que la Convention de Minamata jouisse d’un statut égal au sein du groupe des produits chimiques et des déchets et pour faciliter la délivrance de visas suisses aux représentants des Parties, plusieurs représentants ayant signalé avoir du mal à en obtenir dans leurs pays.
9. Le Comité a prié le Gouvernement suisse d’envisager d’affiner sa proposition pour examen par la Conférence des Parties à sa première réunion et a convenu de continuer de tenir des consultations informelles d’ici à cette réunion afin de faciliter l’adoption d’une décision par la Conférence des Parties.

B. Point 3 d) de l’ordre du jour

1. Article 7 : Extraction minière artisanale et à petite échelle d’or

1. Présentant ce sous-point, la représentante du secrétariat est revenue sur le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/17, qui contenait dans son annexe le projet d’orientations concernant l’élaboration de plans d’action nationaux visant à réduire et, si possible, éliminer l’utilisation du mercure dans l’extraction minière artisanale et à petite échelle d’or, ainsi que sur le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/7, qui contenait un rapport de l’OMS sur les progrès accomplis dans l’élaboration des stratégies de santé publique sur l’extraction minière artisanale et à petite échelle d’or, y compris dans le cadre de la Convention de Minamata. Elle a rappelé que ces orientations avaient été mises au point comme suite à la résolution de la Conférence de plénipotentiaires sur les dispositions provisoires et que, conformément à une décision adoptée par le Comité à sa sixième session, celles-ci s’inspiraient des orientations qui avaient été élaborées dans le cadre du Partenariat mondial sur le mercure du PNUE, telles que révisées pour tenir compte de tous les domaines énumérés à l’Annexe C de la Convention de Minamata.
2. La représentante du secrétariat a noté qu’à la session en cours, le Comité pourrait souhaiter examiner plus avant le projet d’orientations et recommander aux pays de l’utiliser pour établir leurs plans d’action nationaux concernant l’extraction artisanale et à petite échelle d’or.
3. S’exprimant en sa qualité de co-coordonnatrice des activités du Partenariat mondial sur le mercure du PNUE portant sur l’extraction artisanale et à petite échelle d’or, la représentante du Natural Resources Defense Council a présenté le projet d’orientations et expliqué comment celui-ci avait été élaboré. Le représentant de l’OMS a ensuite rendu compte des progrès accomplis en matière d’élaboration des stratégies de santé publique sur l’extraction artisanale et à petite échelle d’or, y compris dans le cadre de la Convention de Minamata, rappelant les informations figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/7.
4. Tous les représentants ayant pris la parole au cours des débats qui ont suivi se sont félicités du projet d’orientations et des travaux menés par l’OMS ainsi que par le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE dans le domaine de l’extraction artisanale et à petite échelle d’or.
5. De nombreux représentants, dont un s’exprimant au nom d’un groupe de pays, ont estimé que malgré leur caractère juridiquement non contraignant, les orientations sur l’extraction artisanale et à petite échelle d’or étaient essentielles pour l’élaboration des plans d’action nationaux et l’application de la Convention dans le but de protéger la santé humaine et l’environnement. Un représentant a ajouté qu’il fallait aussi impérativement remédier aux autres répercussions négatives de l’extraction artisanale et à petite échelle d’or, comme le travail des enfants, la traite d’êtres humains et la pauvreté.
6. Un certain nombre de représentants, dont plusieurs s’exprimant au nom de groupes de pays, ont préconisé que le projet d’orientations soit revu et amélioré. Des propositions ont été faites, qui visaient à assurer l’établissement d’inventaires fiables; à faire mention des activités menées par le réseau GOMIAM, qui s’intéressait à l’extraction d’or dans la région de l’Amazone; à fournir des informations sur le rôle des organismes de certification; à utiliser le terme « Parties » plutôt que « pays », selon qu’il convient; à préciser davantage les délais de réalisation des objectifs de réduction pour les pays où les conditions variaient considérablement d’une région à l’autre; à supprimer les mentions du cyanure; et à tenir compte du fait que les systèmes d’octroi de licences devaient être laissés à la discrétion des autorités nationales. Il a également été suggéré que le secrétariat demande aux gouvernements de formuler d’autres observations afin d’améliorer les orientations avant la tenue de la première réunion de la Conférence des Parties, et un représentant a déclaré que les orientations devraient pouvoir être modifiées à la faveur de mises à jour régulières et en fonction des préoccupations de tous les pays concernés.
7. Plusieurs représentants, dont un s’exprimant au nom d’un groupe de pays, ont exprimé l’opinion que la version définitive des orientations devrait être arrêtée à la session en cours, utilisée par les pays et adoptée à la première réunion de la Conférence des Parties. Un représentant s’exprimant au nom d’un groupe de pays a déclaré que les orientations devraient être mises à l’essai en vue de recenser et de combler les lacunes éventuelles.
8. Plusieurs représentants ont signalé que les pays en développement auraient besoin d’une assistance financière et technique pour pouvoir élaborer des plans d’action nationaux et, selon l’un d’entre eux, pour déterminer si les activités d’extraction artisanale et à petite échelle d’or étaient « non négligeables ».
9. Plusieurs représentants ont rendu compte des activités menées dans leur pays dans le domaine de l’extraction artisanale et à petite échelle d’or, y compris un projet bilatéral d’orpaillage qui était en train d’être élaboré avec le concours du PNUE et du FEM; l’établissement de plans d’action nationaux; la participation au programme de biosurveillance de l’OMS; et un projet mené en collaboration avec le PNUE et d’autres acteurs en vue de créer une chaîne d’approvisionnement permettant de vérifier l’origine des minerais et de faire en sorte que l’or vendu sur le marché international soit licite et identifiable et qu’il ne provienne pas de zones de conflit. Un représentant a déclaré que des quantités considérables de mercure étaient utilisées dans l’extraction artisanale et à petite échelle d’or dans son pays, ce qui avait de graves conséquences pour l’environnement et la santé humaine. Appuyé par un autre représentant, il a préconisé que soit organisé un atelier qui pourrait aider les pays à cesser d’utiliser du mercure dans ce secteur.
10. Le représentant d’une organisation non gouvernementale a proposé qu’une date soit fixée pour l’examen des données d’expérience des pays concernant l’utilisation des orientations et invité les pays à communiquer au secrétariat des informations sur leurs activités minières artisanales et à petite échelle « non négligeables », y compris leur interprétation de ce terme. Selon lui, les plans d’action nationaux devraient envisager tous les stades de l’extraction minière artisanale à petite échelle et s’intéresser aux nouveaux sites contaminés et à ceux qui sont en activité dans les villages situés à proximité de sites d’exploitation minière, notamment dans le cadre d’un dispositif de remise en état durable des sites contaminés. Les plans d’action nationaux devraient inclure des plans d’action locaux, proposer aux mineurs et aux populations concernées d’autres moyens d’assurer durablement leur subsistance, interdire l’utilisation du mercure récupéré à partir des résidus de l’extraction artisanale et à petite échelle d’or ou des sites remis en état, prévoir les modalités de gestion du mercure confisqué et organiser l’achat et la gestion de l’or provenant d’exploitations artisanales et de petite envergure.
11. Le représentant d’une autre organisation non gouvernementale s’est dit favorable à la proposition du Partenariat sur le mercure tendant à solliciter des observations et à les examiner à l’occasion de réunions régionales. Selon lui, les plans d’action nationaux devraient se pencher sur les questions afférentes aux mineurs migrants et leurs répercussions socioéconomiques ainsi que sur la pollution transfrontière et la situation particulière de chaque région, dans le but d’assurer la participation de tous les mineurs à la prise de décisions, aux campagnes de sensibilisation, à la formation et au transfert de technologies. Une représentante d’une organisation non gouvernementale a souligné le problème du commerce illicite de mercure : bien que les pays aient pris des mesures pour faire cesser l’approvisionnement de certaines filières, le mercure destiné à des fins autorisées pouvait être vendu illégalement. Ainsi, dans certains cas, les quantités de mercure dentaire importées par un pays dépassaient de loin celles utilisées pour la fabrication d’amalgames.
12. À l’issue de ses débats, le Comité a approuvé l’utilisation provisoire des orientations sous leur forme actuelle pour aider les pays à établir leurs plans d’action nationaux pendant la période comprise entre la session en cours et la première réunion de la Conférence des Parties. En outre, il a prié le secrétariat de solliciter des observations auprès des gouvernements et des autres parties intéressées en vue d’améliorer les orientations et d’en présenter une version révisée pour examen et adoption éventuelle par la Conférence des Parties à sa première réunion. Il a également pris note de ce que certains ont demandé que des ateliers soient organisés dans les régions où l’extraction artisanale et à petite échelle d’or est un secteur d’activité important et a prié le secrétariat d’organiser de tels ateliers dans les limites des ressources disponibles. Enfin, il a pris note de ce que l’OMS a sollicité des contributions pour alimenter ses travaux sur l’élaboration de stratégies de santé publique liées à l’exposition des populations locales aux activités d’extraction artisanale et à petite échelle d’or.

2. Article 10 : Stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure, à l’exclusion   
des déchets de mercure

1. Le représentant du Secrétariat a présenté ce sous-point et décrit les informations figurant dans le document publié sous la cote UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/18, qui avait été établi pour donner suite à une demande formulée par le Comité à sa sixième session et contenait trois annexes. L’annexe I contenait une compilation et un résumé des communications des gouvernements concernant le stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure; l’annexe II recensait les sections des directives techniques de la Convention de Bâle pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets constitués de mercure élémentaire et des déchets en contenant ou contaminés par cette substance qui pourraient être pertinentes pour le stockage provisoire du mercure à l’exclusion de ses déchets; et l’annexe III présentait un projet de feuille de route pour l’élaboration de directives pour le stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure et des composés du mercure dans le cadre de la Convention de Minamata.
2. Le document avait été rédigé en collaboration avec le secrétariat de la Convention de Bâle, s’agissant notamment du calendrier du projet de feuille de route et du recensement des sections des directives techniques de la Convention de Bâle qui présentaient un intérêt pour le stockage provisoire du mercure à l’exclusion de ses déchets, et avec le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE, s’agissant notamment du projet de feuille de route. Selon le représentant du Secrétariat, il était envisagé, dans le projet de feuille de route, d’adapter les sections pertinentes des directives techniques de la Convention de Bâle en vue d’élaborer des orientations sur le stockage provisoire du mercure qu’on prévoyait d’utiliser, et de demander à un large éventail d’experts, dont des spécialistes du stockage des quantités de mercure destinées à être utilisées, du transport de mercure et des déchets de mercure, de fournir des avis sur l’élaboration des directives de la Convention de Minamata.
3. Le représentant du Secrétariat a noté que le Comité pourrait, à la session en cours, souhaiter prendre note des informations fournies dans les annexes I et II, ainsi qu’examiner et approuver le projet de feuille de route figurant à l’annexe III.
4. Au cours du débat qui a suivi, plusieurs représentants ont pris note des informations fournies dans les annexes I et II, l’un d’eux se déclarant satisfait de la présence d’éléments communs dans les communications reçues des gouvernements, qui figuraient à l’annexe I.
5. Le projet de feuille de route figurant à l’annexe III a emporté une large adhésion mais de nombreux représentants, dont trois s’exprimant au nom de groupes de pays, ont estimé qu’il était nécessaire de l’affiner davantage. Il a donc été proposé de modifier la feuille de route pour préciser que les sections pertinentes des directives techniques de la Convention de Bâle serviraient de point de départ à l’élaboration des directives de la Convention de Minamata et, ainsi, éviter de donner l’impression que les directives de la Convention de Bâle seraient « modifiées » pour faire référence au stockage provisoire du mercure; de mettre en place un processus indépendant, au titre de la Convention de Minamata, pour la rédaction des directives; d’inviter des experts des conventions de Bâle et de Minamata et d’autres experts, plutôt que le Groupe de travail à composition non limitée de la Convention de Bâle, dont la compétence se limitait aux questions relatives aux déchets, à participer au processus de rédaction; d’inviter les pays à désigner des experts pour participer au processus; de donner aux parties prenantes la possibilité de participer au processus en tant qu’observateurs; et de demander au groupe d’experts d’étudier, lors de l’élaboration des directives, les conditions énumérées à l’article 10 de la Convention de Minamata.
6. Un représentant s’exprimant au nom d’un groupe de pays a recommandé de procurer des fonds aux pays en développement pour faciliter leur participation au processus de rédaction et de faire coordonner la désignation d’experts par les représentants régionaux pour garantir que toutes les régions soient représentées dans le processus de rédaction.
7. Un autre représentant a proposé de ne pas limiter la composition du groupe d’experts et de fournir aux experts la possibilité de débattre des directives avant de les soumettre à la Conférence des Parties pour qu’elle les examine. Deux représentants ont fait savoir qu’ils souhaitaient désigner des experts pour le processus de rédaction, l’un d’eux ajoutant que le Secrétariat devrait arrêter une procédure claire pour la sélection des experts.
8. Concernant le calendrier proposé dans la feuille de route, plusieurs représentants, dont un qui s’exprimait au nom d’un groupe de pays, se sont dit favorables au calendrier figurant à l’annexe III. Un autre représentant a estimé qu’il était souhaitable de donner aux gouvernements davantage de temps pour tenir des consultations sur la question du stockage provisoire, déclarant qu’il n’était pas indispensable que les directives soient prêtes à être adoptées à la première réunion de la Conférence des Parties et qu’elles pourraient être mises au point définitivement à une date ultérieure.
9. Concernant les directives elles-mêmes, un représentant a déclaré qu’elles devraient être souples et non contraignantes, et s’attacher à fournir aux Parties et autres intéressés des informations techniques et administratives sur la façon de stocker le mercure et les composés du mercure de manière écologiquement rationnelle.
10. Le Secrétaire exécutif des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm a brièvement exposé les liens, qu’il a qualifiés de « solides », existant entre les travaux de la Convention de Bâle et ceux de la Convention de Minamata sur le stockage provisoire du mercure à l’exclusion des déchets de mercure, en particulier sur le plan des directives techniques relatives aux déchets de mercure, qui contenaient des dispositions essentielles concernant le stockage provisoire du mercure. Selon lui, le calendrier proposé à l’annexe III, qui avait été synchronisé avec les principales réunions et les processus connexes de la Convention de Bâle, contribuerait à faciliter la coordination entre les deux conventions s’agissant de l’établissement de directives relatives au stockage provisoire du mercure dans le cadre de la Convention de Minamata.
11. Faisant écho aux observations de nombreux représentants, le représentant d’une organisation non gouvernementale a proposé que la feuille de route prévoie expressément la participation d’experts de la Convention de Minamata à la rédaction et à la révision des directives, aux côtés des experts de la Convention de Bâle, des gouvernements, d’organisations non gouvernementales et d’autres parties prenantes.
12. Le Comité a prié le secrétariat de consulter les délégations dont les représentants avaient formulé des observations au cours du débat susmentionné et d’établir une version révisée du projet de feuille de route afin qu’il l’examine.
13. Lors d’une séance ultérieure, le représentant du secrétariat a présenté un document de séance contenant une version révisée du projet de feuille de route, pour examen par le Comité.
14. Un bref débat a suivi, au cours duquel un représentant a suggéré une modification supplémentaire.
15. Le Comité a approuvé le projet révisé de feuille de route, tel que modifié oralement, comme document guide pour les travaux intersessions. Le projet révisé de feuille de route ainsi approuvé figure dans l’annexe X du présent rapport.

3. Article 11 : Déchets de mercure

1. Présentant ce sous-point, le représentant du secrétariat a donné un aperçu des informations figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/19, qui contenait une compilation des informations fournies par les Parties sur leur utilisation de seuils relatifs aux déchets de mercure.
2. Il a indiqué que le Comité pourrait, à la session en cours, souhaiter examiner les informations précitées dans le cadre de la poursuite de ses débats sur ce sujet.
3. Un représentant, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a fait remarquer que d’après les informations communiquées à ce jour concernant les seuils relatifs aux déchets de mercure, des problèmes complexes se posaient et aucune valeur directement applicable n’avait encore été définie à ce sujet. Il a donc suggéré que le secrétariat continue à recueillir des informations auprès des Parties et des observateurs afin d’aider la Conférence des Parties à déterminer le meilleur moyen de procéder. Un autre représentant, s’exprimant au nom d’un groupe de pays et appuyé par un autre, a suggéré qu’il pourrait être nécessaire de mettre sur pied un groupe de travail d’experts pour analyser en détail les informations disponibles, en tenant compte des réalités des différents pays, et a mis en relief les travaux que les centres régionaux de la Convention de Bâle menaient déjà dans ce domaine.
4. Décrivant les informations présentées par le secrétariat comme un bon point de départ, un représentant, s’appuyant sur des résultats d’essais de lixiviation, a laissé entendre qu’un seuil compris entre 0,1 et 0,2 mg/L, comparable à ceux appliqués par d’autres pays, pourrait convenir. Un autre a fait savoir que dans les essais de lixiviation, son pays utilisait le chiffre de 0,005 mg/L comme norme absolue pour faire la différence entre déchets dangereux et non dangereux, conformément à ses normes nationales en matière d’effluents, et celui de 1 000 mg/kg comme plafond de concentration pour le contrôle des déchets, conformément aux dispositions de la Convention de Bâle. Le seuil qu’il s’agissait de définir pour les déchets de mercure devrait, selon lui, être examiné en tenant compte des dispositions de l’article 11 de la Convention et devrait être adopté par la Conférence des Parties dans une annexe séparée. Si les exigences adoptées comprenaient des traitements particuliers, tels que la récupération du mercure contenu dans les déchets avant l’élimination définitive de ces derniers, il convenait de fixer le seuil à une valeur qui permettait aux Parties de répondre aux exigences en question. Un schéma d’ensemble des exigences, a-t-il conclu, était nécessaire comme point de départ de la définition d’un tel seuil. Un représentant a exprimé l’opinion qu’on devrait tenir compte de l’expérience acquise dans le cadre de la Convention de Bâle, qui était étendue, et qu’il faudrait qu’une valeur seuil pour les déchets de mercure soit adoptée à la première réunion de la Conférence des Parties. Le seuil était de 0,1 mg/kg dans son pays. Un représentant s’est déclaré en faveur d’un faible seuil et a proposé la valeur de 5 mg/kg, dont son pays se servait, ajoutant qu’il était nécessaire de prendre en compte les technologies naissantes pour la stabilisation du mercure, dont la performance pourrait influer sur le choix du seuil approprié. Un représentant d’une organisation non gouvernementale a rappelé que la prévention des atteintes à la santé et à l’environnement devrait être le principal centre de préoccupation lors de la définition des valeurs seuils pour les déchets de mercure, lesquelles ne devraient donc pas dépasser 2 mg/kg, une concentration à laquelle il était possible de parvenir dans le sol avec les techniques actuelles d’assainissement des sites contaminés.
5. Le représentant de la Suisse a annoncé que sa délégation présenterait, pour examen par la Conférence des Parties; un document de séance contenant un projet de décision accueillant avec satisfaction l’adoption des directives techniques de la Convention de Bâle pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets de mercure par la Conférence des Parties à cette Convention, demandant aux Parties qui étaient également Parties à la Convention de Bâle d’appliquer les directives et demandant aux Parties à la Convention de Minamata qui n’étaient pas Parties à la Convention de Bâle d’utiliser ces directives comme des orientations.
6. À l’issue de ses débats, le Comité a décidé que le secrétariat collecterait auprès des gouvernements et d’autres intéressés des informations supplémentaires sur l’utilisation de seuils pour les déchets de mercure et que des efforts devraient être engagés de manière informelle par ceux qui disposaient de connaissances spécialisées en la matière pour proposer des seuils appropriés.
7. Lors d’une séance ultérieure, le représentant de la Zambie a présenté le projet de décision évoqué plus haut par le représentant de la Suisse, qui était coparrainé par des États d’Afrique et la Suisse. Il a signalé que des consultations informelles avaient été tenues sur le projet de décision, mais n’avaient abouti à aucune conclusion finale. Un autre représentant a déclaré que les consultations avaient néanmoins suscité des réactions très positives, et un représentant a proposé une variante du texte qui fusionnerait les paragraphes 2 et 3 du projet de décision.
8. Le Comité a décidé que le texte existant et le texte proposé seraient tous deux présentés comme variantes pour examen par la Conférence des Parties à sa première réunion. Le texte figure à l’annexe XI du présent rapport.

4. Article 12 : Sites contaminés

1. Présentant ce sous-point, la représentante du secrétariat a donné un aperçu des informations figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/20, sur les orientations concernant la gestion des sites contaminés et les modalités proposées pour la définition de ces orientations. Elle a expliqué que les informations contenues dans ce document étaient les mêmes que celles qui avaient été présentées au Comité à sa sixième session, à laquelle celui-ci avait décidé d’en reporter l’examen à la session en cours.
2. Le Comité, a-t-elle indiqué, pourrait souhaiter demander au secrétariat de continuer à recueillir les avis des gouvernements et autres parties intéressées et de préparer, selon qu’il conviendrait, un projet de document d’orientation en consultation avec les secrétariats et les autres organisations ou organismes compétents du groupe des produits chimiques et des déchets. Ce document d’orientation serait soumis à la Conférence des Parties pour examen à sa première réunion.
3. Au cours du débat qui a suivi, les intervenants se sont généralement accordés à dire que les orientations destinées à aider les pays à identifier correctement et assainir les sites contaminés par du mercure étaient d’importance cruciale pour leur permettre d’atténuer les préjudices aux plans de la santé humaine et de l’environnement que causaient les rejets dans l’eau, l’air et le sol produits par ces sites, plusieurs représentants citant des exemples observés dans leur pays et chez des groupes de leur communauté, tels que les populations autochtones, et soulignant que les travaux de mise au point de telles orientations devraient être en tête de la liste des priorités.
4. La majorité des représentants ont manifesté leur soutien aux modalités proposées par le secrétariat pour élaborer les orientations envisagées et plusieurs représentants, dont l’un s’exprimait au nom d’un groupe de pays, ainsi que le représentant d’une organisation non gouvernementale se sont ralliés à la recommandation concernant la consultation avec les secrétariats des conventions relatives aux produits chimiques et aux déchets, étant donné l’expérience acquise par ces derniers dans le traitement des sites contaminés. Un représentant, notant à titre d’exemple que le Secrétariat de la Convention de Stockholm n’avait pas encore élaboré un document d’orientation spécifique sur ce sujet, a toutefois suggéré au secrétariat de se concentrer plutôt sur les consultations avec les gouvernements comme base principale pour l’élaboration d’un projet de document d’orientation.
5. De nombreux représentants, dont l’un s’exprimait au nom d’un groupe de pays, et le représentant d’une organisation non gouvernementale ont mis en relief les sources pertinentes d’informations utiles, telles que les orientations pour l’identification, la caractérisation et l’assainissement des sites contaminés par du mercure mises au point par le Réseau international pour l’élimination des polluants organiques persistants et celles élaborées dans le cadre de la Convention de Barcelone sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée. Plusieurs se sont déclarés prêts à partager les expériences de leur pays dans le domaine des sites contaminés. Le Secrétaire exécutif du secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm a attiré l’attention sur les directives techniques de la Convention de Bâle concernant les déchets de mercure ainsi que les documents d’orientation, panoplies d’outils et études de cas nationaux établis dans le cadre de la Convention de Stockholm.
6. Plusieurs représentants, dont celui d’une organisation non gouvernementale, ont demandé le renforcement des capacités et la fourniture d’assistance financière et technique aux pays en développement, étant donné que, selon l’un, certains de ces pays ne disposaient pas des capacités nécessaires pour distinguer les différentes sortes de déchets se trouvant dans leurs décharges et que plusieurs avaient demandé la tenue d’ateliers à ce sujet. Un autre représentant a souligné qu’il importait d’assurer une décontamination correcte des sites touchés afin d’éviter d’aggraver le problème au lieu de le résoudre, et le représentant d’une organisation non gouvernementale a ajouté que la complexité de la question était multipliée par le fait qu’elle englobait des considérations non seulement économiques, mais aussi techniques et éthiques. Un représentant a rappelé que les sites contaminés constituaient un problème transversal, d’où la nécessité d’une approche holistique et pluridisciplinaire, et plusieurs représentants ont noté qu’il importait de tenir compte des initiatives existantes et d’éviter un chevauchement des efforts. Un représentant, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a préconisé la mise ne place d’un groupe d’experts chargé de travailler sur les orientations, qui devraient englober l’évaluation des risques et la communication à ce sujet.
7. La question de la mise en route de l’élaboration des orientations a fait l’objet d’un grand débat, certains représentants faisant valoir qu’elle devrait être une priorité et devrait donc commencer tout de suite, tandis que d’autres, notant le volume important des autres travaux à accomplir d’ici à la première réunion de la Conférence des Parties et le fait que la Convention n’exigeait pas l’achèvement des orientations sur les sites contaminés avant cette date, étaient d’avis qu’elle pouvait attendre.
8. Lors d’une séance ultérieure, le représentant de la Zambie a présenté un document de séance dans lequel figurait un projet de décision, coparrainé par les États africains et d’autres pays, demandant au secrétariat, en consultation avec les gouvernements, les secrétariats des conventions pertinentes sur les produits chimiques et les déchets et les principales parties prenantes, d’élaborer un projet de directives sur la gestion des sites contaminés par le mercure, pour examen et adoption éventuelle par la Conférence des Parties à sa première réunion.
9. Par la suite, le représentant de la Zambie a fait savoir que les auteurs du projet de décision s’étaient entretenus avec les représentants des régions sans toutefois parvenir à un terrain d’entente sur les principaux éléments du texte. Le Comité a ensuite été invité à formuler des observations sur le projet de décision. Beaucoup de représentants, notamment un grand nombre d’auteurs, dont l’un s’exprimait au nom d’un groupe de pays, se sont déclarés favorables au projet. Ils étaient plusieurs à dire que les sites contaminés par le mercure étaient un sujet de vive préoccupation pour bon nombre de pays ayant un besoin urgent d’appui et de directives, au titre de la Convention de Minamata, afin d’être à même de définir, d’évaluer et d’assainir ces sites et, partant, de réduire autant que possible les risques considérables qu’ils faisaient peser sur l’environnement et la santé humaine. Beaucoup de représentants espéraient que la décision d’établir un document d’orientation sur les sites contaminés par le mercure, qui, selon eux, avait été différée lors de réunions précédentes, serait adoptée à la session en cours. L’un d’entre eux a souligné que l’élaboration de ce texte, pour examen par la Conférence des Parties à sa première réunion, aiderait à faire mieux connaître la Convention de Minamata et le rôle de cet instrument dans le règlement de grands problèmes mondiaux par des mesures concrètes. Un autre représentant a déclaré que reporter l’élaboration de directives empêcherait bien des pays de ratifier la Convention.
10. L’un des auteurs, faisant valoir qu’un document d’orientation sur les sites contaminés serait une source d’information utile aux parties pour établir leurs données de référence, leurs évaluations initiales et leurs plans nationaux de mise en œuvre au titre de la Convention de Minamata, a demandé qu’à défaut d’être adopté à la présente session, le projet de décision soit annexé au présent rapport.
11. Un représentant a évoqué l’existence au niveau local de données d’expérience considérables, sur lesquelles le secrétariat pourrait s’appuyer dans l’élaboration du projet de document susmentionné; un autre représentant a suggéré de renforcer cette proposition en demandant au secrétariat d’élaborer le document susmentionné à l’appui du texte intitulé *Guidance on the identification, management and remediation of mercury-contaminated sites* (orientations pour l’identification, la gestion et la remise en état des sites contaminés) établi par le Réseau international pour l’élimination des polluants organiques persistants. Un autre a proposé que dans l’élaboration des directives, le secrétariat tienne compte des éléments décrits aux paragraphes 3 et 4 de l’article 12 de la Convention de Minamata.
12. Deux représentants, dont un s’exprimant au nom d’un groupe de pays, ont dit que le secrétariat avait déjà beaucoup à faire dans le cadre des préparatifs de la première réunion de la Conférence des Parties et que, par conséquent, lui demander d’élaborer un projet d’orientations d’ici-là était par trop ambitieux. Ils ont cependant appuyé la proposition de solliciter du secrétariat une compilation des contributions apportées par les gouvernements, les secrétariats compétents et d’autres parties prenantes, pour examen par la Conférence des Parties à sa première réunion, indiquant que ces informations pourraient sous-tendre l’élaboration d’un projet de document d’orientation sur les sites contaminés par le mercure qui tiendrait compte des éléments décrits au paragraphe 3 de l’article 12 de la Convention. Plusieurs représentants se sont opposés à l’idée qu’il ne soit demandé au secrétariat de produire rien de plus qu’une compilation, ce qui, selon l’un d’entre eux, ne constituerait pas un grand pas en avant dans le règlement de la question des sites contaminés.
13. À l’issue de consultations officieuses, les délégations intéressées se sont accordées sur une version révisée du texte relatif aux sites contaminés, qui a été approuvée par le Comité. Le texte convenu figure dans l’Annexe XII du présent rapport.

IV. Rapport sur les activités menées par le secrétariat provisoire au cours de la période précédant l’entrée en vigueur de la Convention

1. Le représentant du secrétariat a présenté ce point, en faisant ressortir les informations figurant dans le rapport sur l’état d’avancement des travaux du secrétariat provisoire depuis la sixième session du Comité (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/21) et a appelé l’attention sur des rapports d’activité similaires du FEM (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/3), d’organisations partenaires (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/4 et Add.1) et du secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, qui contenaient des mises à jour sur des éléments des orientations communes (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/8) et les activités se rapportant au mercure menées par les centres régionaux (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/9).
2. Il a indiqué que les travaux menés par le secrétariat provisoire depuis la réunion précédente pouvaient être répartis en deux principales catégories : appui au Comité et à ses activités jusqu’à la première réunion de la Conférence des Parties, et appui à la ratification et à la mise en œuvre rapides de la Convention. Les activités du secrétariat avaient été financées par des contributions volontaires des pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Danemark, États-Unis d’Amérique, Finlande, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse, et l’Union européenne.
3. S’agissant de la première catégorie d’activités, il a mentionné l’organisation de la réunion en cours, y compris l’établissement des documents connexes, en étroite coopération avec les principaux intervenants du groupe des produits chimiques et des déchets, le FEM, le Bureau des services d’appui aux projets, l’Organisation mondiale de la Santé et d’autres parties prenantes, ainsi que l’organisation d’une téléconférence et de deux réunions régionales en face à face du Bureau et la prestation de services d’appui à ces occasions; une série de consultations régionales préparatoires, financées par les centres régionaux des conventions de Bâle et de Stockholm et le secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm; deux réunions du groupe d’experts techniques sur les émissions, auxquelles le secrétariat provisoire et le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE avaient apporté une contribution spécialisée supplémentaire, et la réunion d’octobre 2015 du groupe de travail spécial d’experts sur le financement.
4. Parmi la deuxième catégorie d’activités, il a cité l’organisation par le secrétariat provisoire de quatre ateliers sous-régionaux qui visaient à faire mieux connaître la Convention, le processus de ratification de celle-ci, sa mise en œuvre et les aides disponibles pour l’établissement des rapports, l’échange d’informations et l’adoption de mesures, ajoutant que parmi les principaux partenaires figuraient le PNUE, le FEM, le secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm et divers organismes des Nations Unies et organisations de la société civile. Le secrétariat provisoire avait également continué à soutenir des projets pilotes nationaux et régionaux portant, entre autres, au niveau des pays, sur l’établissement d’inventaires du mercure et d’études et évaluations juridiques et politiques; mis au point et diffusé des documents de sensibilisation et d’information; organisé une réunion de haut niveau pour favoriser la ratification de la Convention, qui avait été accueillie par les gouvernements du Japon, de la Suisse, des États-Unis et de l’Uruguay, et avait participé avec d’autres intervenants de premier plan du groupe des produits chimiques et des déchets à des processus et réunions ayant trait au mercure et au programme en matière de produits chimiques et de déchets.
5. Le Comité, a-t-il dit, pourrait souhaiter prendre note des activités du secrétariat provisoire à ce jour et encourager les gouvernements et autres intéressés à signaler au secrétariat provisoire tous les travaux supplémentaires qui étaient nécessaires et toutes autres questions préoccupantes et à lui fournir des orientations dans ces domaines.
6. Des représentants d’un certain nombre d’organisations ont ensuite exposé les activités que celles-ci avaient entreprises en appui à la Convention depuis la sixième session du Comité.
7. Le Secrétaire exécutif du secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm a fait rapport sur les activités entreprises par ce secrétariat en coopération avec le secrétariat provisoire de la Convention de Minamata sur un grand nombre de questions d’intérêt mutuel, en soulignant les informations figurant dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/21 et dans l’annexe I du document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/4.Rev.1. Concernant la coopération au niveau régional et au niveau des pays, il a appelé l’attention sur le rôle fondamental que jouaient les centres régionaux des conventions de Bâle et de Stockholm dans la facilitation de la mise en œuvre des conventions mondiales sur les produits chimiques et les déchets, notamment la Convention de Minamata, comme indiqué dans ces deux documents ainsi que dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/9, qui présentait des informations sur les activités se rapportant au mercure menées par certains de ces centres. Ces centres, qui apportaient un soutien à la mise en œuvre de la Convention de Minamata au titre de leurs activités annuelles continueraient à accroître leur importante contribution à la ratification et la mise en œuvre, à bref délai, de cette Convention.
8. Le représentant de l’Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a fait un exposé sur les activités de l’Institut en faveur de la ratification et de la mise en œuvre de la Convention, dont les grandes lignes étaient exposées dans l’annexe II du document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/4.Rev.1. Il a fait savoir que d’ici peu, l’Institut aiderait également les pays, avec l’appui financier de la Suisse, à concevoir des plans d’action nationaux pour réduire l’utilisation de mercure dans le secteur de l’extraction artisanale et à petite échelle d’or; par ailleurs, l’Institut participait à un nombre croissant de projets pour aider bon nombre de pays à ratifier la Convention ou à la mettre en œuvre à bref délai.
9. La représentante de l’OMS a attiré l’attention sur les travaux de l’organisation en rapport avec la Convention, tels que décrits dans l’annexe III du document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/4.Rev.1, indiquant que l’OMS souhaitait recevoir un soutien lui permettant de proposer des ateliers pour les régions Afrique, Asie du Sud-Est et Pacifique occidental de l’OMS, sur le modèle de ceux décrits dans le document. Elle a également déclaré que les États membres de l’OMS auraient la possibilité, à la prochaine Assemblée mondiale de la Santé, d’examiner la participation du secteur de la santé à la mise en œuvre de la Convention, les résultats obtenus et les moyens de relever les défis qui subsistaient.
10. La représentante de l’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), s’exprimant au nom des membres du Groupe sur le mercure du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques (IOMC) participant à la réunion, à savoir l’OIT, l’OMS, l’ONUDI, le PNUD, le PNUE et l’UNITAR, a présenté les travaux de ces membres concernant notamment l’aide à l’élaboration et à la finalisation des évaluations initiales au titre de la Convention de Minamata approuvées par le FEM avant la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention; la formation à l’utilisation de l’Outil d’identification et de quantification des rejets de mercure du PNUE; et l’appui fourni aux pays dans le cadre de l’élaboration de plans d’action nationaux relatifs à l’extraction minière artisanale et à petite échelle d’or. Le Groupe sur le mercure de l’IOMC était, selon elle, déterminé à poursuivre son étroite collaboration avec le secrétariat provisoire afin de mener à bien la mise en œuvre de la Convention.
11. Le représentant du PNUD, évoquant l’aide que cet organisme fournissait aux pays pour que ceux-ci puissent s’acquitter de leurs obligations au titre de la Convention de Minamata, a décrit diverses activités de gestion du mercure, notamment des projets ayant trait aux déchets de mercure, auxquelles le PNUD participait dans le monde entier. Ces activités étaient décrites plus en détails dans une brochure multilingue intitulée « Mercury Management for Sustainable Development » (Gestion du mercure pour un développement durable)*.* Le PNUD avait également aidé à élaborer une note d’orientation sur la réalisation des évaluations initiales au titre de la Convention de Minamata, tel que mentionné dans l’annexe II du document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/4.Rev.1, et continuerait de contribuer aux efforts visant à réduire et progressivement éliminer l’utilisation de mercure.
12. Le représentant du PNUE a déclaré qu’en plus d’accueillir le secrétariat provisoire de la Convention de Minamata, le PNUE était heureux de contribuer à l’entrée en vigueur rapide de la Convention par l’intermédiaire du Service substances chimiques et déchets de sa Division de la technologie, de l’industrie et de l’économie, qui accueillait le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE et comprenait également le Centre international d’écotechnologie situé à Osaka. Se félicitant de la reconnaissance accordée à la contribution technique du Partenariat aux futurs travaux de la Conférence des Parties sur des sujets tels que les plans d’action nationaux relatifs à l’extraction minière artisanale et à petite échelle d’or, l’évaluation de l’efficacité et le stockage provisoire écologiquement rationnel, il a indiqué que les efforts visant à renforcer le Partenariat se poursuivraient en vue de fournir un appui supplémentaire, selon que de besoin. Le PNUE se félicitait d’avoir été sélectionné parmi les institutions susceptibles d’accueillir le programme international spécifique et était disposé à contribuer aux travaux intersessions sur le sujet. En outre, il continuerait d’œuvrer en vue de la réduction des émissions et des rejets de mercure et d’améliorer les connaissances concernant les risques pour la santé humaine et l’environnement dans le cadre d’une série de projets que le représentant a brièvement décrits. Le PNUE avait également entrepris d’autres travaux en rapport avec la Convention, notamment la publication de la nouvelle évaluation mondiale du mercure en 2018 et la mise à jour de l’Outil d’identification et de quantification des rejets de mercure du PNUE, ainsi que sa traduction dans différentes langues.
13. Les représentants de trois organisations non gouvernementales ont exposé dans les grandes lignes les activités se rapportant au mercure menées par leurs organisations dans des domaines tels que l’élimination progressive des produits contenant du mercure ajouté; les plans d’action nationaux relatifs à l’extraction minière artisanale et à petite échelle d’or; la sensibilisation; les sites contaminés par du mercure, le commerce, les sources d’approvisionnement et la cartographie du mercure; la biosurveillance; et les problèmes et risques liés aux amalgames dentaires, aux produits blanchissant la peau et à certains cosmétiques.
14. Au cours des débats qui ont suivi, une représentante, s’exprimant au nom d’un groupe de pays et appuyée par un des autres participants, a laissé entendre qu’il fallait poursuivre avec sérieux les efforts visant à promouvoir la mise en œuvre rapide de la Convention, notamment dans le cadre d’ateliers régionaux sur des thèmes pertinents. Elle a lancé un appel en faveur d’un appui financier à cette fin, auquel se sont joints deux représentants, dont l’un s’exprimait également au nom d’un groupe de pays. Le deuxième de ces représentants a attiré l’attention sur les besoins des petits États insulaires en développement et des pays en développement en la matière. Un représentant a proposé que les informations concernant l’ensemble des projets et activités en rapport avec le mercure financés par l’intermédiaire du FEM et, le cas échéant, du Programme spécial et du futur programme international spécifique soient rendues plus facilement accessibles en les publiant sur le site Web de la Convention, proposition approuvée par un autre représentant. Un représentant, s’exprimant au nom d’un groupe de pays, a salué en particulier l’étroite collaboration entre le secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm et le secrétariat provisoire. Un représentant a déclaré que les procédures de ratification de la Convention étaient en cours dans son pays et a prié le secrétariat de l’aider à établir des arguments persuasifs en faveur de la ratification afin qu’il puisse les présenter à son parlement national.

V. Questions diverses

1. Le Président a fait savoir que le Bureau, ayant examiné les progrès accomplis à la session en cours, proposait que le Comité tienne une huitième réunion, si le Bureau le jugeait nécessaire, pour achever les travaux dont la Conférence de plénipotentiaires l’avait chargé en vue d’assurer le déroulement réussi de la première réunion de la Conférence de Parties.
2. Le Comité a décidé que le Bureau devrait continuer d’évaluer les progrès accomplis à la session en cours et, s’il l’estimait nécessaire, prier le secrétariat de prendre des dispositions pour qu’une huitième session du Comité soit tenue immédiatement avant la première réunion de la Conférence des Parties et au même endroit que celle-ci, à Genève.

VI. Adoption du rapport

1. Le Comité a adopté le présent rapport sur la base du projet de rapport qui avait été distribué pendant la session, étant entendu que la version finale serait établie par le Rapporteur en consultation avec le Président et avec le concours du secrétariat.

VII. Clôture de la session

1. Lors de la clôture de la session, plusieurs représentants ont fait des déclarations, demandant qu’il en soit rendu compte en détail dans le présent rapport.
2. Un représentant s’exprimant au nom des États d’Amérique latine et des Caraïbes a déclaré que, de l’avis de ces États, les progrès accomplis à la session en cours dans la mise en place d’un programme international spécifique avaient été insuffisants et que, compte tenu de son importance pour les pays en développement et les pays à économies en transition, le programme devrait faire l’objet d’un débat lors d’une session organisée en vue de la tenue de la première réunion de la Conférence des Parties, afin qu’une décision s’y rapportant puisse être prise lors de cette réunion; que les situations particulières des pays en développement devraient être prises en compte lors de l’examen des retards dans le versement de leurs contributions au Fonds d’affectation spéciale de la Convention de Minamata et que, par conséquent, la référence à ces situations au paragraphe 3) e) de l’article 5 des règles de gestion financière devrait être maintenue, alors que celle relative aux « besoins particuliers » au même paragraphe pourrait être supprimée; qu’il était nécessaire de disposer d’un modèle simple de rapport n’alourdissant pas la tâche des Parties et de renforcer les capacités d’établissement des rapports; que des mécanismes efficaces d’appui à la gestion et à la réhabilitation des sites contaminés devraient être adoptés dès que possible; qu’il conviendrait de mettre en lumière le rôle des centres régionaux dans l’appui aux mesures prises concernant le mercure; que les réunions régionales devraient se tenir avant les réunions de la Conférence des Parties; que l’OMS devrait envisager d’exploiter son réseau de centres de toxicologie, les centres collaborateurs de l’OMS pour la santé environnementale des enfants, le réseau de centres de recherche en santé, environnement et travail et les travaux du Programme relatif à la santé et au travail en Amérique centrale (SALTRA) pour mener des activités de biosurveillance humaine; qu’il conviendrait d’évaluer si les services d’interprétation non utilisés en séance plénière pourraient l’être lors des discussions des groupes de contact, ce qui faciliterait l’adoption de décisions et encouragerait toutes les régions à participer activement à ces discussions, sans surcoût; et qu’une traduction exacte des documents, en particulier s’agissant des termes juridiques, devrait être assurée à l’avenir, des incohérences ayant été repérées dans certains documents traduits en espagnol.
3. Un représentant s’exprimant au nom des États d’Afrique a attiré l’attention sur des points que les pays de sa région considéraient comme des questions en souffrance, parmi lesquelles la nécessité d’établir une feuille de route concernant le renforcement des capacités dans la région afin de garantir l’application de la Convention dès son entrée en vigueur, en particulier en matière d’établissement de rapports, de production de données, d’établissement d’inventaires et de plans d’action nationaux relatifs à l’extraction artisanale et à petite échelle d’or; l’assistance fournie par le programme international spécifique; l’harmonisation autant que possible des obligations en matière de communication de données avec celles mises en place par les autres conventions ayant trait à des produits chimiques et à des déchets, par exemple en demandant la présentation de rapports annuels ou biennaux sur la production et le commerce de mercure ainsi que d’autres rapports à établir à des intervalles compatibles avec ceux adoptés par la Convention de Stockholm; la nécessité pour le secrétariat de consulter les gouvernements, les secrétariats compétents dans le domaine des produits chimiques et des déchets et d’autres parties prenantes et de solliciter leur avis sur les documents d’orientation ou les recommandations ayant trait à la gestion des sites contaminés par le mercure; la nécessité pour le secrétariat d’établir le calendrier de rédaction des documents d’orientation sur la gestion des sites contaminés par du mercure en vue de leur examen par la Conférence des Parties à sa première réunion, en se servant des projets de documents transmis par les parties prenantes comme point de départ de ces travaux, conformément au paragraphe 3 de l’article 12; la fourniture de conseils d’experts sur les nombreux problèmes techniques et politiques complexes à résoudre pour rendre le secteur de l’extraction artisanale et à petite échelle d’or écologiquement plus rationnel; et le traitement avec une attention particulière des questions des sites contaminés, du brûlage à l’air libre, de l’extraction artisanale et à petite échelle d’or, des amalgames dentaires et du trafic illicite de mercure, ainsi que le renforcement de la collaboration dans ces domaines avec les parties prenantes concernées.
4. Il a proposé de mener des travaux intersessions sur ces questions afin d’élaborer des propositions pour adoption par la Conférence des Parties à sa première réunion. À son avis, compte tenu de l’importance du programme international spécifique pour le succès de la Convention, la mise en place d’un mécanisme durable de mobilisation de ressources devrait continuer de figurer parmi les priorités stratégiques du secrétariat. Un examen régulier du programme de travail était également nécessaire pour vérifier qu’il continuait de cadrer avec les objectifs de la Convention et que l’institution hôte était prête à le mettre en œuvre de manière effective et à répondre aux besoins de ceux qu’elle desservait. Puisque la structure et l’implantation du secrétariat de la Convention auraient une incidence considérable sur la bonne mise en œuvre de celle-ci, il fallait un secrétariat indépendant, dynamique et efficace laissant apparaître une répartition équitable du personnel. Pour finir, il a réaffirmé l’engagement des États d’Afrique à procéder à de nouvelles ratifications dans les mois à venir pour garantir l’entrée en vigueur rapide de la Convention.
5. La représentante de l’Inde a déclaré que, malgré la détermination de son pays à s’acquitter pleinement de ses obligations en vertu de la Convention de Minamata y compris celles relatives aux émissions de mercure, en raison de la dépendance de l’Inde vis-à-vis des centrales thermiques au charbon, qui représentent près de 61 % de son approvisionnement en énergie, il lui était difficile d’approuver l’adoption des orientations sur les meilleures techniques disponibles/meilleures pratiques environnementales, tant que l’efficacité des technologies qui y figuraient n’avait pas été démontrée pour le traitement des charbons sous-bitumineux à haute teneur en cendres trouvés en Inde. Elle a donc déclaré que son pays préférait ne pas s’associer à l’adoption des orientations en question, mais ne s’y opposait pas non plus, dans un esprit de compromis et en considération du fait qu’il s’agissait d’un document évolutif susceptible d’être amélioré. Elle a précisé que son pays avait organisé plusieurs cycles de consultations avec certains membres du groupe d’experts chargés de la rédaction des orientations et que le groupe avait reconnu ne pas disposer d’informations techniques spécifiques sur l’utilisation des technologies qui y étaient mentionnées pour traiter les charbons sous-bitumineux à haute teneur en cendres utilisés en Inde. Son pays espérait donc que le groupe d’experts et le secrétariat s’efforceraient, avant la première réunion de la Conférence des Parties, de revoir les orientations afin de tenir compte des préoccupations de l’Inde. En outre, bien qu’elle reconnaisse leur importance en tant qu’orientations élaborées dans le cadre d’une convention des Nations Unies, l’Inde considérait qu’il s’agissait de lignes directrices sans force obligatoire.
6. Dans son discours de clôture qui a fait suite aux déclarations précédentes, le Ministre jordanien de l’environnement, M. Shakhashir, a salué les efforts déployés durant la session en cours, ajoutant que le Comité avait su relever les défis et avait travaillé d’arrache-pied pour aboutir à un accord dans l’intérêt des générations actuelles et futures, ce qu’il lui faudrait poursuivre dans la période précédant la première réunion de la Conférence des Parties. Mettant en évidence les résultats de la session en cours, il s’est déclaré convaincu que tout avait été fait, dans un esprit constructif, pour œuvrer à la protection de l’environnement contre les effets préjudiciables du mercure aux niveaux local et mondial. En conclusion, il a exprimé l’espoir que le séjour des participants en Jordanie aura contribué à la réussite de la session et leur a souhaité un bon retour dans leurs pays respectifs.
7. À l’issue de cette allocution et de l’échange de courtoisies d’usage, la session a été déclarée close le mardi 15 mars 2016 à 18 h 20.

Annexe I

Orientations pour remplir les formulaires requis au titre de l’article 3 sur le commerce de mercure

Première partie : orientations sur l’utilisation   
des formulaires A à D

A. Contexte

1. Les présentes orientations ont été élaborées pour aider les Parties à remplir les formulaires requis au titre de l’article 3 de la Convention de Minamata ainsi que les registres que doit tenir le secrétariat conformément aux paragraphes 7 et 9 de l’article 3, et ce, dans l’optique d’apporter des précisions sur les points suivants :
   1. La portée de l’article 3, plus particulièrement ce auquel il ne s’applique pas, à savoir les déchets de mercure (article 11) et les produits qui en contiennent (article 4);
   2. Le formulaire à utiliser dans chaque cas et les éléments à prendre en considération préalablement à l’octroi du consentement;
   3. Les informations à fournir dans chaque section;
   4. La fonction des registres et la manière de les utiliser;
   5. Où se procurer les formulaires;
   6. Comment transmettre les formulaires.
2. Les formulaires sont à utiliser pour les échanges commerciaux de mercure, terme par lequel on désigne également les mélanges de mercure avec d’autres substances, y compris les alliages présentant une teneur en mercure d’au moins 95 % en poids;
3. Les formulaires ne doivent pas être utilisés pour :
   1. Les quantités de mercure destinées à être utilisées pour la recherche en laboratoire ou comme étalon de référence;
   2. Le mercure présent à l’état de traces dans des produits tels que certains métaux, minerais ou produits minéraux sans mercure, dont le charbon, ou dans des produits dérivés de ces matériaux, et les quantités présentes non intentionnellement à l’état de traces dans des produits chimiques;
   3. Les produits contenant du mercure ajouté; ou
   4. Les déchets de mercure.
4. Avant de signifier leur consentement ou de présenter une notification générale de consentement, les Parties devraient réfléchir à leurs obligations au titre de la Convention. Une fois le mercure arrivé sur leur territoire, elles doivent s’acquitter de certaines responsabilités que leur confère la Convention, notamment prendre des mesures pour que tout mercure importé serve uniquement à des utilisations autorisées et soit stocké de manière écologiquement rationnelle ou éliminé conformément à l’article 11.

B. Quels formulaires utiliser en fonction des circonstances

1. Ces orientations portent sur les formulaires suivants :
   1. Formulaire de consentement écrit d’une Partie à l’importation de mercure (Formulaire A);
   2. Formulaire de consentement écrit d’une non Partie à l’importation de mercure (Formulaire B);
   3. Formulaire d’attestation par un État non Partie exportateur de l’origine du mercure exporté vers un État Partie (Formulaire C) (à utiliser avec les formulaires A ou D selon les besoins);
   4. Formulaire de notification générale de consentement à l’importation de mercure (Formulaire D);
2. Le formulaire A est à remplir par les Parties qui consentent à l’importation de mercure en provenance d’États Parties et non Parties, comme prévu à l’alinéa a) du paragraphe 6 et au paragraphe 8 de l’article 3, selon lequel chaque partie « fait en sorte qu’il n’y ait aucune exportation de mercure sauf » à destination d’une Partie importatrice qui a donné son consentement écrit à la Partie exportatrice, et uniquement en vue d’une utilisation permise à la Partie importatrice dans le cadre de la Convention ou bien d’un stockage provisoire écologiquement rationnel comme indiqué à l’article 10. Aux termes du paragraphe 8 de l’article 3, chaque Partie « fait en sorte qu’il n’y ait aucune importation de mercure en provenance d’un État non Partie auquel elle donnera son consentement écrit à moins que l’État non Partie lui ait certifié que le mercure ne provient pas de sources identifiées comme non autorisées au titre du paragraphe 3 ou de l’alinéa b) du paragraphe 5 » de l’article 3. Dans ces deux cas de figure, le formulaire A peut être utilisé pour fournir le consentement écrit à l’importation de mercure. Ce formulaire n’est pas nécessaire dans les cas où la Partie importatrice a présenté une notification générale de consentement, conformément au paragraphe 7 de l’article 3.
3. Le formulaire B est destiné à être utilisé par les États non Parties pour donner à une Partie exportatrice leur consentement écrit à l’importation de mercure, comme prévu à l’alinéa b) du paragraphe 6 de l’article 3. Il doit s’accompagner d’une attestation du fait que l’État non Partie concerné a pris des mesures pour garantir la protection de la santé humaine et de l’environnement et l’application des dispositions des articles 10 et 11, et d’une attestation du fait que le mercure dont il est question sera exclusivement affecté à une utilisation permise[[1]](#footnote-2) à une Partie dans le cadre de la Convention ou à un stockage provisoire écologiquement rationnel, comme indiqué à l’article 10 de la Convention. Ce formulaire n’est pas nécessaire dans les cas où la Partie importatrice a présenté une notification générale de consentement.
4. Le formulaire C est destiné à être utilisé par les États non Parties qui prévoient d’exporter du mercure vers un État Partie, pour attester que le mercure en question ne provient pas de sources identifiées comme non autorisées au titre du paragraphe 3 ou de l’alinéa b) du paragraphe 5 de la Convention. Le paragraphe 3 se rapporte au mercure provenant d’activités d’extraction primaire et l’alinéa b) du paragraphe 5 aux mesures que doit prendre un État Partie, s’il établit l’existence de mercure excédentaire provenant de la mise hors service d’usines de chlore-alcali, afin de faire en sorte que ce mercure excédentaire soit éliminé conformément aux directives sur la gestion écologiquement rationnelle mentionnées à l’alinéa a) du paragraphe 3 de l’article 11, et ce, par des opérations qui ne débouchent pas sur la récupération, le recyclage, la régénération, la réutilisation directe ou toute autre utilisation. Ce formulaire n’est pas nécessaire dans les cas où la Partie importatrice a choisi d’appliquer le paragraphe 9 de l’article 3.
5. Le formulaire D est destiné aux États Parties ou non Parties importateurs qui préfèrent, conformément au paragraphe 7 de l’article 3, fournir au secrétariat une notification générale tenant lieu du consentement écrit à l’attention de l’État Partie exportateur requis au paragraphe 6 de l’article 3. Cette notification générale doit établir les modalités et conditions du consentement de l’État Partie ou non Partie importateur et peut être révoquée à tout moment par celui-ci. Le secrétariat doit tenir un registre public de toutes ces notifications.

C. Informations à fournir dans chaque section

1. Les formulaires ont été conçus pour être aussi clairs et explicites que possible quant aux informations à fournir dans chaque section et fournissent des orientations concernant ces dernières. Ils figurent dans les appendices A à D du présent document. Les orientations sont présentées sous une forme visant à faciliter le remplissage des versions électroniques et en ligne des formulaires.

D. Fonction des registres et comment les utiliser

1. Deux registres ont été établis en vertu de l’article 3. Le premier est le registre public de toutes les notifications générales tenant lieu du consentement écrit exigé au paragraphe 6 de l’article 3 que les États Parties importateurs et non Parties ont fait parvenir au secrétariat. Le deuxième est le registre public des notifications présentées par les États Parties qui, après avoir remis leur notification générale de consentement conformément au paragraphe 7 de l’article 3, ont décidé de ne pas appliquer le paragraphe 8 de cet article.
2. Le secrétariat met le registre des notifications générales à la disposition du public pour permettre aux États Parties exportateurs de le consulter avant d’entreprendre des exportations de mercure. Cela permettra également à ces États de déterminer quelles sont les modalités et conditions imposées par les États Parties importateurs et non Parties pour les importations. Vu que la notification tient lieu du consentement écrit exigé au paragraphe 6 de l’article 3, l’inscription d’un État Partie ou non Partie au registre permet aux États Parties exportateurs d’éviter de lui demander un document de consentement à part pour chaque cargaison en se prévalant du consentement général indiqué dans le registre, sous réserve des modalités et conditions fixées par le pays importateur.
3. Le registre des notifications par les États Parties qui ont décidé de ne pas appliquer le paragraphe 8 peut être consulté par tout État non Partie. Le formulaire C n’est pas nécessaire pour les exportations d’une non-Partie vers une Partie figurant dans ce registre.

E. Où se procurer les formulaires

1. Les formulaires sont publiés sur le site web de la Convention de Minamata ([www.mercuryconvention.org](http://www.mercuryconvention.org)). Des copies seront en outre envoyées par voie électronique à toutes les Parties par le biais des correspondants nationaux désignés au titre de l’article 17 de la Convention. En cas de modification ou de mise à jour, les nouvelles versions seront communiquées aux correspondants nationaux. On pourra également se les procurer auprès du secrétariat sur simple demande.

F. Comment transmettre les formulaires

1. Les formulaires de consentement à l’importation (formulaires A et B) ainsi que le formulaire d’attestation par un État non Partie exportateur de l’origine du mercure exporté vers un État Partie (formulaire C) doivent être transmis directement entre les intéressés, par le biais de leurs correspondants nationaux respectifs. Il leur est recommandé de fournir des copies de ces formulaires au secrétariat.
2. Conformément au paragraphe 7 de l’article 3, le formulaire de notification générale de consentement à l’importation de mercure (formulaire D) doit être transmis au secrétariat.

Appendice A

FORMULAIRE A

*Formulaire de consentement écrit d’un État Partie à l’importation de mercure*

**(*Le présent formulaire n’est pas requis par la Convention dans les cas où la Partie importatrice a présenté une notification générale de consentement conformément au paragraphe 7 de l’article 3)***

***Section A : Chargé de liaison de la Partie importatrice***

*Nom de l’État Partie :*

*Nom du correspondant national désigné :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

***Section B : Chargé de liaison de l’État Partie ou non Partie exportateur***

*Nom de l’État Partie ou non Partie :*

*Nom du correspondant national désigné   
ou du responsable gouvernemental compétent :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

**Orientations pour les sections A et B**

Pour les États Parties, le chargé de liaison devrait être le correspondant national désigné conformément à l’article 17. Une Partie peut parfois avoir un chargé de liaison spécialement désigné pour les échanges commerciaux de mercure. Dans les deux cas, le secrétariat publiera les coordonnées correspondantes. Si aucun chargé de liaison n’est nommé, les communications se feront par l’intermédiaire du ministère des affaires étrangères du pays concerné, par exemple via sa mission permanente auprès de l’Organisation des Nations Unies à Genève.

Les États non Parties doivent assumer eux-mêmes la responsabilité de déterminer leurs responsables gouvernementaux compétents.

***Section C : Informations requises de la part du pays exportateur concernant la cargaison***

*Prière d’indiquer la quantité totale approximative de mercure à expédier :*

*Prière d’indiquer la date approximative d’expédition :*

*Prière d’indiquer si le mercure dont il s’agit a été obtenu par extraction minière primaire :*

*Prière d’indiquer s’il a été établi par la Partie exportatrice que le mercure dont il s’agit est du mercure excédentaire provenant de la mise hors service d’usines de chlore-alcali :*

(Si le pays exportateur n’est pas une Partie, la Partie importatrice doit également demander qu’il remplisse le formulaire C)

**Orientations**

L’information sur la quantité totale approximative de mercure à expédier permet au pays importateur de choisir en connaissance de cause ce qu’il laisse entrer sur son territoire, tandis que la date approximative d’expédition facilite l’éventuel suivi de la cargaison.

Si le mercure en question a été obtenu par extraction minière primaire, il n’est pas permis de l’utiliser dans le secteur de l’extraction minière artisanale et à petite échelle d’or. Cependant, il est permis de s’en servir pendant une durée limitée, comme indiqué au paragraphe 4 de l’article 3, pour fabriquer des produits contenant du mercure ajouté, conformément à l’article 4, et de l’utiliser dans des procédés de fabrication visés à l’article 5. On peut également l’éliminer, conformément à l’article 11, par des opérations qui ne débouchent pas sur la récupération, le recyclage, la régénération, la réutilisation directe ou toute autre utilisation.

S’il a été établi par la Partie exportatrice que le mercure dont il s’agit est du mercure excédentaire provenant de la mise hors service d’usines de chlore-alcali, cette Partie doit prendre des mesures pour faire en sorte qu’il soit éliminé conformément aux directives sur la gestion écologiquement rationnelle mentionnées à l’alinéa a) du paragraphe 3 de l’article 11, par des opérations qui ne débouchent pas sur la récupération, le recyclage, la régénération, la réutilisation directe ou toute autre utilisation.

Si le mercure est destiné à l’élimination, les procédures relatives aux mouvements transfrontières énoncées à l’alinéa c) du paragraphe 3 de l’article 11 de la Convention s’appliquent. En pareil cas, ce formulaire ne doit pas être utilisé.

Lorsque le pays exportateur n’est pas une Partie, la Partie importatrice ne doit laisser entrer sur son territoire aucun mercure provenant de ces deux sources, à moins d’avoir appliqué le paragraphe 9 de l’article 3.

***Section D : Informations requises de la part de la Partie importatrice***

*À quelle fin le mercure est-il importé? Veuillez entourer la bonne réponse (OUI ou NON) :*

1. *Stockage provisoire écologiquement rationnel, comme indiqué à l’article 10 :  
   OUI NON*

*Si oui, veuillez préciser l’utilisation prévue, si elle est connue.*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

1. *Utilisation permise à une Partie dans le cadre de la Convention :*

*OUI NON*

*Si oui, veuillez fournir des précisions supplémentaires sur l’utilisation prévue.*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**Orientations**

Il s’agit ici de déclarer à quelles fins le mercure est importé, conformément à l’alinéa a) du paragraphe 6 de l’article 3. Il faudra mentionner si le mercure est importé en vue de son stockage provisoire écologiquement rationnel, conformément à l’article 10, ou d’une utilisation permise dans le cadre de la Convention. Si le mercure est destiné à un stockage provisoire, il faudra fournir des informations sur l’utilisation prévue, si celle-ci est connue. Si les réponses aux questions sont affirmatives, la Partie importatrice devra fournir des précisions supplémentaires sur l’utilisation prévue. Veuillez noter qu’en fonction de la provenance du mercure, son utilisation pourra être limitée au titre du paragraphe 4 et de l’alinéa b) du paragraphe 5 b) de l’article 3 (voir encadré de la section C).

Avant d’octroyer leur consentement, les Parties sont tenues de vérifier que des dispositions appropriées ont été prises, conformément à la Convention.

***Section E : Informations concernant la livraison, le cas échéant***

*Importateur*

*Raison sociale :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

*Exportateur*

*Raison sociale :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

**Orientations**

Les informations concernant la livraison devraient notamment contenir les coordonnées de l’importateur et de l’exportateur, y compris leur raison sociale, leur adresse, leur numéro de téléphone et de télécopie, et leur adresse email. Ceci permet au correspondant national ou au responsable gouvernemental compétent de savoir qui contacter pour toute question liée à une expédition, tout en permettant également un suivi des cargaisons au niveau national.

***Section F : Indication de consentement par la Partie importatrice***

*Le consentement a-t-il été accordé ou refusé ? Veuillez entourer la bonne réponse :*

*ACCORDÉ REFUSÉ*

*Veuillez indiquer ci-dessous toutes les conditions applicables, précisions supplémentaires et autres informations utiles.*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

*Signature du correspondant national désigné de la Partie importatrice et date*

*Nom :*

*Fonction :*

*Signature :*

*Date :*

**Orientations**

Il devrait s’agir du chargé de liaison déjà mentionné dans la section A de ce formulaire.

Appendice B

FORMULAIRE B

*Formulaire de consentement écrit d’un État non Partie à l’importation de mercure*

***(Le présent formulaire n’est pas requis par la Convention dans les cas où l’État non Partie importateur a présenté une notification générale de consentement, conformément   
au paragraphe 7 de l’article 3)***

***Section A : Chargé de liaison de la Partie à la Convention***

*Nom de l’État Partie :*

*Nom du correspondant national désigné :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

**Orientations**

Pour les États Parties, le chargé de liaison devrait être le correspondant national désigné conformément à l’article 17. Une Partie peut parfois avoir un chargé de liaison spécialement désigné pour les échanges commerciaux de mercure. Dans les deux cas, le secrétariat publiera les coordonnées correspondantes. Si aucun chargé de liaison n’est nommé, les communications se feront par l’intermédiaire du ministère des affaires étrangères du pays concerné, par exemple via sa mission permanente auprès de l’Organisation des Nations Unies à Genève.

***Section B : Chargé de liaison de l’État non Partie***

*Nom du pays :*

*Nom du responsable gouvernemental compétent et du service dont il relève :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

**Orientations**

Les États non Parties doivent assumer eux-mêmes la responsabilité de déterminer leurs responsables gouvernementaux compétents.

***Section C : Informations requises de la part du pays exportateur concernant la cargaison***

*Prière d’indiquer la quantité totale approximative de mercure à expédier :*

*Prière d’indiquer la date approximative d’expédition :*

*Prière d’indiquer si le mercure dont il s’agit a été obtenu par extraction minière primaire :*

*Prière d’indiquer s’il a été établi par la Partie exportatrice que le mercure dont il s’agit est du mercure excédentaire provenant de la mise hors service d’usines de chlore-alcali :*

**Orientations**

L’information sur la quantité totale approximative de mercure à expédier permet au pays importateur de choisir en connaissance de cause ce qu’il laisse entrer sur son territoire, tandis que la date approximative d’expédition facilite l’éventuel suivi de la cargaison.

Si le mercure en question a été obtenu par extraction minière primaire, il n’est pas permis de l’utiliser dans le secteur de l’extraction minière artisanale et à petite échelle d’or. Cependant, il est permis de s’en servir pendant une durée limitée, comme indiqué au paragraphe 4 de l’article 3, pour fabriquer des produits contenant du mercure ajouté, conformément à l’article 4, et de l’utiliser dans des procédés de fabrication visés à l’article 5. On peut également l’éliminer, conformément à l’article 11, par des opérations qui ne débouchent pas sur la récupération, le recyclage, la régénération, la réutilisation directe ou toute autre utilisation.

S’il a été établi par la Partie exportatrice que le mercure dont il s’agit est du mercure excédentaire provenant de la mise hors service d’usines de chlore-alcali, cette Partie doit prendre des mesures pour faire en sorte qu’il soit éliminé conformément aux directives sur la gestion écologiquement rationnelle mentionnées à l’alinéa a) du paragraphe 3 de l’article 11, par des opérations qui ne débouchent pas sur la récupération, le recyclage, la régénération, la réutilisation directe ou toute autre utilisation.

Si le mercure est destiné à l’élimination, les procédures relatives aux mouvements transfrontières énoncées à l’alinéa c) du paragraphe 3 de l’article 11 de la Convention s’appliquent. En pareil cas, ce formulaire ne doit pas être utilisé.

***Section D : Attestation et informations requises de la part de l’État non Partie importateur***

*Le sous-alinéa b) i) du paragraphe 6 de l’article 3, exige des États non Parties qu’ils attestent avoir pris des mesures pour garantir la protection de la santé humaine et de l’environnement et l’application des dispositions des articles 10 et 11 de la Convention.*

*Votre pays a-t-il mis en place de telles mesures? Veuillez entourer la bonne réponse   
(OUI ou NON).*

*OUI NON*

*Si oui, veuillez fournir des preuves documentaires appropriées. La documentation à l’appui peut concerner des procédures, législations, règlements et autres mesures mis en place au niveau national et doit comporter suffisamment de détails montrant leur efficacité.*

*Par ailleurs, une Partie ne peut exporter du mercure vers un État non Partie que pour une utilisation permise dans le cadre de la Convention ou aux fins de stockage provisoire écologiquement rationnel comme indiqué à l’article 10.*

*À quelle fin le mercure est-il importé? Veuillez entourer la bonne réponse (OUI ou NON) :*

1. *Stockage provisoire écologiquement rationnel, comme indiqué à l’article 10 :  
    OUI NON*

*Si oui, veuillez préciser l’utilisation prévue, si elle est connue*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

1. *Utilisation permise à une Partie dans le cadre de la Convention :   
    OUI NON*

*Si oui, veuillez fournir des précisions supplémentaires sur l’utilisation prévue.*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**Orientations**

Les informations que doit fournir l’État non Partie importateur sur l’utilisation du mercure à importer sont stipulées à l’alinéa b) du paragraphe 6 de l’article 3. La première question ci-dessus est associée au sous-alinéa b) i) du paragraphe 6, exigeant de l’État non Partie importateur qu’il certifie avoir pris des mesures pour garantir la protection de la santé humaine et de l’environnement et appliquer les articles 10 et 11 de la Convention. L’État non partie doit fournir des preuves documentaires que de telles mesures, entre autres des législations et des règlementations, sont en place. Ces preuves devront comporter suffisamment de détails attestant de l’efficacité des mesures en question.

Le but de la deuxième question est de savoir à quelles fins le mercure est importé, conformément au sous-alinéa b) ii) du paragraphe 6 de l’article 3, c’est-à-dire si on compte le stocker provisoirement de manière écologiquement rationnelle, comme indiqué dans à l’article 10, ou s’il est destiné à une utilisation permise dans le cadre de la Convention. Si la réponse est affirmative, il est demandé à la Partie importatrice de fournir des précisions supplémentaires sur l’utilisation prévue. Veuillez noter que la provenance du mercure peut en limiter les utilisations autorisées au titre du paragraphe 4 et de l’alinéa b) du paragraphe 5 de l’article 3 (voir encadré de la section C).

***Section E : Informations concernant la livraison, le cas échéant***

*Importateur*

*Raison sociale :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

*Exportateur*

*Raison sociale :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

**Orientations**

Les informations concernant la livraison devraient notamment contenir les coordonnées de l’importateur et de l’exportateur, y compris leur raison sociale, leur adresse, leur numéro de téléphone et de télécopie, et leur adresse email. Ceci permet au correspondant national ou au responsable gouvernemental compétent de savoir qui contacter pour toute question liée à une expédition, tout en permettant également un suivi des cargaisons au niveau national.

***Section F : Indication de consentement par l’État non Partie importateur***

*Le consentement a-t-il été accordé ou refusé ? Veuillez entourer la bonne réponse :*

*ACCORDÉ REFUSÉ*

*Veuillez indiquer ci-dessous toutes les conditions applicables, précisions supplémentaires et autres informations utiles.*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

*Signature du responsable gouvernemental compétent de l’État non Partie importateur et date*

*Nom :*

*Fonction :*

*Signature :*

*Date :*

**Orientations**

Il incombe à chaque pays de déterminer son responsable gouvernemental compétent. Il devrait s’agir du même chargé de liaison que celui mentionné dans la section B de ce formulaire.

Appendice C

***FORMULAIRE C***

***Formulaire d’attestation par un État non Partie exportateur de l’origine   
du mercure exporté vers un État Partie***

***À utiliser avec les formulaires A ou D selon les besoins***

*Selon le paragraphe 8 de l’article 3 de la Convention, chaque Partie doit faire en sorte qu’il n’y ait aucune importation de mercure en provenance d’un État non Partie auquel elle donnera son consentement écrit à moins que l’État non Partie lui ait certifié que le mercure ne provient pas de sources identifiées comme non autorisées au titre du paragraphe 3 ou de l’alinéa b) du paragraphe 5, c’est-à-dire de l’extraction minière primaire ou de quantités excédentaires provenant de la mise hors service d’usines de chlore-alcali.*

***Section A : Informations requises de la part de l’État non Partie exportateur concernant la cargaison***

*Prière d’indiquer la quantité totale approximative de mercure à expédier :*

*Prière d’indiquer la date approximative d’expédition :*

**Orientations**

L’information sur la quantité totale approximative de mercure à expédier permet au pays importateur de choisir en connaissance de cause ce qu’il laisse entrer sur son territoire, tandis que la date approximative d’expédition facilite l’éventuel suivi de la cargaison.

***Section B : Informations concernant la livraison, le cas échéant***

*Importateur*

*Raison sociale :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

*Exportateur*

*Raison sociale :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

**Orientations**

Les informations concernant la livraison devraient notamment contenir les coordonnées de l’importateur et de l’exportateur, y compris leur raison sociale, leur adresse, leur numéro de téléphone et de télécopie, et leur adresse email. Ceci permet au correspondant national ou au responsable gouvernemental compétent de savoir qui contacter pour toute question liée à une expédition, tout en permettant également un suivi des cargaisons au niveau national.

***Section C : Attestation***

*Conformément au paragraphe 8 de l’article 3 de la Convention, le Gouvernement de mon pays atteste que le mercure contenu dans la cargaison susvisée n’est pas :*

*i) Du mercure primaire obtenu par extraction minière;*

*ii) Du mercure excédentaire provenant de la mise hors service d’usines de chlore-alcali.*

*Informations à l’appui :*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*Signature du responsable gouvernemental compétent et date*

*Nom :*

*Fonction :*

*Signature :*

*Date :*

**Orientations**

Cette section se rapporte à l’obligation faite au Gouvernement de l’État non Partie exportateur d’attester que le mercure contenu dans la cargaison ne provient pas de sources identifiées comme non autorisées au titre du paragraphe 3 et de l’alinéa b) du paragraphe 5 de l’article 5, à savoir qu’il ne s’agit pas de mercure obtenu par extraction minière primaire ou que l’État non Partie exportateur a établi comme étant du mercure excédentaire provenant de la mise hors services d’usines de chlore-alcali. Le responsable gouvernemental compétent doit également apposer sa signature sur le formulaire et le dater. Celui-ci devrait être signé et certifié par la même personne que celle nommée dans la section B du formulaire A (chargé de liaison de l’État non Partie exportateur).

Appendice D

***FORMULAIRE D***

***Formulaire de notification générale de consentement à l’importation de mercure***

*Selon le paragraphe 7 de l’article 3 de la Convention, une Partie exportatrice peut se baser sur une notification générale transmise au secrétariat par l’État Partie ou non Partie importateur, en tant que consentement écrit tel que requis au paragraphe 6 du même article. Une telle notification générale établit les modalités et conditions du consentement de l’État Partie ou non Partie importateur. Le secrétariat tient un registre public de toutes ces notifications.*

*La notification peut être révoquée à tout moment par cet État Partie ou non Partie. Un État Partie ou non Partie qui révoque sa notification est censé demander par écrit au secrétariat le retrait de celle-ci du registre public des notifications générales et indiquer la date de prise d’effet de la révocation.*

*Il est rappelé aux Parties que la remise ou l’acceptation d’une notification générale conformément au paragraphe 7 de l’article 3 ne les dispense que de la présentation d’un consentement écrit pour chaque importation de mercure et non de leurs autres obligations au titre de la Convention, en particulier celles visées aux paragraphes 6 et 8 de l’article 3 (voir formulaire C)*

***Section A : Chargé de liaison pour les notifications générales de consentement***

*Nom de l’État Partie ou non Partie :*

*Nom du correspondant national désigné   
ou noms du responsable et du service gouvernementaux compétents :*

*Adresse :*

*Téléphone :*

*Télécopie :*

*Adresse mél :*

**Orientations**

Pour les États Parties, le chargé de liaison est généralement le correspondant national désigné conformément à l’article 17. Toutefois, une Partie peut, dans certains cas, avoir un chargé de liaison spécialement désigné pour les échanges commerciaux de mercure. Dans les deux cas, le secrétariat publiera les coordonnées correspondantes. Si aucun chargé de liaison n’est nommé, les communications se feront par l’intermédiaire du ministère des affaires étrangères du pays concerné, par exemple via sa mission permanente auprès de l’Organisation des Nations Unies à Genève.

Pour les États non Parties, la nomination du responsable gouvernemental compétent est du ressort des autorités nationales.

***Section B : Notification générale de consentement***

*Nous vous faisons tenir par la présente une notification générale de consentement du Gouvernement de mon pays aux importations de mercure. Une Partie exportatrice peut faire valoir cette notification générale comme consentement écrit, tel que requis au paragraphe 6 de l’article 3 de la Convention.*

***Section C : Modalités et conditions***

*Veuillez indiquer ci-dessous toutes les modalités et conditions applicables :*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**Orientations**

Cette section permet à un État Partie importateur de donner des précisions sur toute modalité ou condition associée à une notification générale. Il ne doit pas s’agir de conditions préalables au consentement, vu que la Partie peut, à cette fin, utiliser le formulaire A sans avoir à présenter une notification générale.

***Section D : Attestation par une non Partie (cette section ne s’applique pas aux Parties)***

*Conformément au paragraphe 6 de l’article 3 de la Convention, le Gouvernement de mon pays atteste :*

*Qu’il a pris des mesures pour garantir la protection de la santé humaine et de l’environnement et l’application des dispositions des articles 10 et 11 (prière de fournir des preuves documentaires appropriées. La documentation à l’appui peut concerner des procédures, législations, règlements et autres mesures mis en place au niveau national et doit comporter suffisamment de détails montrant l’efficacité de ces mesures); et*

*Que le mercure importé visé par la présente notification générale sera uniquement destiné à une utilisation permise à une Partie dans le cadre de la Convention ou à un stockage provisoire écologiquement rationnel comme indiqué à l’article 10.*

*Prière de fournir, si possible, des informations sur les utilisations prévues*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**Orientations**

Cette section permet à un État non Partie d’attester qu’il a pris des mesures pour garantir la protection de la santé humaine et de l’environnement. Une attestation de la mise en place de telles mesures au niveau national et comportant suffisamment de détails prouvant leur efficacité est requise. Les mesures en question peuvent comprendre des procédures, législations et règlements pertinents, entre autres. Il est également demandé à l’État non Partie de déclarer que le mercure faisant l’objet de la notification générale de consentement sera exclusivement destiné à une utilisation permise dans le cadre de la Convention et de fournir des informations supplémentaires sur l’utilisation prévue.

*Signature du responsable gouvernemental compétent et date*

*Nom :*

*Fonction :*

*Signature :*

*Date :*

**Orientations**

Les États non Parties doivent assumer eux-mêmes la responsabilité de déterminer leurs responsables gouvernementaux compétents. Le chargé de liaison devrait être le même que celui mentionné dans la section A de ce formulaire.

Deuxième partie : orientations concernant l’utilisation du formulaire E

Orientations pour remplir la notification pour le registre des informations communiquées par les Parties décidant de ne pas appliquer le paragraphe 8 de l’article 3 de la Convention de Minamata sur le mercure

Le formulaire est à utiliser lorsqu’un État Partie décide d’appliquer   
le paragraphe 9 de l’article 3

***FORMULAIRE E***

**Notification pour le registre des informations communiquées par les Parties décidant de ne pas appliquer le paragraphe 8 de l’article 3 de la Convention de Minamata sur le mercure**

Nom de l’État Partie : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Restrictions globales déjà en place concernant les exportations : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Mesures nationales en vigueur destinées à assurer une gestion écologiquement rationnelle   
du mercure importé :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Importations de mercure en provenance d’États non Parties :

|  |  |
| --- | --- |
| Pays d’origine | Quantité importée |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

*Note*: si l’espace disponible n’est pas suffisant pour répondre, veuillez rajouter des pages.

**Orientations**

Dans la notification pour le registre des informations communiquées par les Parties décidant de ne pas appliquer le paragraphe 8 de l’article 3 de la Convention de Minamata sur le mercure, les Parties en question doivent, conformément au paragraphe 9 de l’article 3, fournir des renseignements détaillés sur les restrictions globales portant sur les exportations de mercure et les mesures nationales qu’elles ont mises en place pour faire en sorte que le mercure importé soit géré d’une manière écologiquement rationnelle. Le formulaire permet également aux Parties de fournir des renseignements sur leurs importations de mercure en provenance d’États non Parties, notamment sur les pays d’origine et les quantités concernées. Ces informations sont consignées dans un registre public et sont donc librement accessibles. Toutes les mesures en place devraient être décrites de manière suffisamment détaillée.

Annexe II

Projet d’orientations sur le recensement des stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que des sources d’approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an

Contexte

1. L’alinéa a) du paragraphe 5 de l’article 3 de la Convention de Minamata sur le mercure prévoit que chaque Partie s’efforce « de recenser les stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que les sources d’approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an qui se trouvent sur son territoire ». Le paragraphe 12 de l’article 3 impose à la Conférence des Parties d’énoncer, à sa première réunion, des orientations supplémentaires concernant cette question. Les présentes orientations ont pour but d’aider les Parties à s’acquitter des obligations que lui fait l’alinéa a) du paragraphe 5 de l’article 3.
2. Ces orientations insistent sur le fait que chaque Partie doit « s’efforcer de recenser » les stocks individuels de mercure ainsi que les sources d’approvisionnement en mercure. L’on sait que certaines Parties disposent peut-être de ressources limitées pour mener ces activités. Par conséquent, ces orientations sont d’abord axées sur des études théoriques. Les informations nécessaires peuvent également être obtenues par l’établissement d’inventaires du mercure, facilité dans de nombreux pays par les projets d’évaluation initiale prévus par la Convention de Minamata et financés au moyen du Fonds pour l’environnement mondial.
3. Il conviendrait aussi de reconnaître que les Parties sont tenues de prendre des mesures pour faire en sorte que le stockage du mercure soit assuré de manière écologiquement rationnelle comme prévu à l’article 10 de la Convention.

Définitions

1. Dans l’article 3 de la Convention de Minamata, le terme « mercure » désigne également les mélanges de mercure avec d’autres substances, y compris les alliages présentant une teneur en mercure d’au moins 95 % en poids, et le terme « composés du mercure » désigne « le chlorure de mercure (I) ou calomel, l’oxyde de mercure (II), le sulfate de mercure (II), le nitrate de mercure (II), le cinabre et le sulfure de mercure ». L’article 3 ne s’applique ni « aux quantités de mercure ou de composés du mercure destinées à être utilisées pour la recherche en laboratoire ou comme étalon de référence »; ni « au mercure et aux composés du mercure naturellement présents à l’état de traces dans des produits tels que certains métaux, minerais ou produits minéraux sans mercure, dont le charbon, ou dans des produits dérivés de ces matériaux, ni aux quantités présentes non intentionnellement à l’état de traces dans des produits chimiques »;ni « aux produits contenant du mercure ajouté ».

Stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques

1. Les obligations énoncées à l’alinéa a) du paragraphe 5 de l’article 3 portent sur des « stocks individuels » de mercure ou de composés du mercure dans les quantités précisées. Cependant, le terme de « stocks individuels » n’est pas défini dans la Convention. En l’absence de définition du terme de « stocks » dans le texte de la Convention, un « stock » dans ce contexte pourrait être considéré comme une quantité de mercure ou de composés du mercure accumulée ou disponible pour une utilisation future, mais n’inclurait pas les quantités de mercure éliminées ou faisant l’objet d’une gestion en tant que déchets de mercure, le mercure se trouvant dans un site contaminé et les réserves géologiques de mercure. Lors du recensement des stocks, il importe de prendre en compte le mercure et les composés du mercure qui se trouvent dans des installations en activité ainsi que le mercure ou les composés du mercure (qui ne constituent pas des déchets de mercure) stockés dans des usines mises hors service. Un stock individuel de mercure serait constaté lorsque le poids total de mercure ou de composés du mercure dépasse 50 tonnes. Les Parties peuvent exprimer le poids total calculé comme la somme de la contribution des diverses quantités de mercure dans les composés totaux.
2. Le mercure et les composés du mercure qui ne sont pas destinés à une utilisation permise dans le cadre de la Convention répondent à la définition des déchets de mercure figurant à l’article 11, à savoir « des substances ou objets […] qu’on élimine, qu’on a l’intention d’éliminer ou qu’on est tenu d’éliminer en vertu des dispositions du droit national ou de la […] Convention ». Ils devraient donc être gérés en tant que déchets de mercure et, partant, ne devraient pas être assujettis aux dispositions de l’article 3. Il convient en outre de prendre en considération les obligations particulières énoncées à l’alinéa b) du paragraphe 5 de l’article 3 concernant le cas où une Partie aurait établi l’existence de mercure excédentaire provenant de la mise hors service d’usines de chlore-alcali.
3. Un « stock individuel (non défini dans la Convention) de mercure ou de composés du mercure » pourrait être considéré comme la quantité totale de mercure ou de composés du mercure se trouvant sous le contrôle d’une Partie, ou d’une entité économique ou juridique, qui sera déterminée selon que la Partie le jugera approprié. Une entité stockant des quantités de mercure sur différents sites les considérera collectivement comme un stock individuel.
4. L’obligation énoncée à l’alinéa a) du paragraphe 5 concernant le recensement de stocks de plus de 50 tonnes n’est limitée ni dans le temps ni par le niveau existant des stocks au moment de l’entrée en vigueur de la Convention à l’égard d’une Partie. Étant donné que le niveau des stocks peut évoluer, soit à la baisse du fait de l’emploi de mercure pour des utilisations permises, soit à la hausse du fait de la production de mercure par des sources d’approvisionnement en mercure, il serait utile que les Parties se tiennent informées des mouvements de mercure par transactions commerciales, peut-être en suivant l’évolution de la demande en mercure et des ventes de mercure par les entités concernées, bien que le suivi permanent ne soit pas prescrit par la Convention.
5. Afin de déterminer les niveaux des stocks de mercure à un moment donné, il faudra commencer par recenser les entités qui pourraient en stocker ou en utiliser et les installations auxquelles elles sont apparentées. On trouvera ci-après une liste non exhaustive de ces entités et installations :
   1. Les négociants qui achètent et vendent du mercure ou des composés du mercure, notamment les importateurs et exportateurs, qui peuvent en détenir des quantités variables à tout moment;
   2. Les mines de mercure primaires, qui peuvent contenir des stocks de mercure attendant d’être vendus et qui, par conséquent, peuvent avoir en réserve de grandes quantités de mercure à certaines périodes, en fonction de la demande;
   3. Les autres installations ou activités, par exemple le recyclage, pouvant être à l’origine d’une production de mercure ou de composés du mercure, y compris les installations de traitement des déchets de mercure, qui peuvent également contenir des stocks importants en fonction de la demande globale en mercure ou bien dans des cas où le mercure est stocké en attendant une décision définitive qui déterminera si ce mercure est destiné à être éliminé;
   4. Les gouvernements, qui peuvent disposer de stocks de mercure par suite d’une saisie ou bien dans le cadre d’utilisations permises, telles que le stockage à des fins militaires;
   5. Les installations de fabrication de produits contenant du mercure ajouté et celles faisant appel à des procédés qui utilisent du mercure ou des composés du mercure. Toutes ces installations pourraient maintenir des niveaux de stocks élevés en fonction de la chaîne d’approvisionnement et de la demande.
6. L’examen de toutes les dérogations enregistrées au titre de la Convention ainsi que des données présentées au titre de certaines procédures, comme l’inventaire mondial du secteur du chlore-alkali publié par le PNUE[[2]](#footnote-3), peut aider à l’évaluation de ces installations. Comme nous l’avons vu, les informations recueillies dans le cadre d’un inventaire national du mercure, par exemple aux fins d’une évaluation initiale au titre de la Convention de Minamata, peuvent également faciliter le recensement des stocks et permettre de statuer sur la délivrance de permis pour le stockage du mercure ou des composés du mercure, si un système de permis a été instauré.
7. Après avoir recensé les installations concernées, il peut être utile de réaliser une évaluation théorique pour déterminer si ces installations contiennent des stocks de plus de 50 tonnes métriques. Les éléments à prendre en compte dans cet exercice pourraient se fonder sur la méthode du bilan massique en examinant les intrants/quantités produites/matériaux générés et matériaux consommés, par exemple :
   1. Les quantités ou quantités d’appoint de mercure ou de composés du mercure utilisées;
   2. Les quantités de mercure ou de composés du mercure achetées;
   3. Les quantités de déchets de mercure éliminées ou gérées;
   4. Les quantités de mercure ou décomposés du mercure vendues;
   5. Les quantités estimatives de mercure ou de composés du mercure rejetées dans l’environnement ou ayant fait l’objet d’un processus de récupération.
8. Des informations peuvent être obtenues des processus nationaux de gestion des importations de mercure, des données nationales sur la commercialisation du mercure ainsi que des registres d’installations assujetties aux permis environnementaux. La tenue de relevés détaillés et l’obligation qu’ont les installations d’établir des rapports annuels pourraient faciliter ces évaluations. Cependant, une étude plus détaillée des documents se rapportant à une installation peut se révéler utile, tout comme des communications directes et des contrôles sur place.
9. Afin d’évaluer les stocks dans les installations, il peut être utile de procéder à une inspection visuelle pour vérifier les quantités de mercure stockées. À titre indicatif, un flacon de mercure de 35 kilogrammes mesure environ 30 centimètres de hauteur et 12,5 centimètres de diamètre. Un conteneur d’une tonne métrique de mercure mesure environ 50 centimètres de hauteur et 50 centimètres de diamètre. Par conséquent, il faudra au moins 50 conteneurs pour stocker 50 tonnes métriques de mercure, ce qui correspond à environ 12,5 mètres carrés d’espace au sol.

Sources d’approvisionnement en mercure produisant des stocks   
de plus de 10 tonnes métriques par an

1. Il existe un certain nombre de sources potentielles d’approvisionnement en mercure sur le territoire d’une Partie qui pourraient produire des stocks dépassant un poids total de 10 tonnes métriques par an conformément à l’article 3. Ces sources pourraient être englobées dans les efforts déployés par une Partie en vue de recenser les sources d’approvisionnement en mercure. Elles ne comprennent pas les importations de mercure ou de composés du mercure, étant donné que de telles importations ne constituent pas des sources situées sur le territoire de la Partie en question.
2. Le recensement des sources potentielles d’approvisionnement en mercure peut, dans un premier temps, prendre la forme d’une étude théorique consistant notamment à examiner les documents tels que les registres des transactions, preuves de la distribution de mercure ou composés du mercure et certificats d’importation ou d’exportation et à les comparer aux quantités estimatives utilisées.Cette comparaison a pour but de repérer toute anomalie qui indiquerait une utilisation de mercure précédemment inconnue ou bien l’existence d’autres sources d’approvisionnement.

Questions indicatives pour faciliter le recensement des stocks de mercure ou de composés du mercure ou des sources d’approvisionnement en mercure

1. Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, les questions ci-après peuvent aider à déterminer si un pays dispose de stocks de mercure ou de composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ou de sources d’approvisionnement en mercure produisant plus de 10 tonnes métriques   
   par an :
   1. Des activités d’extraction primaire sont-elles menées sur le territoire national?
   2. Existe-t-il sur le territoire des sites identifiés où le mercure est entreposé avant son utilisation?
   3. Des activités de recyclage et de régénération susceptibles de produire du mercure sont-elles menées sur le territoire? Dans l’affirmative, quelle quantité de mercure est générée par ces activités?
   4. Est-il prévu de mettre hors service des usines de chlore-alcali, des usines de chlorure de vinyle monomère ou d’autres installations appliquant des procédés de fabrication utilisant du mercure ou des composés du mercure?
   5. Existe-t-il sur le territoire des installations qui pourraient produire du mercure obtenu comme sous-produit? Dans l’affirmative, quelle quantité de mercure est générée par ces installations?

Annexe III

Modifications convenues à apporter aux documents UNEP(DTIE)/HG/INC.7/6/Add.1, Add.3 et Add.4

I. UNEP(DTIE)/HG/INC.7/6/Add.1

Annexe I : Introduction

1.1 Objet du document : remplacer le texte actuel par le texte suivant :

« Le présent document offre des orientations sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et les meilleures pratiques environnementales (MPE) destinées à aider les Parties à mettre en œuvre l’article 8 de la Convention de Minamata sur le mercure (ci-après dénommée « la Convention »), qui a pour objet de contrôler et réduire autant que possible les émissions atmosphériques de mercure et de composés du mercure provenant de sources ponctuelles appartenant aux catégories énumérées à l’Annexe D à la Convention. Ces orientations ont été élaborées et adoptées conformément à l’article 8. Elles n’établissent pas de prescriptions obligatoires ni ne tentent d’ajouter ou de retrancher des obligations à celles qui incombent aux Parties en vertu de l’article 8. Le paragraphe 10 de l’article 8 exige que les Parties tiennent compte des orientations et que la Conférence des Parties les examine régulièrement et les mette à jour au besoin. »

« Pour déterminer les MTD, chaque Partie tient compte de ses circonstances nationales conformément à la définition des MTD figurant au paragraphe 2 b) de l’article 2, qui tient expressément compte des paramètres économiques et techniques entrant en considération pour une Partie donnée ou une installation donnée située sur son territoire. Il est reconnu que certaines des mesures de contrôle décrites dans le présent document d’orientation peuvent ne pas être à la disposition de toutes les Parties pour des raisons techniques ou économiques. Un soutien financier, le renforcement des capacités, le transfert de technologies ou une assistance technique sont disponibles, comme indiqué aux articles 13 et 14 de la Convention. »

1.2 Structure du document d’orientation : ajouter le texte suivant entre les troisième   
et quatrième paragraphes (et modifier en conséquence la table des matières) :

« L’Appendice A contient des informations sur certaines technologies considérées comme insuffisamment développées pour être incluses dans le corps du document d’orientation, mais qui pourraient présenter de l’intérêt dans le futur. »

Annexe III : Surveillance

1. Introduction : ajouter le paragraphe suivant :

« bis L’élaboration des présentes orientations s’est inspirée de l’expérience pertinente aux niveaux national et régional. Une partie de cette expérience a été référencée pour information. Les références accompagnant cette information ne préjuge en rien de l’autonomie de la Conférence des Parties ou de l’autonomie d’une Partie au sens de l’article 8. Les coûts indiqués ont été calculés à partir des informations disponibles lorsque le présent document d’orientation a été établi. On notera que ces coûts devraient évoluer avec le temps. »

Annexe IV : Centrales électriques et chaudières industrielles alimentées au charbon

4 Nouvelles techniques : transférer toute cette section à l’Appendice A

Annexe V : Procédés de fusion et de grillage utilisés dans la production de métaux non ferreux (plomb, zinc, cuivre et or industriel comme spécifié à l’Annexe D de la Convention)

4 Nouvelles techniques et autres procédés : transférer toute cette section à l’Appendice A

Annexe VI : installations d’incinération de déchets

4. Nouvelles techniques : transférer toute cette section à l’Appendice A

Nouvel appendice A : Nouvelles techniques

**Ajouter le paragraphe d’introduction suivant :**

« Les experts techniques qui ont élaboré les orientations sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales ont identifié plusieurs techniques qui, même si elles en sont encore au stade de l’étude en laboratoire ou à la phase pilote, ont déjà donné des résultats prometteurs du point de vue de leur efficacité pour contrôler le mercure. Ces nouvelles techniques sont conçues soit pour le contrôle des émissions de mercure spécifiquement, soit pour le contrôle de plusieurs polluants. Des informations sur quelques-unes de ces techniques sont fournies ci-après. Il est reconnu que ces techniques peuvent ne pas être encore largement disponibles et que certaines Parties auront besoin d’un renforcement des capacités et d’une formation pour pouvoir garder ces techniques à l’étude et en évaluer l’opportunité. »

**Insérer ici les sections transférées des Annexes IV, V et VI comme indiqué ci-dessus.**

II. UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/6/ADD.3

**Paragraphe 6 : remplacer la dernière phrase par ce qui suit :**

« Chaque Partie devrait s’assurer que les sources à contrôler font l’objet d’une surveillance continue pour veiller au respect de cette obligation. »

**Supprimer le paragraphe 13**

III. UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/6/ADD.4

**Section intitulée « Rendre les données accessibles au public et consultables » : remplacer la première phrase du premier paragraphe par le texte qui suit (les modifications sont soulignées) :**

« Dans la mesure où ils ne contiennent pas d’informations confidentielles, les données et résumés analytiques relatifs aux émissions de chaque installation devraient être mis à la disposition du public, ainsi que les méthodologies ou méthodes de surveillance employées, conformément à l’obligation des Parties au titre de l’article 18 (Information, sensibilisation et éducation du public). »

Annexe IV

Projet de mémorandum d’accord entre la Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure et le Conseil du Fonds pour l’environnement mondial

La Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure (ci-après dénommée « la Conférence des Parties ») et le Conseil du Fonds pour l’environnement mondial (ci-après dénommé «le Conseil »),

*Rappelant* le paragraphe 5 de l’article 13 de la Convention, qui définit un Mécanisme destiné à fournir en temps voulu des ressources financières adéquates et prévisibles afin d’aider les Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition dans la mise en œuvre de leurs obligations au titre de la Convention, ainsi que le paragraphe 6 de l’article 13, qui précise que le Mécanisme « inclut la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial ainsi qu’un programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique »,

*Rappelant également* le paragraphe 7 de l’article 13 de la Convention, qui précise que la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial « fournit en temps voulu des ressources financières nouvelles, prévisibles et adéquates pour couvrir les coûts de l’aide à la mise en œuvre de la présente Convention, comme convenu par la Conférence des Parties » et que la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial « est placée sous la direction de la Conférence des Parties à laquelle elle rend compte » et qui « énonce des orientations sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales ainsi que sur les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières »; en outre, la Conférence des Parties « énonce des orientations sur une liste indicative des catégories d’activités qui pourraient bénéficier du soutien de la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial »,

*Rappelant en outre* le paragraphe 7 de l’article 13 de la Convention, qui prévoit que la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial « fournit des ressources pour couvrir les surcoûts convenus liés aux avantages environnementaux mondiaux et l’ensemble des coûts convenus de certaines activités habilitantes », ainsi que le paragraphe 8 de l’article 13, qui précise que lorsqu’elle fournit des ressources pour une activité, la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial « devrait tenir compte du potentiel de réduction du mercure de l’activité proposée par rapport à ses coûts »,

*Rappelant* le paragraphe 6 de l’Instrument pour la restructuration du Fonds pour l’environnement mondial, tel que modifié lors de la cinquième Assemblée du Fonds pour l’environnement mondial, en mai 2014, qui prévoit que le Fonds est « l’une des entités constitutives du mécanisme de financement de la Convention de Minamata sur le mercure »,

Après s’être consultés et compte tenu des aspects pertinents de leurs structures de gouvernance, telles que reflétées dans leurs instruments constitutifs,

Sont convenus de ce qui suit :

Définitions

1. Aux fins du présent Mémorandum d’accord, il faut entendre par :
   1. « Assemblée » l’Assemblée du Fonds pour l’environnement mondial (FEM) telle que définie dans l’Instrument pour la restructuration du Fonds pour l’environnement mondial;
   2. « Conférence des Parties » la Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure;
   3. « Convention » la Convention de Minamata sur le mercure;
   4. « Conseil » le Conseil du FEM tel que défini dans l’Instrument pour la restructuration du Fonds pour l’environnement mondial;
   5. « FEM » le mécanisme établi par l’Instrument pour la restructuration du Fonds pour l’environnement mondial;
   6. « Instrument du FEM » l’Instrument pour la restructuration du Fonds pour l’environnement mondial;
   7. « Partie » une Partie à la Convention de Minamata sur le mercure; et,
   8. « Mercure » les substances visées par la Convention de Minamata sur le mercure.

Objet

1. L’objet du présent Mémorandum d’accord est d’établir les modalités de la relation entre la Conférence des Parties et le Conseil visant à donner effet aux dispositions qui sont associées à la Caisse du FEM et qui figurent dans les paragraphes 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l’article 13 de la Convention et dans les paragraphes 6, 26 et 27 de l’instrument du FEM.

Orientations de la Conférence des Parties

1. La Conférence des Parties fournira au FEM des orientations appropriées, conformément au paragraphe 7 de l’article 13 de la Convention. Ces orientations porteront sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales ainsi que sur les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières. Ces orientations porteront également sur une liste indicative des catégories d’activités qui pourraient bénéficier du soutien de la caisse du FEM. Ces orientations seront examinées par la Conférence des Parties au plus tard à sa troisième réunion, et, par la suite, à intervalles réguliers, conformément au paragraphe 11 de l’article 13. Sur la base de cet examen, la Conférence des Parties pourra décider de mettre à jour ou de réviser ces orientations. Par la suite, la Conférence des Parties conviendra avec le FEM des dispositions supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour compléter le présent Mémorandum d’accord.

Conformité avec les orientations de la Conférence des Parties

1. Le Conseil assure le bon fonctionnement du FEM en tant que source de financement des activités à mener en application de la Convention, conformément aux orientations que lui donne la Conférence des Parties.
2. Le Conseil peut saisir la Conférence des Parties de toute question découlant des orientations adoptées par celle-ci. En particulier, si la Conférence des Parties donne postérieurement à sa première réunion des orientations au FEM, le Conseil peut consulter la Conférence des Parties afin d’obtenir une mise à jour ou des précisions sur les orientations existantes compte tenu des nouvelles directives ou des directives supplémentaires qu’il reçoit.
3. Les décisions relatives au financement de projets et d’activités spécifiques devraient être prises d’un commun accord par la Partie qui est un pays en développement ou en transition concernée et le FEM, conformément aux stratégies, politiques et priorités programmatiques globales ainsi qu’aux conditions requises et établies par la Conférence des Parties pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières. Le Conseil du FEM est chargé d’approuver les programmes de travail du FEM. Si une Partie considère qu’une décision du Conseil concernant un projet particulier n’a pas été prise conformément aux orientations fixées par la Conférence des Parties dans le contexte de la Convention, et si, après examen, la Conférence des Parties décide que les préoccupations de la Partie concernée sont valables, elle demandera au FEM des précisions et elle analysera les observations présentées par la Partie concernée ainsi que la réponse du FEM. Si la Conférence des Parties considère que la décision du Conseil du FEM relative à un projet déterminé n’est conforme ni aux stratégies, politiques et priorités programmatiques globales, ni aux conditions requises et établies par la Conférence des Parties pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières, elle peut décider de demander au FEM de proposer et d’appliquer une solution pour prendre en compte les préoccupations exprimées au sujet du projet en question.

Établissement des rapports

1. Afin de s’acquitter de ses obligations de rendre compte à la Conférence des Parties, le Conseil préparera et présentera des rapports pour examen par la Conférence des Parties à chacune de ses réunions ordinaires. Les rapports du Conseil seront des documents officiels des réunions de la Conférence des Parties.
2. Les rapports du Conseil contiendront notamment des informations sur les activités du FEM liées à la Convention et sur la conformité de ces activités avec les orientations de la Conférence des Parties, ainsi que des informations sur toute décision prise par la Conférence des Parties et transmise au FEM, en vertu de l’article 13 de la Convention.
3. Les rapports contiendront notamment :
   1. Des informations sur la manière dont le FEM a donné suite aux orientations données par la Conférence des Parties, notamment, le cas échéant, en incorporant ces orientations dans les stratégies et les politiques opérationnelles du FEM;
   2. Une synthèse des projets approuvés par le Conseil, ainsi que de ceux qui sont associés au mercure et qui ont été exécutés au cours de la période couverte par le rapport, avec des précisions sur les ressources provenant du FEM, sur les autres ressources allouées à chacun de ces projets, et sur l’état d’avancement de chaque projet; et
   3. Au cas où une proposition de projet figurant dans un programme de travail n’est pas approuvée par le Conseil, les raisons motivant ce refus.
4. Le Conseil établira également des rapports sur les activités de suivi et d’évaluation du FEM pour ce qui concerne des projets dans le domaine d’intervention relatif aux produits chimiques et aux déchets associés au mercure.
5. Sur demande de la Conférence des Parties, le Conseil fournira également des informations sur d’autres questions relatives à l’exercice des fonctions prévues au paragraphe 5 de l’article 13 et qui se rapportent à la Caisse du FEM. Si le Conseil rencontre des difficultés à donner suite à cette demande, il en fera part à la Conférence des Parties, qui trouvera, avec le Conseil, une solution convenant   
   aux deux.
6. Le Conseil inclura dans ses rapports à la Conférence des Parties tout avis qu’il pourrait avoir sur les orientations fournies par la Conférence des Parties.
7. La Conférence des Parties pourra saisir le Conseil de toute question découlant des rapports qu’elle aura reçus de ce dernier et demander des éclaircissements ou des explications au FEM.

Suivi et évaluation

1. Comme prévu au paragraphe 11 de l’article 13 de la Convention, la Conférence des Parties examinera, au plus tard à sa troisième réunion et, par la suite, à intervalles réguliers, le niveau de financement, les orientations fournies par la Conférence des Parties au FEM, constituant l’une des deux entités chargées d’assurer le fonctionnement du Mécanisme institué en vertu de cet article, ainsi que l’efficacité du FEM et sa capacité à répondre aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement et des pays à économie en transition. Sur la base de cet examen, la Conférence des Parties prendra des mesures appropriées pour améliorer l’efficacité du Mécanisme.
2. Afin de préparer l’examen du FEM, qui constitue l’une des deux entités chargées d’assurer le fonctionnement du Mécanisme au titre de la Convention, la Conférence des Parties prendra en compte, le cas échéant, les rapports de la Cellule indépendante de suivi et d’évaluation du FEM ainsi que les opinions du FEM. Si nécessaire, la Cellule indépendante de suivi et d’évaluation consultera le secrétariat de la Convention lors de la préparation des évaluations des activités du FEM associées au mercure.
3. En se fondant sur les examens susmentionnés, la Conférence des Parties fera part au Conseil des décisions pertinentes qu’elle a prises à la suite desdits examens pour améliorer le fonctionnement et l’efficacité du FEM dans l’aide fournie aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition dans la mise en œuvre de leurs obligations au titre de la Convention.

Coopération entre les secrétariats

1. Le secrétariat de la Convention et le secrétariat du FEM communiqueront et coopèreront entre eux et se consulteront de façon régulière afin d’améliorer l’efficacité du FEM dans l’aide fournie aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie de transition dans la mise en œuvre de leurs obligations au titre de la Convention.
2. En particulier, conformément au cycle des projets du FEM, le secrétariat de la Convention sera invité à formuler des commentaires sur les propositions de projets relatifs au mercure qui sont en cours d’examen en vue de leur inclusion dans un projet de programme de travail, notamment pour déterminer si ces propositions sont conformes aux orientations données par la Conférence des Parties.
3. Les secrétariats de la Convention et du FEM se consulteront mutuellement sur les projets de documents concernant la Convention et le FEM et prendront en compte tous les commentaires avant de publier la version finale desdits documents.
4. On trouvera la documentation officielle de la Convention ainsi que du FEM, y compris des informations sur les activités relatives aux projets, sur les sites Internet respectifs de la Convention et du FEM.

Représentation réciproque

1. Dans le cadre du principe de réciprocité, les représentants du FEM seront invités aux réunions de la Conférence des Parties et des organes subsidiaires concernés, le cas échéant, et les représentants de la Convention seront invités aux réunions du Conseil et de l’Assemblée ainsi qu’à toute autre réunion pertinente.

Amendements

1. Le présent mémorandum d’accord pourra être amendé à tout moment par accord écrit entre la Conférence des Parties et le Conseil.

Interprétation

1. Si des divergences apparaissaient dans l’interprétation du présent mémorandum d’accord, la Conférence des Parties et le Conseil du FEM pourront être saisis pour examiner toute question, le cas échéant, et mettront tout en œuvre pour trouver une solution acceptable pour tous.

Entrée en vigueur

1. Le présent mémorandum d’accord entrera en vigueur dès qu’il aura été approuvé par la Conférence des Parties et le Conseil.

Retrait

1. La Conférence des Parties et le Conseil pourront à tout moment mettre fin au présent Mémorandum d’accord au moyen d’une notification écrite adressée à l’autre partie. La résiliation prendra effet six mois après sa notification et n’affectera ni la validité ni la durée des activités lancées avant qu’il ne soit mis fin à ce Mémorandum d’accord.

Annexe V

Projet d’orientations à l’intention du Fonds pour l’environnement mondial sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales et les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières, et sur une liste indicative de catégories d’activités qui pourraient bénéficier du soutien de la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial

1. Conformément à l’article 13 de la Convention de Minamata sur le mercure, les présentes orientations ont pour but d’aider le Fonds pour l’environnement mondial (FEM) à remplir son rôle en tant qu’une des entités chargées d’assurer le fonctionnement du mécanisme de financement de la Convention de Minamata.

I. Conditions requises pour avoir accès aux ressources financières   
et utiliser ces dernières

1. Pour qu’un pays puisse bénéficier du financement du FEM, qui est l’une des entités constitutives du mécanisme de financement de la Convention de Minamata sur le mercure, il doit être Partie à la Convention et être un pays en développement ou à économie en transition.
2. Les activités ouvrant droit à l’obtention de fonds de la Caisse du FEM sont celles qui visent à la réalisation des objectifs de la Convention et qui respectent les présentes orientations.
3. [Les signataires de la Convention peuvent bénéficier du financement du FEM pour ce qui est des activités habilitantes, pour autant que les États concernés prennent de véritables mesures en vue de devenir Partie, par voie de lettre adressée par le ministre compétent au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement et au Directeur général et Président du Fonds pour l’environnement mondial.]

II. Stratégies et politiques globales

1. Conformément au paragraphe 7 de l’article 13 de la Convention, la Caisse du FEM fournit en temps voulu des ressources financières nouvelles, prévisibles et adéquates pour couvrir les coûts de l’aide à la mise en œuvre de la Convention, comme convenu par la Conférence des Parties, y compris les coûts engendrés par des activités qui :
   1. Sont menées à l’initiative des pays;
   2. Sont conformes aux priorités en matière de programmes telles qu’elles ressortent des orientations pertinentes communiquées par la Conférence des Parties;
   3. Renforcent les capacités et favorisent l’utilisation des compétences locales et régionales, le cas échéant;
   4. Encouragent les synergies avec d’autres domaines d’intervention;
   5. Continuent de renforcer les synergies et les retombées positives dans le domaine d’intervention des produits chimiques et des déchets;
   6. Favorisent les méthodes, mécanismes et dispositifs financés par plusieurs sources, notamment le secteur privé, le cas échéant; et
   7. Favorisent un développement socio‑économique national durable, l’atténuation de la pauvreté et des activités compatibles avec les programmes nationaux de gestion rationnelle de l’environnement existants ayant pour objet de protéger la santé humaine et l’environnement.

III. Priorités programmatiques

1. Conformément au paragraphe 7 de l’article 13 de la Convention, la Caisse du FEM fournit des ressources pour couvrir les surcoûts convenus liés aux avantages environnementaux mondiaux et l’ensemble des coûts convenus de certaines activités habilitantes.
2. En particulier, la Caisse du FEM devrait accorder la priorité aux activités suivantes lorsqu’elle fournit des ressources financières aux Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition :
   1. Activités habilitantes, en particulier les activités d’évaluation initiale de la Convention de Minamata et des plans d’action nationaux relatifs à l’extraction artisanale et à petite échelle d’or;
   2. Activités visant à mettre en œuvre les dispositions de la Convention, en accordant la priorité à celles qui :
      1. Sont liées à des obligations juridiquement contraignantes;
      2. Facilitent l’application rapide de la Convention dès son entrée en vigueur à l’égard d’une Partie;
      3. Permettent de réduire les émissions et rejets de mercure et s’attaquent aux incidences du mercure sur la santé et l’environnement.
3. Lorsqu’il fournit des ressources pour une activité, le FEM devrait tenir compte du potentiel de réduction du mercure de l’activité proposée par rapport à ses coûts, conformément au paragraphe 8 de l’article 13 de la Convention.

IV. Liste indicative de catégories d’activités qui pourraient bénéficier de soutien

A. Activités habilitantes

1. Évaluations initiales de la Convention de Minamata

2. Élaboration de plans d’action nationaux concernant l’extraction artisanale et à petite échelle d’or, conformément au paragraphe 3 de l’article 7 et à l’Annexe C.

3. Autres types d’activités habilitantes, comme convenu par la Conférence des Parties.

B. Activités de mise en œuvre des dispositions de la Convention

1. Activités de mise en œuvre des dispositions de la Convention qui sont liées à des obligations juridiquement contraignantes

1. Lorsqu’il fournit des ressources financières aux Parties remplissant les conditions requises, pour des activités de mise en œuvre des dispositions de la Convention, le FEM devrait accorder la priorité aux activités liées à des obligations juridiquement contraignantes auxquelles les Parties sont soumises au titre de la Convention et devrait tenir compte du potentiel de réduction du mercure de l’activité proposée par rapport à ses coûts. Ces activités peuvent notamment avoir trait aux domaines qui sont recensés ci-après sans ordre particulier :

* Sources d’approvisionnement en mercure et commerce;
* Produits contenant du mercure ajouté;
* Procédés de fabrication utilisant du mercure ou des composés du mercure;
* Extraction minière artisanale et à petite échelle d’or;
* Émissions;
* Rejets;
* Stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure, à l’exclusion des déchets de mercure;
* Déchets de mercure;
* Établissement de rapports;
* Renforcement des capacités, assistance technique et transfert de technologies applicables aux domaines susmentionnés.

2. Activités de mise en œuvre des dispositions de la Convention qui facilitent l’application rapide de la Convention dès son entrée en vigueur à l’égard d’une Partie

1. Lorsqu’il envisage des activités de mise en œuvre de la Convention qui facilitent l’application rapide de la Convention dès son entrée en vigueur, le FEM devrait également envisager de soutenir des activités qui, bien qu’elles ne soient pas juridiquement obligatoires au titre de la Convention, pourraient sensiblement aider une Partie à mettre en œuvre la Convention dès l’entrée en vigueur de celle-ci à son égard.
2. Dans le cadre du mandat du FEM, ces activités pourraient notamment comprendre un soutien dans les domaines suivants :
   1. Concernant les émissions, élaboration, par les Parties disposant de sources pertinentes d’émissions, d’un plan national énonçant les mesures à prendre pour contrôler les émissions ainsi que les objectifs, les buts et les résultats escomptés;
   2. Concernant les rejets, élaboration, par les Parties disposant de sources pertinentes de rejets, d’un plan national énonçant les mesures à prendre pour contrôler les rejets ainsi que les objectifs, les buts et les résultats escomptés;
   3. Concernant les sites contaminés, renforcement des capacités en vue d’élaborer des stratégies appropriées pour identifier et évaluer les sites contaminés par du mercure ou des composés du mercure et, selon qu’il convient, décontamination de ces sites;
   4. Échange d’informations;
   5. Information, sensibilisation et éducation du public;
   6. Coopération dans le domaine du développement et de l’amélioration de la recherche-développement et de la surveillance;
   7. Élaboration d’un plan de mise en œuvre à l’issue des premières évaluations.

3. Activités de mise en œuvre de la Convention qui permettent de réduire les émissions et rejets de mercure et s’attaquent aux incidences du mercure tant sur la santé que sur l’environnement

1. Les activités de mise en œuvre de la Convention qui permettent de réduire les émissions et rejets de mercure et s’attaquent aux incidences du mercure, tant sur la santé que sur l’environnement, peuvent englober des activités liées à la fois aux dispositions contraignantes et non contraignantes, en accordant la priorité aux dispositions juridiquement contraignantes évoquées plus haut qui cadrent avec le mandat du FEM de servir les intérêts de l’environnement au niveau mondial et la stratégie du FEM dans le domaine d’intervention relatif aux produits chimiques et déchets.

V. Examen par la Conférence des Parties

1. Conformément au paragraphe 11 de l’article 13, la Conférence des Parties examinera, au plus tard à sa troisième réunion et, par la suite, à intervalles réguliers, le niveau de financement, les orientations fournies par la Conférence des Parties au FEM en tant qu’une des entités chargées d’assurer le fonctionnement du mécanisme institué en vertu du présent article, et l’efficacité de ce mécanisme ainsi que sa capacité à répondre aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement et des pays à économie en transition. Sur la base de cet examen, la Conférence des Parties prendra des mesures appropriées pour améliorer l’efficacité du mécanisme de financement, notamment en actualisant et en hiérarchisant les orientations fournies au FEM en tant que de besoin.

Annexe VI

I. Projet de décision sur le programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* l’article 13 de la Convention de Minamata sur le mercure, qui institue un mécanisme de financement destiné à aider les Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition à mettre en œuvre leurs obligations au titre de la Convention, et que le mécanisme inclut la Caisse du Fonds pour l’environnement mondial ainsi qu’un programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique,

*Rappelant également* le paragraphe 6 de la résolution 2 se rapportant aux dispositions financières de l’Acte final de la Conférence de plénipotentiaires relative à la Convention de Minamata sur le mercure, dans lequel la Conférence priait le Comité de négociation intergouvernemental chargé d’élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure d’élaborer, pour que la Conférence des Parties l’examine à sa première réunion, une proposition concernant l’institution qui accueillera le programme international spécifique, y compris tous les arrangements nécessaires avec cette institution, ainsi que des orientations sur le fonctionnement et la durée de ce programme,

1. *Décide* que l’institution d’accueil visée au paragraphe 9 de l’article 13 sera désignée par le Programme des Nations Unies pour l’environnement,

2. *Approuve* les arrangements nécessaires en matière d’accueil ainsi que les orientations pour le fonctionnement et la durée de ce programme figurant en appendice à la présente décision;

3. *Prie* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement de créer un Fonds d’affectation spéciale destiné à financer le programme international spécifique;

4. Prie le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement de mettre en œuvre les arrangements en matière de gouvernance figurant en appendice à la présente décision.

Appendice

Arrangements en matière d’accueil et orientations concernant le fonctionnement et la durée du programme international spécifique

A. Arrangements en matière de gouvernance aux fins du programme international spécifique

1. Le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement assurera un appui administratif au programme, en affectant des ressources humaines et autres, par l’intermédiaire du [Programme des Nations Unies pour l’environnement[[3]](#footnote-4)] [secrétariat de la Convention de Minamata].
2. [En vue de faciliter les arrangements en matière d’accueil, un mémorandum d’accord sera établi entre la Conférence des Parties à la Convention et le Programme des Nations Unies pour l’environnement, qui définira clairement, entre autres, les rôles et responsabilités, la rentabilité des dépenses (charges administratives, le dispositif d’application du principe de responsabilité et les obligations de communication.]

La Conférence des Parties établira [un conseil exécutif] [un comité chargé du programme international spécifique], qui supervisera et mettra en œuvre ses orientations, y compris la prise de décision sur les projets et la gestion des projets.

B. Orientations concernant le fonctionnement du programme international spécifique

1. Portée

1. Le programme international spécifique vise à soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique conformément à l’alinéa b) du paragraphe 6 de l’article 13.

2. Conditions d’octroi des ressources

1. Le paragraphe 5 de l’article 13 de la Convention prévoit que les Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition peuvent obtenir des ressources au titre du mécanisme de financement. En application du paragraphe 4 de l’article 13, le programme international spécifique doit également tenir pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation particulière des pays comptant parmi les petits États insulaires en développement ou les pays les moins avancés.
2. Les États non Parties ne peuvent prétendre à un financement, mais peuvent participer à certaines activités entreprises dans le cadre du programme international spécifique à l’invitation d’une Partie, au cas par cas.
3. Lorsqu’elles présentent des projets, les Parties remplissant les conditions requises peuvent envisager l’éventuelle participation d’organismes d’exécution ou d’autres acteurs, notamment d’organisations non gouvernementales et des centres régionaux et sous-régionaux de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.

3. Fonctionnement

1. Le programme international spécifique fonctionnera selon les modalités décrites ci-après. Il devrait :
   1. Être impulsé par les pays, en tenant compte des priorités nationales, de l’appropriation des activités par les pays et de la mise en œuvre durable des obligations prévues par la Convention;
   2. Assurer une certaine complémentarité et éviter les doubles emplois avec d’autres arrangements existants dans le cadre des activités de renforcement des capacités et d’appui technique, en particulier le Fonds pour l’environnement mondial et le programme spécial d’appui au renforcement des institutions nationales aux fins de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international et de la Convention de Stockholm, de la Convention de Minamata et de l’Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, ainsi que d’autres programmes d’assistance existants;
   3. Mettre à profit les enseignements tirés et s’investir aux niveaux national et régional, notamment en encourageant la coopération Sud-Sud;
   4. Tenir compte de la méthode intégrée pour le financement de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets qui présente un intérêt pour la mise en œuvre de la Convention.

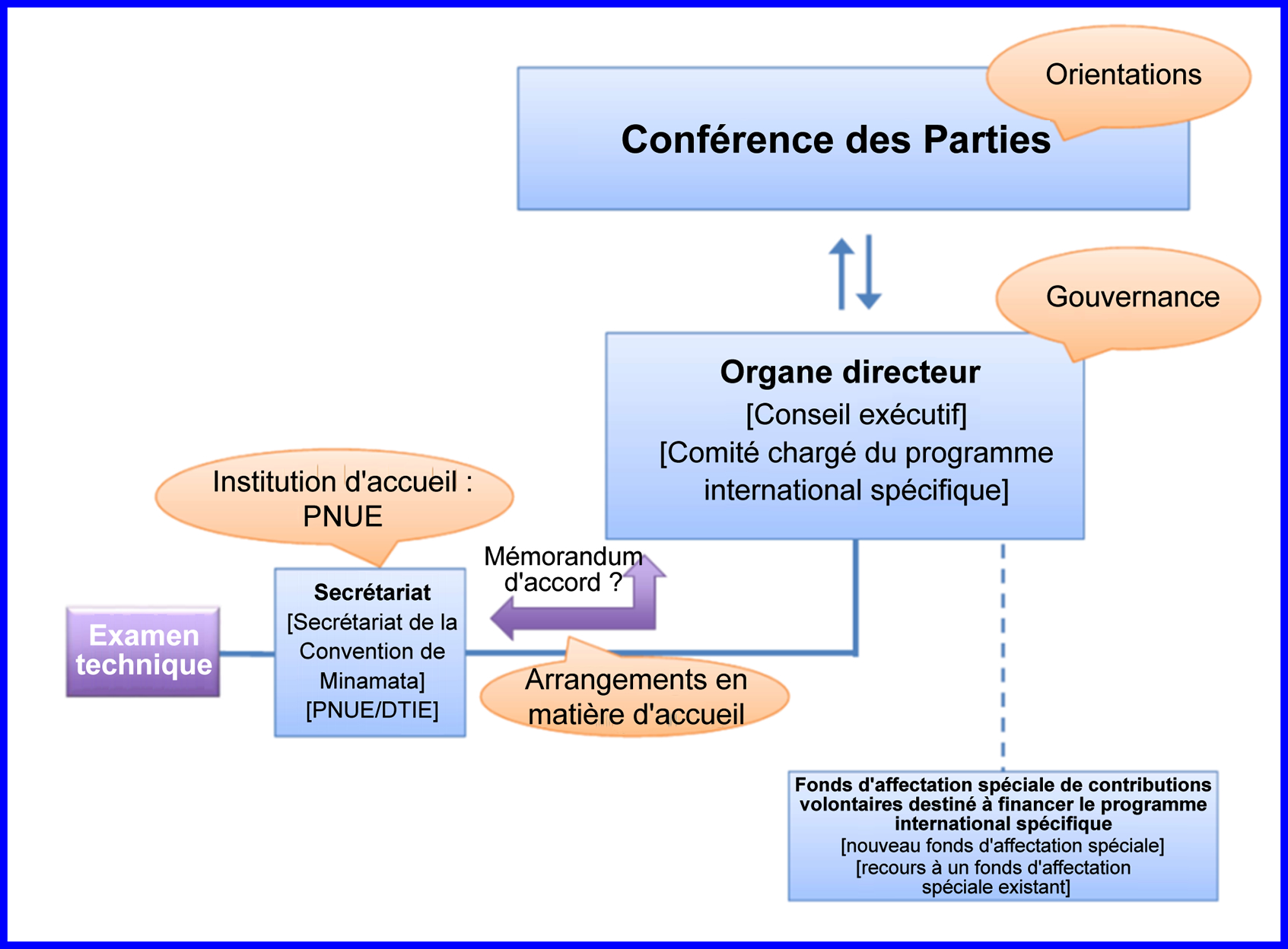
4. Ressources

1. Les ressources pour le programme international spécifique englobent les contributions de ressources en espèces, en nature et en connaissances spécialisées. Ces contributions devraient être encouragées auprès de nombreuses sources, notamment l’ensemble des Parties à la Convention de Minamata ayant les moyens d’apporter une contribution, ainsi que d’autres parties prenantes concernées, notamment les gouvernements, le secteur privé, les fondations, les organisations non gouvernementales, les organisation intergouvernementales, les universités et d’autres types d’acteurs de la société civile.
2. Une stratégie de mobilisation des ressources aux fins du programme international spécifique devrait être élaborée par le secrétariat, en consultation avec le [conseil exécutif] [le comité chargé du programme international spécifique] en vue d’atteindre l’objectif de la Convention et d’attirer un large éventail de donateurs, en s’appuyant sur les enseignements tirés dans d’autres domaines. Elle devrait comprendre des méthodes dont le but est des mobiliser des ressources, y compris des ressources en nature, auprès d’acteurs non étatiques.
3. D’autres sources de ressources pour le programme international spécifique peuvent être mobilisées en assurant la coordination de ce programme avec d’autres programmes et initiatives pertinents, notamment :
   1. Les liens avec d’autres initiatives et programmes existants afin de rechercher les avantages communs, lorsque possible;
   2. La promotion et la mise à profit de partenariats et d’une collaboration, selon qu’il convient, en s’appuyant sur les enseignements tirés dans le cadre d’autres conventions.

C. Durée

1. Le programme international spécifique sera ouvert aux contributions volontaires et aux demandes d’aide pour [une période fixe] [une période illimitée] [une période déterminée dans le cadre du l’examen du mécanisme de financement conformément au paragraphe 11 de l’article 13].

II. Schéma illustrant les options en matière de gouvernance pour chaque implantation possible du programme international spécifique au sein du PNUE



Annexe VII

Projet de formulaire de communication d’informations pour la Convention de Minamata sur le mercure

Communication d’informations sur les mesures prises pour mettre en œuvre les dispositions de la Convention, l’efficacité de ces mesures et les difficultés rencontrées

|  |
| --- |
| **Instructions** |
| En application de l’article 21 de la Convention de Minamata sur le mercure, chaque Partie fait rapport à la Conférence des Parties sur les mesures qu’elle a prises pour mettre en œuvre les dispositions de la Convention ainsi que sur l’efficacité de ces mesures et les éventuelles difficultés qu’elle a rencontrées dans la réalisation des objectifs de la Convention.  Les Parties sont priées d’utiliser le formulaire joint pour communiquer les informations requises à l’article 21. Une version électronique du formulaire peut être téléchargée sur la page d’accueil du site web de la Convention : <http://www.mercuryconvention.org>. Des versions papier et des versions électroniques sur cédérom peuvent également être obtenues sur demande auprès du secrétariat (voir les coordonnées indiquées ci-après). Après le premier rapport, le secrétariat enverra à chaque Partie une version électronique de son précédent rapport afin qu’elle puisse l’actualiser, le cas échéant.  Dans la partie A du formulaire sont demandées des informations générales concernant la Partie, par exemple le nom et les coordonnées du correspondant national présentant le rapport au nom de la Partie. Ce correspondant national doit avoir été nommé par la Partie conformément au paragraphe 4 de l’article 17 de la Convention. Il importe que toutes les informations utiles y soient fournies afin que le secrétariat puisse traiter le rapport comme il se doit.  Dans la partie B du formulaire sont demandées des informations concernant les mesures prises par la Partie pour mettre en œuvre les dispositions pertinentes de la Convention de Minamata et sur l’efficacité de ces mesures du point de vue de la réalisation des objectifs de la Convention. [On notera que les questions portant la mention « informations supplémentaires » sont facultatives, mais les Parties qui disposent des informations demandées sont vivement encouragées à les fournir.][]  On notera que la description de l’efficacité des mesures de mise en œuvre demandée aux Parties est différente de l’évaluation de l’efficacité du traité prévue à l’article 22 de la Convention. Elle devrait tenir compte de la situation particulière et des capacités de la Partie qui soumet le rapport, tout en étant néanmoins aussi systématique que possible. Les Parties qui ne sont pas en mesure de produire une des informations demandées ou qui aimeraient ajouter des précisions sont priées de le mentionner en en indiquant les raisons.  La partie C offre aux Parties la possibilité de formuler des observations sur les difficultés qui peuvent se présenter concernant la réalisation des objectifs de la Convention.  Dans la partie D, les Parties peuvent formuler des observations sur le formulaire et proposer des améliorations.  Les Parties pourront joindre en annexe des informations complémentaires en sus de celles qui sont demandées.  Les formulaires remplis doivent être présentés à la Conférence des Parties par l’intermédiaire du Secrétariat de la Convention de Minamata. Pour obtenir un complément d’information ou une assistance, on pourra se mettre en rapport avec le Secrétariat à l’adresse suivante :  **Secrétariat de la Convention de Minamata**  Programme des Nations Unies pour l’environnement  *À compléter*  Site Web : [www.mercuryconvention.org](http://www.mercuryconvention.org) |

Partie A

|  |  |
| --- | --- |
| Convention de Minamata sur le mercure  Rapport national à présenter en application de l’article 21 | |
| 1. Informations concernant la Partie | |
| Nom de la Partie |  |
| Date à laquelle l’instrument de ratification, d’adhésion, d’approbation ou d’acceptation a été déposé | *(jour/mois/année)* |
| Date d’entrée en vigueur de la Convention pour la Partie | *(jour/mois/année)* |
| 2. Informations concernant le coordonnateur national | |
| Nom complet de l’institution |  |
| Nom et titre du coordonnateur |  |
| Adresse postale |  |
| Numéro de téléphone |  |
| Numéro de télécopie |  |
| Adresse électronique |  |
| Site web |  |
| 3. Informations concernant le coordonnateur présentant le rapport (si différentes des informations fournies au point 2) | |
| Nom complet de l’institution |  |
| Nom et titre du coordonnateur |  |
| Adresse postale |  |
| Numéro de téléphone |  |
| Numéro de télécopie |  |
| Adresse électronique |  |
| Page web |  |
| [4. Période considérée] | *[Premier rapport pour la période allant de (jour/mois/année) à (jour/mois/année)]* |
| 5. Date de présentation du rapport | *(jour/mois/année)* |

Partie B

\*Article 3 : Sources d’approvisionnement en mercure et commerce

1. Des activités d’extraction minière primaire de mercure étaient-elles menées sur le territoire de la Partie à la date d’entrée en vigueur de la Convention à son égard? (par. 3)

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, indiquer :

a) La date à laquelle il est prévu d’y mettre fin : (*mois,* *année*) OU

b) La date à laquelle elles ont cessé : (*mois, année*)

c) **[[4]](#footnote-5)\***La quantité totale produite  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ tonnes par an

1. Des activités d’extraction minière primaire de mercure qui n’existaient pas à la date d’entrée en vigueur de la Convention à son égard sont-elles actuellement menées sur le territoire de la Partie? (par. 3, par. 11)

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, prière de préciser.

1. La Partie s’est-elle efforcée de recenser les stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que les sources d’approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an qui se trouvent sur son territoire? (par. 5)

* Oui
* Non

a) Dans l’affirmative, veuillez :

i) En fournir les résultats en pièce jointe ou indiquer où les trouver sur Internet.

ii) Fournir, dans la mesure où elles sont disponibles, des informations connexes, par exemple sur l’utilisation ou l’élimination du mercure provenant de ces stocks ou sources.

b) Dans la négative, prière d’expliquer.

1. La Partie dispose-t-elle de mercure excédentaire provenant de la mise hors service d’usines de chlore-alcali? (par. 5 b))

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, indiquer les mesures prises pour faire en sorte que ce mercure excédentaire soit éliminé conformément aux directives sur la gestion écologiquement rationnelle mentionnées à l’alinéa a) du paragraphe 3 de l’article 11, par des opérations qui ne débouchent pas sur la récupération, le recyclage, la régénération, la réutilisation directe ou toute autre utilisation. (par. 5 b), par. 11)

1. La Partie a-t-elle, au cours de la période considérée, procédé à des exportations de mercure avec le consentement ou sur la base d’une notification générale de consentement des États importateurs, conformément à l’article 3, après avoir obtenu toutes les attestations nécessaires dans le cas des États importateurs non Parties? (par. 6, par. 7)

Oui, vers des États Parties 🞎

Oui, vers des États non Parties 🞎

Non 🞎

En cas de réponse affirmative :

a. Si la Partie a fait parvenir des copies des documents concernés au secrétariat, aucune autre information n’est requise.

Si la Partie n’a auparavant présenté aucune telle copie au secrétariat, il est recommandé qu’elle le fasse.

Sinon, fournir d’autres informations montrant que les exigences pertinentes du paragraphe 6 de l’article 3 ont été remplies.

Fournir, dans la mesure où elles sont disponibles, des informations sur l’utilisation du mercure exporté.

b. Pour les exportations s’appuyant sur une notification générale, comme décrit au paragraphe 7 de l’article 3, indiquer la quantité totale exportée, si elle est connue, et les modalités et conditions d’utilisation énoncées dans la notification générale.

[Alt 5. S’agissant des importations à des fins commerciales en provenance d’États non Parties, ces derniers ont-ils fourni des attestations que le mercure concerné ne provient pas de sources non autorisées aux termes du paragraphe 3 ou de l’alinéa b) du paragraphe 5? (par. 8, par. 9)

* Oui
* Non

Aucune importation en provenance d’États non Parties n’a eu lieu 🞎

La Partie a appliqué le paragraphe 9 de l’article 3 🞎

Si la réponse est affirmative et si la Partie a fait parvenir des copies des documents concernés au secrétariat, aucune autre information n’est requise. Si la Partie n’a auparavant présenté aucune telle copie au secrétariat, il est recommandé qu’elle le fasse.

Si la Partie a appliqué le paragraphe 9 de l’article 3, a-t-elle fourni des informations sur les quantités dont il s’agit et les pays d’origine du mercure importé de ces États non Parties?]

[Fournir, dans la mesure où elles sont disponibles, des informations sur les quantités concernées[, ainsi que les exportateurs et importateurs].]

[6. La Partie a-t-elle permis que du mercure en provenance d’un État non Partie soit importé sur son territoire?

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, l’État non Partie a-t-il certifié que ce mercure ne provient pas de sources non autorisées aux termes du paragraphe 3 ou de l’alinéa b) du paragraphe 5 de l’article 3? (par. 8)

* Oui
* Non

Dans **la négative**, prière d’expliquer.]

[7. La Partie, invoquant le paragraphe 9 de l’article 3, a-t-elle décidé de ne pas appliquer le paragraphe 8 de cet article? (par. 9)

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, a-t-elle notifié sa décision au secrétariat?

* Oui
* Non

Dans **la négative**, prière d’expliquer.]

[8. Avez-vous d’autres observations d’ordre général à faire concernant l’article 3?]

**Article 4 : Produits contenant du mercure ajouté**

1. La Partie a-t-elle pris des mesures appropriées pour faire en sorte qu’aucun des produits contenant du mercure ajouté figurant dans la première partie de l’Annexe A de la Convention ne soit fabriqué, importé ou exporté après la date d’abandon définitif fixée pour ces produits? (par. 1)

(Si la Partie applique le paragraphe 2, passer directement à la question 2.)

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

Dans **la négative**, la Partie a-t-elle fait enregistrer une dérogation au titre de l’article 6?

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, pour quels produits (prière de fournir une liste)? (par. 1, par. 2 d))

2. Dans **l’affirmative**, (en application du paragraphe 2 de l’article 4) :   
(par. 2)

La Partie a-t-elle fourni à la Conférence des Parties, à la première occasion, une description des mesures ou stratégies mises en œuvre, y compris une quantification des réductions réalisées? (par. 2 a))

* Oui
* Non

La Partie a-t-elle mis en œuvre des mesures ou des stratégies visant à réduire l’utilisation   
de mercure dans les produits inscrits dans la première partie de l’Annexe A pour lesquels une valeur *de minimis* n’a pas encore été obtenue? (par. 2 b))

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

La Partie a-t-elle envisagé d’autres mesures pour réaliser des réductions supplémentaires? (par. 2 c))

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

3. La Partie a-t-elle pris au moins deux mesures à l’égard des produits contenant du mercure ajouté inscrits dans la deuxième partie de l’Annexe A, conformément aux dispositions de cette annexe? (par. 3)

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

4. La Partie a-t-elle pris des mesures pour empêcher que des produits contenant du mercure ajouté dont la fabrication, l’importation et l’exportation ne lui sont pas permises en vertu de l’article 4 soient incorporés dans des produits assemblés? (par. 5)

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

5. La Partie a-t-elle découragé la fabrication et la distribution dans le commerce de produits contenant du mercure ajouté à des fins qui ne cadrent avec aucune des utilisations connues de tels produits, conformément au paragraphe 6 de l’article 4? (par. 6)

* Oui
* Non

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

Dans **la négative**, une évaluation des risques et avantages du produit prouvant qu’il procure des bienfaits aux plans de l’environnement ou de la santé humaine a-t-elle été effectuée et la Partie a-t-elle fourni au Secrétariat, le cas échéant, des informations sur chaque produit de ce genre?

* Oui
* Non

Dans l’affirmative, prière de nommer le produit en question : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

6. Avez-vous d’autres observations d’ordre général à faire concernant l’article 4?)

**Article 5 : Procédés de fabrication utilisant du mercure ou des composés du mercure**

1. Y a-t-il sur le territoire de la Partie des installations qui utilisent du mercure ou des composés du mercure dans des procédés de fabrication inscrits à l’Annexe B de la Convention de Minamata, comme visé à l’alinéa b) du paragraphe 5 de l’article 5 de cette Convention? (par. 5)

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Aucune idée (*prière d’expliquer*)

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations concernant les mesures prises pour lutter contre les émissions et les rejets de mercure ou de composés du mercure provenant de ces installations.

Fournir également, dans la mesure où elles sont disponibles, des informations sur le nombre et le type de ces installations ainsi que sur leur consommation estimative annuelle de mercure ou de composés du mercure.

Veuillez en outre fournir des informations sur les quantités de mercure (en tonnes métriques) consommées par les deux premiers procédés de la deuxième partie de l’Annexe B au cours de la dernière année de la période couverte par le rapport.

2. Des mesures sont-elles en place pour qu’aucun mercure ou composé du mercure ne soit utilisé dans les procédés de fabrication inscrits dans la première partie de l’Annexe B après la date d’abandon définitif spécifiée dans cette Annexe pour chaque procédé? (par. 2, par. 5 b))

Production de chlore-alcali :

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Sans objet (pas d’installations utilisant ces procédés)

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur ces mesures.

Production d’acétaldéhyde dans laquelle du mercure ou des composés du mercure sont utilisés comme catalyseurs :

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Sans objet (pas d’installations utilisant ces procédés)

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur ces mesures.

Si les réponses aux deux questions précédentes sont **négatives**, la Partie a-t-elle fait enregistrer une dérogation, conformément à l’article 6?

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, pour quels procédés? (*prière de fournir une liste*).

3. Des mesures sont-elles en place pour limiter l’utilisation de mercure ou de composés du mercure dans les procédés énumérés dans la deuxième partie de l’Annexe B conformément aux dispositions de cette Annexe? (par. 3, par. 5 b))

Production de chlorure de vinyle monomère

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Sans objet (pas d’installations utilisant ces procédés)

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur ces mesures.

Production de méthylate ou d’éthylate de sodium ou de potassium

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Sans objet (pas d’installations utilisant ces procédés)

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur ces mesures

Production de polyuréthane utilisant des catalyseurs contenant du mercure

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Sans objet (pas d’installations utilisant ces procédés)

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur ces mesures

4. Est-il fait usage de mercure ou de composés du mercure dans un procédé de fabrication inscrit à l’Annexe B par une quelconque installation qui n’existait pas avant la date d’entrée en vigueur de la Convention à l’égard de la Partie? (par. 6)

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, prière d’en faire connaître les raisons.

5. Une quelconque installation faisant appel à un quelconque autre procédé de fabrication dans lequel du mercure ou des composés du mercure sont utilisés intentionnellement a-t-elle été établie après la date d’entrée en vigueur de la Convention? (par. 7)

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur la manière dont la Partie a essayé d’en décourager la mise en place ou a démontré à la satisfaction de la Conférence des Parties que le procédé concerné procure des avantages pour l’environnement et la santé (et qu’il n’existe pas de solutions de remplacement sans mercure techniquement et économiquement faisables qui apportent de tels bienfaits).

**Article 7 : Extraction minière artisanale et à petite échelle d’or**

1. Des mesures ont-elles été prises par la Partie pour réduire et, si possible, éliminer l’utilisation de mercure et de composés du mercure ainsi que les émissions et rejets consécutifs de mercure dans l’environnement associés aux activités d’extraction artisanale et à petite échelle et de traitement d’or soumises à l’article 7 qui sont menées sur son territoire? (par. 2)

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Aucune activité d’extraction artisanale et à petite échelle ou de traitement d’or soumise à l’article 7 qui utilise l’amalgamation n’est menée sur le territoire de la Partie

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur ces mesures.

2. La Partie a-t-elle déterminé et fait savoir au secrétariat que les activités d’extraction artisanale et à petite échelle et de traitement d’or menées sur son territoire sont non négligeables? (par. 3 a) et b))

🞎 Oui

🞎 Non

Dans la **négative**, prière de passer à l’article 8 sur les émissions

3. La Partie a-t-elle élaboré et mis en œuvre un plan d’action national et soumis ce plan d’action au secrétariat? [par. 3 a) et b)]

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Les travaux sont en cours

4. Prière de joindre le plus récent compte rendu établi conformément à l’alinéa c) du paragraphe 3 de l’article 7, à moins que le délai de présentation de ce dernier ne soit pas encore écoulé.

5. La Partie a-t-elle coopéré avec d’autres pays ou des organisations intergouvernementales ou autres entités compétentes pour atteindre les objectifs de l’article 7? (par.4)

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, prière de préciser.

**Article 8 : Émissions**

1. Dressez la liste de toutes les catégories de sources de l’Annexe D comportant de nouvelles sources d’émissions de mercure ou de composés du mercure, telles que définies à l’alinéa c) du paragraphe 2 de l’article 8.

Pour chacune de ces catégories de sources, décrivez les mesures mises en place et leur efficacité, s’agissant de la réalisation des exigences du paragraphe 4 de l’article 8.

La Partie a-t-elle exigé l’utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler, et dans la mesure du possible, réduire les émissions produites par les nouvelles sources au plus tard cinq ans après la date d’entrée en vigueur de la Convention à son égard? (par. 4)

🞎 Oui

🞎 Non (*prière d’en faire connaître les raisons*)

2. Dressez la liste de toutes les catégories de sources de l’Annexe D comportant des sources existantes d’émissions de mercure ou de composés du mercure, telles que définies à l’alinéa e) du paragraphe 2 de l’article 8.

Pour chacune de ces catégories de sources, indiquez les mesures, parmi celles figurant ci-dessous, qui ont été prises en application du paragraphe 5 de l’article 8, en apportant des précisions, entre autres, sur les progrès qu’elles ont permis de faire dans la réduction progressive des quantités émises sur le territoire de la Partie.

🞎 Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes;

🞎 Valeurs limites d’émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes;

🞎 Utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes;

🞎 Stratégie de contrôle multipolluants qui présenterait des avantages connexes en matière de contrôle des émissions de mercure;

🞎 Autres mesures pour réduire les émissions des sources pertinentes.

Les mesures relatives aux sources existantes stipulées au paragraphe 5 de l’article 8 ont-elles été mises en place au plus tard 10 ans après la date d’entrée en vigueur de la Convention à l’égard de la Partie?

🞎 Oui

🞎 Non (*prière d’expliquer*)

3. La Partie a-t-elle établi un inventaire des émissions des sources pertinentes dans un délai de cinq ans à compter de la date d’entrée en vigueur de la Convention à son égard? (par. 7)

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 L’entrée en vigueur de la Convention à son égard date de moins de cinq ans

Dans **l’affirmative**, de quand date la dernière mise à jour de cet inventaire?

[Si l’inventaire en question est disponible en accès libre,] o[O]ù peut-on le consulter? (informations supplémentaires)]

[Si aucun inventaire de ce genre n’existe, prière d’en faire connaître les raisons]

[4. La Partie a-t-elle choisi de définir des critères pour recenser les sources pertinentes incluses dans chaque catégorie de sources? (par. 2 b))

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des preuves montrant que les critères établis pour chaque catégorie permettent de rendre compte d’au moins 75 % des émissions de cette catégorie et que les orientations adoptées par la Conférence des Parties ont été suivies.]

5. La Partie a-t-elle choisi d’élaborer un plan national énonçant les mesures à prendre pour contrôler les émissions produites par les sources pertinentes, ainsi que les objectifs, buts et résultats visés? (par. 3)

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, a-t-elle soumis son plan national établi en application de l’article 8 à la Conférence des Parties au plus tard quatre ans après la date d’entrée en vigueur de la Convention à son égard?

🞎 Oui

🞎 Non (*prière d’expliquer*)

**Article 9 : Rejets**

1. Y a-t-il sur le territoire de la Partie des sources pertinentes de rejets, telles que définies à l’alinéa b) du paragraphe 2 de l’article 9? (par. 4)

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Aucune idée (*prière d’expliquer*)

Dans **l’affirmative**, indiquer les mesures prises pour contrôler les rejets de sources pertinentes et l’efficacité de ces mesures. (par. 5)

2. La Partie a-t-elle établi un inventaire des rejets produits par les sources pertinentes dans un délai de cinq ans à compter de la date d’entrée en vigueur de la Convention à son égard? (par. 6)

🞎 Oui

🞎 Aucune source pertinente de rejets n’existe sur le territoire de la Partie

🞎 L’entrée en vigueur de la Convention à son égard date de moins de cinq ans

🞎 Non (*prière d’en faire connaître les raisons*)

Dans **l’affirmative**, de quand date la dernière mise à jour de cet inventaire?

Prière d’indiquer où on peut le consulter [informations supplémentaires].

**Article 10 : Stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure, à l’exclusion des déchets du mercure**

1. La Partie a-t-elle pris des mesures pour faire en sorte que le stockage provisoire du mercure et des composés du mercure destinés à une utilisation permise à une Partie dans le cadre de la Convention soit assuré d’une manière écologiquement rationnelle? (par. 2)

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Aucune idée (*prière d’expliquer*)

Dans **l’affirmative**, prière de faire connaître ces mesures et de fournir des informations sur leur efficacité.

**Article 11 : Déchets de mercure[[[5]](#footnote-6)\*]**

1. La Partie a-t-elle pris des mesures permettant de répondre aux exigences du paragraphe 3 de l’article 11 pour ses déchets de mercure? (par. 3)

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, prière de fournir des informations sur ces mesures et sur leur efficacité.

[Y a-t-il sur le territoire de la Partie des installations de gestion des déchets [de][contenant du] mercure?

🞎 Oui

🞎 Non

🞎 Aucune idée (*prière d’expliquer*)

Dans **l’affirmative**, prière d’indiquer les mesures prises pour faire en sorte que les déchets [de][contenant du] mercure soient gérés conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l’article 11 et de fournir des informations sur l’efficacité de ces mesures.]

[Combien de déchets de mercure a-t-on, au cours de la période considérée, soumis à des opérations d’élimination qui ne débouchent pas sur la récupération, le recyclage, la régénération, la réutilisation directe ou toute autre utilisation? Précisez le type d’opérations d’élimination définitive dont ils ont fait l’objet?][INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES]

**Article 12 : Sites contaminés**

1. La Partie s’est-elle efforcée d’élaborer des stratégies pour identifier et évaluer les sites contaminés par du mercure ou des composés du mercure se trouvant sur son territoire? (par. 1)

🞎 Oui

🞎 Non

Prière de préciser.

**Article 13 : Ressources financières et mécanisme de financement**

1. La Partie a-t-elle entrepris de fournir, dans la mesure de ses moyens et conformément à ses politiques, priorités, plans et programmes nationaux, des ressources pour les activités nationales prévues aux fins de la mise en œuvre de la Convention? (par.1)

🞎 Oui [(*prière de préciser*)]

🞎 Non [(*prière d’en faire connaître les raisons*)]

[Observations :]

1. La Partie a-t-elle, dans la mesure de ses moyens, apporté des contributions au mécanisme de financement visé au paragraphe 5 de l’article 13? (par. 12) [INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES]

*(Veuillez ne cocher qu’une seule case)*

🞎 Oui [(*prière de préciser*)]

🞎 Non [(*prière d’en faire connaître les raisons*)]

[Observations :]

1. La Partie a-t-elle fourni des ressources financières pour aider les Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition à mettre en œuvre la Convention par le biais d’autres sources bilatérales, régionales et multilatérales? (par. 3) [INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES]

*(Veuillez ne cocher qu’une seule case)*

🞎 Oui [(*prière de préciser*)]

🞎 Non [(*prière d’en faire connaître les raisons*)]

[Observations :]

**Article 14 : Renforcement des capacités, assistance technique et transfert de technologies**

1. La Partie a-t-elle coopéré à la fourniture d’un renforcement des capacités ou d’une assistance technique à une autre Partie à la Convention, conformément aux dispositions de l’article 14? (par. 1)

🞎 Oui (*prière de préciser*)

🞎 Non (*prière de préciser*)

2. La Partie a-t-elle reçu de l’aide aux fins du renforcement des capacités ou une assistance technique, conformément aux dispositions de l’article 14? (par. 1)[INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES]

🞎 Oui (*prière de préciser*)

🞎 Non (*prière de préciser*)

Observations :

3. La Partie a-t-elle encouragé et facilité la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies de remplacement écologiquement rationnelles de pointe, ainsi que l’accès à ces technologies? (par. 3)

*(Veuillez ne cocher qu’une seule case)*

🞎 Oui (*prière de préciser*)

🞎 Non (*prière d’en faire connaître les raisons*)

🞎 Autre (*prière de préciser*)

**Article 16 : Aspects sanitaires**

1. Des mesures ont-elles été prises pour informer le public du problème de l’exposition au mercure, comme prévu au paragraphe 1 de l’article 16? (par. 1)

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, décrivez les mesures prises.

Prière de fournir, dans la mesure où elles sont disponibles, des informations sur l’efficacité de ces mesures.

2. D’autres mesures ont-elles été prises pour protéger la santé humaine conformément à l’article 16? (par. 1) [INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES]

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, décrivez ces mesures.

Prière de fournir, dans la mesure où elles sont disponibles, des informations sur l’efficacité de ces mesures.

**Article 17 : Échange d’informations**

1. La Partie a-t-elle facilité l’échange d’informations mentionné au paragraphe 1 de l’article 17)? (par. 1)

🞎 Oui

🞎 Non

Prière de fournir des précisions.

**Article 18 : Information, sensibilisation et éducation du public**

1. Des mesures ont-elles été prises pour encourager et faciliter la mise à la disposition du public des types d’informations visés au paragraphe 1 de l’article 18? (par. 1)

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, prière d’indiquer les mesures prises et de fournir des informations sur leur efficacité.

**Article 19 : Recherche-développement et surveillance**

1. La Partie a-t-elle mené des activités de recherche-développement et de surveillance, conformément au paragraphe 1 de l’article 19? (par. 1)

🞎 Oui

🞎 Non

Dans **l’affirmative**, prière de décrire ces activités.

**Partie C : Observations concernant les éventuelles difficultés rencontrées dans la réalisation   
des objectifs de la Convention** (art. 21, par. 1)

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Partie D : Observations concernant le formulaire de communication d’informations et les améliorations envisageables.**

[INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES]

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Annexe VIII

Plan visant à aider la Conférence des Parties à lancer la mise en place de mécanismes permettant d’obtenir des données de surveillance comparables afin de faciliter l’évaluation de l’efficacité

Sachant que l’évaluation de l’efficacité comprend tous les éléments visés au paragraphe 3 de l’article 22, le Comité de négociation intergouvernemental prie le secrétariat, en consultation avec les gouvernements nationaux, les programmes et partenariats de surveillance régionaux et sous-régionaux, l’Organisation mondiale de la Santé, les représentants régionaux, les institutions régionales et nationales, les milieux universitaires, l’industrie, la société civile et d’autres parties selon qu’il convient, de :

a) Compiler les informations sur les programmes de surveillance existants et sur la manière dont ceux-ci peuvent contribuer à une stratégie de surveillance globale, y compris sur la disponibilité de données de référence;

b) Concevoir un projet de feuille de route qui prévoie notamment :

i) La description succincte des types de données susceptibles d’être comparées au niveau régional, ainsi que leur disponibilité;

ii) L’élaboration d’un projet de cadre organisant la stratégie de surveillance mondiale, qui permette de tenir compte des résultats comparables issus des futures activités de surveillance que les pays et les parties prenantes pourraient décider d’entreprendre;

iii) La mise au point d’un projet de stratégie visant à tenir compte des rapports et autres données de surveillance qui peuvent servir à l’évaluation de l’efficacité de la Convention.

c) Établir un rapport assorti de recommandations concernant la mise en place de mécanismes pour obtenir des données de surveillance comparables sur la présence et les mouvements de mercure et de composés du mercure dans l’environnement ainsi que sur les tendances des concentrations de mercure et de composés du mercure observées dans les milieux biotiques et chez les populations vulnérables, tel que prévu au paragraphe 2 de l’article 22, y compris des références pour évaluer les données de base.

Annexe IX

Projet de règles de gestion financière de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et du Secrétariat de la Convention de Minamata sur le mercure

Portée

Article premier

Les présentes règles régissent la gestion financière de la Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure, de ses organes subsidiaires et du Secrétariat de la Convention. Pour toutes les questions qui ne sont pas expressément couvertes par les présentes règles, ce sont le règlement financier et les règles de gestion financière de l’Organisation des Nations Unies qui s’appliquent.

Exercice financier

Article 2

L’exercice financier porte sur l’année civile. Le programme de travail et budget biennal de la Convention de Minamata porte normalement sur deux années civiles consécutives, dont la première est une année paire.

Budget

Article 3

1. Le Chef du secrétariat de la Convention de Minamata sur le mercure prépare le projet de budget pour l’exercice biennal suivant en dollars des États-Unis, en indiquant les recettes et les dépenses prévues pour chaque année. Le budget devrait être présenté en suivant une structure programmatique [harmonisée avec celle utilisée par les Secrétariats de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international et de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants[[6]](#footnote-7)]. Le Chef du secrétariat communique le projet de budget, ainsi que les recettes et les dépenses effectives pour chacune des années de l’exercice précédent et une estimation des dépenses effectives de l’exercice en cours, à toutes les Parties à la Convention, au moins quatre-vingt-dix jours avant l’ouverture de la réunion de la Conférence des Parties au cours de laquelle le budget doit être adopté.

2. Avant le début de l’exercice financier auquel le budget se rapporte, la Conférence des Parties examine le projet de budget et adopte par consensus un budget opérationnel autorisant les dépenses autres que celles visées aux paragraphes 3 et 4 de l’article 4.

3. Le Chef du secrétariat fournit à la Conférence des Parties une estimation des coûts pour les mesures ayant des incidences budgétaires qui ne sont pas prévues dans le projet de programme de travail mais sont comprises dans des projets de décisions proposés, avant l’adoption de ces décisions par la Conférence des Parties.

4. En adoptant le budget opérationnel, la Conférence des Parties autorise le Chef du secrétariat à engager des dépenses et à effectuer des paiements aux fins pour lesquelles des crédits ont été ouverts et jusqu’à concurrence des montants approuvés, étant entendu que, sauf autorisation expresse de la Conférence des Parties, les engagements doivent dans tous les cas être couverts par des recettes correspondantes.

5. Le Chef du secrétariat peut effectuer des virements de crédits à l’intérieur de chacune des principales lignes de crédit du budget opérationnel approuvé. Il peut également virer des crédits d’une ligne à l’autre à hauteur de 20 % [de la principale ligne de crédit sur laquelle le montant est prélevé], à moins qu’une autre limite ne soit fixée par la Conférence des Parties.

Fonds

Article 4[[7]](#footnote-8)

1. Un Fonds général d’affectation spéciale pour la Convention est créé par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement et géré par le Chef du secrétariat. Le Fonds fournit un soutien financier aux travaux du Secrétariat de la Convention. Les contributions versées conformément aux alinéas a) [et b)] du paragraphe 1 de l’article 5 sont portées au crédit du Fonds. Les contributions versées conformément à l’alinéa f) du paragraphe 1 de l’article 5 par le Programme des Nations Unies pour l’environnement sont aussi portées au crédit du Fonds. Toutes les dépenses inscrites au budget qui sont engagées conformément au paragraphe 4 de l’article 3 sont imputées sur le Fonds général d’affectation spéciale.

2. Dans le cadre du Fonds général d’affectation spéciale, il est constitué une réserve de trésorerie dont la Conférence des Parties fixe périodiquement le montant par consensus. Cette réserve de trésorerie a pour objet d’assurer la continuité des opérations en cas de manque temporaire de liquidités. Les prélèvements effectués sur la réserve de trésorerie seront restitués dans les meilleurs délais, au plus tard à la fin de l’année suivante.

3. Un Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées est créé par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement et géré par le Chef du secrétariat. Ce Fonds reçoit les contributions visées aux alinéas c) à f) du paragraphe 1 de l’article 5 destinées à financer en particulier :

[a) La facilitation et la promotion de l’assistance technique, la formation, [et] le renforcement des capacités [y compris le renforcement institutionnel][et le transfert de technologie], conformément à l’article 14;]

[a) Variante. La facilitation et la promotion de l’assistance technique, le renforcement des capacités et le transfert de technologie conformément à l’article 14;]

[a) Bis. La facilitation et la promotion de l’assistance technique, le renforcement des capacités [y compris le renforcement institutionnel] et le transfert de technologie conformément à l’article 14;]

b) La participation de représentants de pays en développement Parties, en particulier les moins avancés d’entre eux et les petits États insulaires en développement, et de pays à économie en transition Parties aux réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires, conformément à la procédure énoncée dans l’annexe aux règles de gestion financière[[8]](#footnote-9);

c) Toute autre fin appropriée conforme aux objectifs de la Convention.

4. Sous réserve de l’approbation de la Conférence des Parties, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement peut créer d’autres fonds d’affectation spéciale, à condition qu’ils soient conformes aux objectifs de la Convention.

5. Si la Conférence des Parties décide de clôturer un fonds créé conformément aux présentes règles, elle en avise le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement au moins six mois avant la date de clôture fixée. La Conférence des Parties décide, en consultation avec le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement, de la répartition de tout solde non engagé, une fois que toutes les dépenses de liquidation ont été réglées.

Contributions

Article 5

1. Les ressources de la Conférence des Parties comprennent :

a) Les contributions versées chaque année par les Parties d’après un barème indicatif adopté par consensus par la Conférence des Parties et fondé sur le barème des quotes-parts de l’Organisation des Nations Unies tel qu’adopté périodiquement par l’Assemblée générale, ajusté de telle sorte qu’ aucune Partie ne contribue moins de 0,01 % du total, qu’aucune contribution ne représente plus de 22 % du total et qu’aucune contribution d’une Partie figurant parmi les pays les moins avancés n’excède 0,01 % du total;

[b) Un montant représentant [75] [60] % des contributions générales reçues chaque année par le gouvernement accueillant le secrétariat de la Convention;

c) Un montant représentant [25] [40] % des contributions générales versées chaque année par le gouvernement accueillant le secrétariat de la Convention, qui sera alloué en priorité aux fins énoncées au paragraphe 3 b) de l’article 4;

d) Les contributions à des fins déterminées versées chaque année par le gouvernement accueillant le secrétariat de la Convention;]

[Variante b) à d). Les contributions supplémentaires versées par le gouvernement accueillant le secrétariat de la Convention] [, y compris les contributions à des fins déterminées versées par le gouvernement accueillant le secrétariat de la Convention];]

e) Les contributions versées chaque année par les Parties en plus des contributions versées conformément aux alinéas a) à d);

f) Les contributions d’États non Parties à la Convention, ainsi que d’organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales et d’autres sources;

g) Le solde non engagé des recettes des exercices précédents;

h) Les recettes accessoires.

2. Lorsqu’elle adopte le barème indicatif des contributions visé à l’alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, la Conférence des Parties procède à des ajustements pour prendre en compte les contributions des Parties qui ne sont pas membres de l’Organisation des Nations Unies, ainsi que celles des organisations régionales d’intégration économique qui sont Parties à la Convention.

3. En ce qui concerne les contributions visées à l’alinéa a) du paragraphe 1 du présent article :

a) Les contributions pour chaque année civile sont attendues avant le 1er janvier de l’année considérée et devraient être versées promptement et intégralement. Les Parties devraient être informées du montant de leur contributions pour une année donnée avant le 15 octobre de l’année précédente;

b) Chaque Partie informe le Chef du secrétariat, aussi longtemps que possible avant la date à laquelle la contribution est exigible, de la contribution qu’elle envisage de verser et de la date à laquelle elle prévoit de la payer;

c) Si des Parties n’ont pas remis leurs contributions au 31 décembre de l’année considérée, le Chef du secrétariat écrit à ces Parties en insistant sur le fait qu’il importe qu’elles versent leurs arriérés de contributions respectifs et fait rapport à la Conférence des Parties à sa réunion suivante sur les consultations tenues avec ces Parties;

d) Si les contributions d’une Partie n’ont pas été reçues après deux ou plusieurs années, le Chef du secrétariat décide, avec chacune des Parties ayant des arriérés de contributions, d’établir un calendrier de paiement pour permettre à ces Parties de payer tous leurs arriérés de contributions dans les six années à venir, en fonction de leur situation financière, et de verser leurs futures contributions promptement. Le Chef du secrétariat fait rapport au Bureau et à la Conférence des Parties, à leurs réunions suivantes, sur les progrès accomplis dans le cadre de ces calendriers;

e) Si le calendrier de paiement n’est pas décidé conjointement ou n’est pas respecté, la Conférence des Parties décide de prendre des mesures appropriées, en tenant compte des [besoins particuliers et] des circonstances particulières des [pays en développement, en particulier des] pays les moins avancés ou des petits États insulaires en développement;

f) Compte tenu de l’importance d’une participation pleine et entière des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, ainsi que des pays à économie en transition Parties, le Chef du secrétariat rappelle aux Parties que les contributions au Fonds d’affectation spéciale doivent être versées au moins six mois avant chaque réunion ordinaire de la Conférence des Parties, selon les besoins de financement, et prie les Parties en mesure de le faire de veiller à ce que toute contribution soit versée au moins trois mois avant la réunion.

4. Les contributions visées aux alinéas b) et c) du paragraphe 1 du présent article sont utilisées selon des conditions et modalités compatibles avec les objectifs de la Convention et le règlement financier et les règles de gestion financière de l’Organisation des Nations Unies, dont le Chef du secrétariat et les contributeurs peuvent convenir.

5. Les contributions visées à l’alinéa a) du paragraphe 1 du présent article provenant d’États et d’organisations régionales d’intégration économique devenus Parties à la Convention après le début d’un exercice financier sont calculées au *pro rata temporis* pour le reste de cet exercice.   
À la fin de chaque exercice, les contributions des autres Parties sont ajustées en conséquence.

6. Toutes les contributions sont versées en dollars des États-Unis ou dans une monnaie convertible, pour un montant équivalent, sur un compte en banque choisi par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement en consultation avec le Chef du secrétariat. La conversion en dollars des États-Unis se fera sur la base du taux de change fixé pour les opérations de l’Organisation des Nations Unies.

7. Le Chef du secrétariat accuse réception sans retard de toutes les annonces de contributions et de toutes les contributions acquittées et informe les Parties de l’état des contributions annoncées et acquittées par la publication d’informations actualisées sur le site Internet de la Convention.

8. Le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement place à son gré les contributions qui ne sont pas immédiatement nécessaires selon les règles en vigueur à l’Organisation des Nations Unies, en consultation avec le Chef du secrétariat de la Convention. En cas de divergence entre les deux, le Directeur exécutif décide de la conduite à tenir. Le revenu de ces placements est porté au crédit du fonds d’affectation spéciale correspondant de la Convention.

Comptes et vérification des comptes

Article 6

1. Les comptes et la gestion financière de tous les fonds régis par les présentes règles sont soumis aux procédures de vérification intérieure et extérieure des comptes de l’Organisation des Nations Unies.

2. Un état provisoire des comptes de l’exercice financier est fourni à la Conférence des Parties et un état vérifié définitif des comptes pour l’ensemble de l’exercice est présenté à la Conférence des Parties dès que possible après la clôture des comptes de l’exercice.

3. La Conférence des Parties est informée de toute observation importante contenue dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes de l’Organisation des Nations Unies sur les états financiers du Programme des Nations Unies pour l’environnement ainsi que des observations figurant dans les rapports des vérificateurs externes des comptes.

Dépenses d’appui administratif

Article 7

La Conférence des Parties rembourse au Programme des Nations Unies pour l’environnement les services qui lui ont été rendus ainsi qu’à ses organes subsidiaires et au Secrétariat de la Convention, par prélèvement sur les fonds visés aux paragraphes 1, 3 et 4 de l’article 4, aux conditions dont peuvent périodiquement convenir la Conférence des Parties et le Programme des Nations Unies pour l’environnement ou, en l’absence d’un tel accord, conformément à la politique générale de l’Organisation des Nations Unies.

Amendements

Article 8

Tout amendement aux présentes règles est adopté par la Conférence des Parties par consensus.

[Annexe aux règles de gestion financière

Procédure régissant l’allocation des crédits du Fonds d’affectation spéciale de contributions volontaires (SV) visant à faciliter la participation des Parties aux réunions de la Conférence des Parties

1. La procédure visant à faciliter la participation de représentants aux réunions tenues dans le cadre de la Convention devrait tendre à assurer la participation pleine et entière des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, ainsi que des pays à économie en transition Parties, aux activités de la Convention, de manière à élargir le champ des données d’expérience et des informations se trouvant à la disposition de la Conférence des Parties et à encourager l’application de la Convention à tous les échelons – local, national, régional et international.

2. La procédure devrait accorder [la priorité][une attention particulière] aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement et, par la suite, tendre à assurer une représentation adéquate de toutes les Partis remplissant les conditions requises. Elle devrait continuer à s’inspirer de la pratique établie à l’Organisation des Nations Unies.

3. Le Secrétariat devrait aviser les Parties dès que possible, de préférence six mois à l’avance, des dates et du lieu des réunions de la Conférence des Parties.

4. Après l’envoi de la notification annonçant la tenue d’une réunion, les Parties remplissant les conditions requises devraient être invitées à faire savoir au secrétariat, par les voies officielles, dès que possible et au plus tard trois mois avant la réunion, si elles ont l’intention de présenter une demande de financement.

5. Le Secrétaire exécutif établit ensuite la liste des représentants parrainés, sur la base des ressources disponibles et compte tenu du nombre de demandes reçues. Cette liste est établie conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus en vue d’assurer une représentation géographique adéquate des régions concernées, en accordant [la priorité][une attention particulière] aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement.

6. Le secrétariat devrait, quatre semaines avant la réunion, avertir les pays qui, bien que remplissant les conditions requises, ne bénéficieront pas d’un parrainage, en les invitant à rechercher d’autres sources de financement.

7. Le Chef du secrétariat est invité à prendre contact avec le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement en vue de faire exonérer les contributions au Fonds d’affectation spéciale pour la coopération technique destinées à financer la participation de représentants de pays en développement et de pays à économie en transition du prélèvement au titre des dépenses d’appui au programme, étant entendu que les fonds ainsi dégagés serviront à améliorer la représentation des Parties remplissant les conditions requises.]

Annexe X

Projet de feuille de route pour l’élaboration de directives   
pour le stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure et des composés du mercure

Le secrétariat provisoire de la Convention de Minamata et le Secrétariat de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international et de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants se sont penchés sur l’élaboration de directives pour le stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure et des composés du mercure. Les directives techniques de la Convention de Bâle relatives au stockage écologiquement rationnel des déchets de mercure présentent des informations sur cette question, couvrant les principaux sujets de préoccupation examinés par les pays pour ce qui est de leurs mesures de contrôle nationales pour le stockage du mercure et des composés du mercure. La principale tâche dans l’élaboration de directives sur le stockage provisoire au titre de la Convention de Minamata consiste donc à mettre au point des directives spécifiques pour le stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure et des composés du mercure qui ne sont pas des déchets de mercure au sens de l’article 11 de la Convention de Minamata, en utilisant, comme point de départ, les communications des pays et les sections pertinentes des directives techniques de la Convention de Bâle.

Des critères qu’on peut envisager d’appliquer au stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure pourraient être mis au point après la première réunion de la Conférence des Parties, conformément à l’article 27.

Tenant compte de la portée des travaux et reconnaissant la nécessité de la contribution d’experts dans certains domaines, on propose la feuille de route suivante.

|  |  |
| --- | --- |
| *Activité* | *Calendrier* |
| À sa septième session, le Comité de négociation intergouvernemental définit un processus pour l’élaboration de directives et invite les Parties et les observateurs auprès du Comité, le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE et les Parties à la Convention de Bâle à désigner des experts compétents pour participer au processus. | Mars 2016 |
| Les noms des experts désignés sont communiqués au secrétariat provisoire de la Convention de Minamata | Avril 2016 |
| Le secrétariat provisoire prépare, en consultation avec les experts désignés le cas échéant, un avant-projet de directives pour le stockage provisoire, en utilisant, comme point de départ, les communications des gouvernements, les sections pertinentes des directives techniques de la Convention de Bâle recensées et d’autres sources pertinentes. L’avant-projet sera diffusé par voie électronique à tous les experts désignés et aux parties prenantes pour observations. | Juillet 2016 |
| Des observations sont adressées par voie électronique au secrétariat provisoire. | Novembre 2016 |
| Le secrétariat provisoire, en consultation avec les experts désignés le cas échéant, prépare un projet révisé de directives tenant compte de toutes les observations et diffuse le projet révisé par voie électronique aux experts désignés et aux parties prenantes pour de nouvelles observations. | Décembre 2016 |
| Des observations sont adressées par voie électronique au secrétariat provisoire. | Avril 2017 |
| Le projet de directives est présenté pour examen par la Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure à sa première réunion. La Conférence des Parties prend note des progrès de l’élaboration des directives à sa première réunion et détermine la marche à suivre pour les finaliser. | À déterminer en fonction de la date d’entrée en vigueur de la Convention |

Annexe XI

Texte se rapportant à l’article 11 sur les déchets de mercure proposé pour adoption par la Conférence des Parties à sa première réunion

La Conférence des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination a mis au point, sous la direction du Gouvernement japonais, des directives techniques sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets de mercure, qu’elle a adoptées l’année dernière, à sa douzième réunion. Ces directives sont prêtes à l’emploi. Il importe de les appliquer de façon cohérente afin de garantir la gestion rationnelle des déchets dangereux que sont les déchets de mercure. C’est dans cette optique que les Parties à la Convention de Minamata devraient s’en servir, tout en veillant au respect de cette dernière. Le texte ci-après est donc proposé à la Conférence des Parties à la Convention de Minamata à sa première réunion, pour décision.

La Conférence des Parties

1. *Accueille avec satisfaction* la décision BC-12/4 de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, relative aux directives techniques sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets constitués de mercure, en contenant ou contaminés par cette substance;

2. [Prie les Parties à la Convention de Minamata qui sont Parties à la Convention de Bâle d’appliquer ces directives;

1. Invite les Parties à la Convention de Minamata qui ne sont pas Parties à la Convention de Bâle à utiliser ces directives comme des orientations.]

[2. *Rappelle* l’article 11 de la Convention de Minamata, qui demande aux Parties à la Convention de Minamata qui sont Parties à la Convention de Bâle d’appliquer les directives visées au paragraphe précédent et aux Parties à la Convention de Minamata qui ne sont pas Parties à la Convention de Bâle de les utiliser comme des orientations.]

Annexe XII

Projet d’orientations sur la gestion des sites contaminés

Il convient que le secrétariat consulte les gouvernements et les secrétariats concernés au sein du groupe des produits chimiques et des déchets, ainsi que les autres parties prenantes, et qu’il demande leur avis sur les documents d’orientation ou recommandations concernant la gestion des sites contaminés par du mercure.

Le secrétariat devrait préparer une compilation à utiliser comme point de départ pour l’élaboration d’un projet de document d’orientation sur la gestion de ces sites et établir un plan exposant dans les grandes lignes la structure et le contenu du document envisagé, ainsi qu’une feuille de route, pour examen par la Conférence des Parties à sa première réunion, en se servant, pour ce faire, des documents mis à sa disposition et des éléments décrits dans le paragraphe 3 de l’article 12, et en prenant également en compte le paragraphe 4 de l’article 12.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |

1. Le paragraphe k) de l’article 2 de la Convention définit l’expression “utilisation permise” comme étant « toute utilisation, par une Partie, de mercure ou de composés du mercure qui est conforme à la présente Convention, y compris, entre autres, les utilisations conformes aux articles 3, 4, 5, 6 et 7 ». [↑](#footnote-ref-2)
2. Consultable à l’adresse www.unep.org/chemicalsandwaste/Mercury/GlobalMercuryPartnership/  
   ChloralkaliSector/Reports/tabid/4495/language/en-US/Default.aspx (en anglais). [↑](#footnote-ref-3)
3. PNUE, Division Technologie, Industrie et Économie, Service « Produits chimiques et déchets ». [↑](#footnote-ref-4)
4. \* [Fréquence de présentation des rapports inférieure ou égale à quatre ans] [↑](#footnote-ref-5)
5. \* [Il convient que les Parties tiennent compte des informations correspondantes communiquées au titre de la Convention de Bâle.] [↑](#footnote-ref-6)
6. Conformément à la décision relative aux dispositions prises pour l’accueil du Secrétariat. [↑](#footnote-ref-7)
7. Cet article devra être modifié si la variante du paragraphe 1 de l’article 5 est retenue. [↑](#footnote-ref-8)
8. Conformément à la décision relative au programme international spécifique. [↑](#footnote-ref-9)